LA VÉRITÉ

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IVe Internationale

Août-Septembre 1967
N° 538 — 3 F.

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, rejeté constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

sommaire

Roger DUCROS — **Le Moyen-Orient, l'Impérialisme et la Bureaucratie.**
François FORGUE — **La révolution culturelle chinoise.**
Etienne LAURENT — **La politique internationale du castrisme : mirages et réalité.**
Bolars NAGY — **L'actualité du programme de transition.**
Ignace REISS — **Lettre au Comité Central du P.C.U.S. (17 juillet 1937).**
G.-L. VALMER — **Fer Rouge (Aragon et la croix des vaches).**
Guy DÉRAIN — **Sport et Politique.**
S. O. S. Bolivie.
Un pas en avant vers le regroupement de l'avant-garde !

LA VERITE

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IVe Internationale

Rédaction et Administration :
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10e)

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	**12 Francs**
Sous pli clos	**15 Francs**
Etranger	**14 Francs**
Le numéro	**3 Francs**
Abonnement de soutien	**15 et 20 Francs**

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

AU MOYEN-ORIENT ET AILLEURS

COLLABORATION DE CLASSE, IMPERIALISME ET BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Le gouvernement de l'Etat d'Israël a tout lieu de se féliciter de la qualité des matériels militaires français, avions Mystères, Vautours et chars A.M.X. Les gouvernements arabes, de Nasser à Hussein de Jordanie sont satisfaits des positions prises par De Gaulle en ce qui concerne le Moyen-Orient. Tout n'est-il pas comme dans le meilleur des mondes, puisque, tandis que les avions vendus par Dassault semaient la terreur et la mort parmi les populations et les armées arabes, le gouvernement français restait « au-dessus de la mêlée ». De Gaulle déclarait même que « l'Etat qui le premier prendrait les armes n'aurait ni son appui ni son approbation ». Comment les gouvernements arabes n'auraient-ils pas été satisfaits des positions « anti-impérialistes » prises par De Gaulle et ses ministres ?

SIONISME ET ARABISME : MYSTIFICATIONS

La tragédie qui vient de se dérouler au Moyen-Orient est l'exemple parfait du monde sans autres issues, que celles de catastrophes successives, qui résulte de l'impérialisme. Les succès militaires de l'Etat d'Israël ont peut-être fait pavoiser à Tel-Aviv une population vivant sous la crainte de la « revanche » arabe, mais ils signifient dans l'immédiat l'expropriation de centaines de milliers d'arabes s'ajoutant à ceux déjà expropriés en Palestine au moment de la constitution de l'Etat d'Israël, réduits à l'exil et à la plus atroce misère, en plus des milliers de soldats égyptiens, jordaniens, syriens blessés ou morts dans les plus atroces conditions au Sinaï et ailleurs. L'Etat d'Israël constitué artificiellement avec l'appui de l'impérialisme (et avec l'accord de la bureaucratie du Kremlin) au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, introduisait au Moyen-Orient une « nouvelle question » qui habilement exploitée était susceptible de détourner les masses arabes de la lutte contre l'impérialisme, les féodaux et bourgeois arabes, au nom de l'islamisme, de l'unité du monde arabe, contre le sionisme. Réciproquement, l'Etat d'Israël est en état de guerre permanent ouverte ou larvée avec les Etats arabes. La bourgeoisie d'Israël dispose d'une armée constamment sur le pied de guerre qui doit, avec une population juive de 2.500.000 habitants, faire face à l'ensemble des armées arabes. Le fanatisme de la population juive fut nourri de la hantise de la « revanche arabe ». Les « succès militaires » d'aujourd'hui ne peuvent éliminer cette mortelle menace. Ils n'ont fait que la différer ou la rendre plus pesante et plus terrible à terme. Mais la bourgeoisie israélienne a besoin qu'ils apparaissent comme le seul moyen de la contenir pour qu'ils cimentent l'unité du « peuple juif ». La bourgeoisie israélienne, étroitement dépendante de l'impérialisme s'efforce de renforcer l'impression qu'ont les travailleurs de l'Etat d'Israël de se trouver dans un immense ghetto qui ne peut subsister qu'en étant armé jusqu'aux dents, et armé par ceux qui ont intérêt à le faire et à utiliser Israël. L'expropriation des arabes est ainsi une condition du contrôle des travailleurs israéliens par leur bourgeoisie.

Sionisme et islamisme (que d'autres plus modernes appellent arabisme) sont des étoiles jumelles. Ils se complètent symétriquement et sont indispensables pour comprimer les antagonismes sociaux au Moyen-Orient. A l'unité des Juifs quelles que soient leurs classes sociales pour constituer, puis défendre, l'Etat d'Israël par l'expropriation des arabes de Palestine et les expéditions militaires, répond en écho le mythe de l'unité « du monde arabe » et des arabes, de Hussein au fellah en passant par Nasser.

L'Etat d'Israël, tel quel, est inviable économiquement. La crise économique chronique a atteint des proportions inouïes : 10 % de la population est réduite au chômage. La situation économique dans la plupart des pays de langue arabe est encore pire si possible. Les arabes de Palestine chassés d'Israël ne peuvent être intégrés dans l'économie en complète stagnation sinon en décomposition des pays arabes. L'exemple de l'Egypte est singulièrement démonstratif. Le pactole n'a pas coulé à la suite de la nationalisation du canal de Suez qui de toute façon fut compensée par de grosses indemnités versées aux actionnaires de la compagnie de Suez. « De 1956 à 1966 les Américains fournissent à l'Egypte du blé pour 880 millions de dollars payables en monnaie égyptienne ce qui permettait à l'Egypte de consacrer ses devises aux investissements productifs et nourrissait six Egyptiens sur dix », écrit « Le Monde ». En supprimant les fourni-

tures de blé à l'Egypte, effectuées dans ces conditions, l'impérialisme américain fait pression sur Nasser.

Il veut « qu'il (Nasser) cesse de soutenir les nationalistes d'Aden, d'harceler l'Arabie Séoudite, qu'il retire ses troupes du Yemen, qu'il renonce à fabriquer des fusées, qu'il donne enfin aux U.S.A. les moyens de contrôler les mesures qu'il accepterait éventuellement de prendre », écrit encore « Le Monde »... « Il doit consacrer annuellement 120 millions de dollars » pour pouvoir importer le blé nécessaire à la nourriture du peuple égyptien. D'où conséquences économiques en chaîne aggravant encore la triste situation économique des masses égyptiennes : réduction des investissements, effondrement du plan de 7 ans, fermetures d'usines. On estime que la dette extérieure s'élèvera (cette année) à 200 millions de dollars. Le gouvernement égyptien arrête, après accord avec les pays intéressés, le paiement des créances à courts termes. On opère des coupes sombres dans les importations tandis que la pénurie des pièces de rechange et de matière première ralentit la production ». La hausse du coût de la vie n'est comparable qu'à l'extension du chômage.

La situation économique désastreuse des pays du Moyen-Orient ne saurait être surmontée que par la coopération économique, sur la base d'une planification économique régionale, reposant sur la mise en valeur en commun des richesses naturelles, essentiellement le pétrole. Mais pour y parvenir, il faut exproprier l'impérialisme et en finir avec les intérêts particuliers des bourgeois et des féodaux du Moyen-Orient. Encore ne serait-ce qu'un premier pas, la question de l'intégration au sein de l'économie mondiale restant posée et ne pouvant être résolue de façon positive pour et par les prolétariats du Moyen-Orient que si les principales forces productives mondiales passaient entre les mains du prolétariat mondial.

Mais ni la bourgeoisie israélienne (cela va de soi), ni Hussein de Jordanie (cela va également de soi), ni Nasser (cela devrait aller de soi pour tout marxiste) ne peuvent proposer un tel programme. Le programme de Nasser c'est de tenter d'insérer le capital égyptien au sein de l'économie mondiale, dominée par l'impérialisme, en renforçant sa base nationale. A cette fin, il pratique une politique bonapartiste aux jeux et à l'équilibre compliqués : entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, entre les différents impérialismes, entre les masses et les couches les plus dociles à l'impérialisme de la bourgeoisie et les féodaux arabes. Il vise à assurer une position dominante à la bourgeoisie égyptienne au Moyen-Orient par rapport aux autres bourgeoisies et féodaux arabes. Toute cette politique a un impératif catégorique : utiliser les masses arabes comme moyen de pression en les contrôlant strictement (cela s'appelle le socialisme égyptien). S'exerçant au profit de la bourgeoisie égyptienne la politique de Nasser ne saurait mettre en cause sa domination de classe et, par conséquent, l'ordre social au Moyen-Orient, donc, fondamentaleme, la domination impérialiste.

Ces limites définissent les cadres de la politique de Nasser. L'intervention économique de l'Etat vise au développement d'un « capitalisme national ». Comme le prouve l'effondrement du « plan de sept ans » dès que le capital américain eut décidé de stopper les injections de crédits indirects que constituaient les fournitures de blé payées en devises égyptiennes, cet objectif n'est accessible qu'avec l'aide et le consentement — impossible — de l'impérialisme, donc inaccessible. L'intervention de l'Etat aboutit à un gigantesque parasitisme économique et social (industries inviables, bureaucratisme, népotisme et prébendes). La construction du barrage d'Assouan, œuvre gigantesque et dispendieuse, financée par les crédits de l'U.R.S.S., est d'abord une œuvre de prestige, ensuite une source de prébendes et de bureaucratisme, parce qu'elle ne s'intègre pas et ne peut pas s'intégrer dans un plan économique d'ensemble harmonieux. Et par là, loin de la renforcer, elle écrase l'économie égyptienne.

L'impérialisme américain considéra favorablement l'union syro-égyptienne. Elle constituait, selon la terminologie officielle, « un barrage contre le communisme ». Traduit en langage plus précis cela veut dire que l'impérialisme américain sait que le mythe de l'unite arabe peut détourner les masses arabes d'une prise de conscience de leurs intérêts de classe. Elle s'est effondrée lamentablement en quelques mois. « L'union » entre différentes bourgeoisies, qu'elles soient « arabes » ou non, signifie toujours la prédominance des intérêts de la plus puissante en l'occurence ceux de la bourgeoisie égyptienne. L'union syro-égyptienne a capoté sur cet obstacle.

Après ce lamentable échec, après la faillite économique du régime pris à la gorge par l'impérialisme américain. reste à exacerber le nationalisme arabe donné en pâture aux masses égyptiennes et des pays arabes pour les détourner de la lutte des classes. Si Israël n'avait pas existé Nasser eut dû l'inventer.

Incontestablement, l'impérialisme américain a permis à Nasser d'utiliser à fond cette carte ainsi que le prouve le retrait des « casques bleus » de l'O.N.U. d'Akaba, décidé par U. Thant, Secrétaire général de l'O.N.U. à la solde de l'impérialisme américain, et encore la brusque conversion du roi Hussein de Jordanie à « l'unité du monde arabe » contre Israël.

SEULE ISSUE : LA GUERRE SANS ISSUE

Le jeu complexe de l'impérialisme américain au Moyen-Orient soutenant officiellement l'Etat d'Israël et en même temps laissant Hussein de Jordanie se rallier à la « cause arabe », conjugué à celui de la bureaucratie du Kremlin soutenant « la juste cause arabe » et accusant conjointement Israël de vouloir renverser le « régime progressif de Syrie » pour le compte de l'impérialisme américain, ne se comprend que dans le contexte de la situation internationale. Faire monter au paroxisme la tension entre les Etats arabes « unis » et l'Etat d'Israël, tension que l'on suppose pouvoir contrôler, mettre le monde « au bord de la guerre », dramatiser la situation en faisant manœuvrer la 6e Flotte et l'escadre de l'U.R.S.S. de la mer Noire passée en Méditerranée, sauver la « paix » du monde au cours d'une négociation plané-

taire entre les deux grands incluant un règlement de « la question vietnamienne », à partir d'une situation de fait (la présence au Viet-Nam du corps expéditionnaire américain), faire le procès des « bellicistes chinois qui ne veulent pas prendre en considération les réalités » et unir contre eux toutes les bonnes volontés pacifistes, tel est l'arrière fond de la crise du Moyen-Orient.

Ce plan a été perturbé par l'attaque surprise et éclair de l'armée israélienne. Nasser qui quelques jours plus tôt laissait transiter par le canal de Suez le porte-avions américain « Entreprise » en route vers le Viet-Nam déclare : « Nous avions la garantie des Etats-Unis qu'Israël n'attaquerait pas », ce qui en dit long sur les limites de sa lutte contre l'impérialisme. Bien que l'Etat d'Israël ait été constitué grâce à l'appui de l'impérialisme américain et que la bourgoisie israélienne en dépende, elle a ses propres intérêts et essaie de les faire prévaloir. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. En 1956, en alliance avec les impérialismes anglais et français défendant leurs intérêts spécifiques, elle attaque l'Egypte pour s'assurer des positions de force. L'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin furent effrayés par l'explosion sociale aux conséquences imprévisibles que pouvait déclencher l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Egypte. Ils s'unirent pour obliger anglais et français à réembarquer et les israéliens à reculer. Ils soutinrent Nasser comme un des éléments indispensables du maintien de l'ordre au Moyen-Orient. L'impérialisme américain lui accorda les moyens d'atténuer la crise économique et sociale notamment par les fournitures de blé. Cette fois encore la bourgeoisie israélienne a tenté de mettre, y compris son protecteur, devant un état de fait, escomptant qu'il a trop besoin d'elle pour ne pas ratifier le fait accompli.

L'agression d'Israël contre les pays arabes et en particulier l'Egypte fut un terrible test qui a démontré la pourriture profonde du régime bonapartiste de Nasser. Bien des arguments plus ou moins valables sont mis en avant pour expliquer la victoire éclair des armées israéliennes notamment celui des capacités techniques plus développées des israéliens comparées à celles des masses des pays arabes. Un seul argument est généralement oublié. Le désastre militaire des armées des pays arabes n'est pas un coup du sort. Il résulte de l'incapacité, de la couardise, de la pourriture du corps des officiers des Etats arabes. La guerre parce qu'elle exige la tension totale des forces, le dévouement et la volonté de vaincre, ne pardonne pas, et n'a pas pardonné. Le corps des officiers sous Nasser est le même socialement qu'il était sous Farouk. Il condense en lui toutes les tares de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie arabes : bourgeoisies croupions nées de la pénétration et de la domination impérialistes, trop tard venues, qui ne croient pas en elles-mêmes, en leur avenir « national ». Leurs révoltes contre l'impérialisme sont également gangrenées par le parasitisme. Elles pratiquent le chantage afin de se faire payer plus cher. Elles n'ont rien d'une classe qui essaye de se rendre indépendante. Le « nationalisme arabe » est une denrée frelatée à usage des masses.

L'impérialisme s'appuie au Moyen-Orient sur deux béquilles : l'Etat d'Israël et les féodaux et bourgeois arabes. Les arabes de Palestine paient d'une effroyable misère, depuis vingt ans, l'inextricable situation instaurée par l'impérialisme, les masses des pays arabes en plus de toutes leurs épreuves paient le prix d'une guerre et d'une défaite, les travailleurs israéliens acquittèrent également le prix de la guerre, mais en outre s'accumulent sur eux de terribles menaces. Sur le fond de la domination impérialiste, l'impasse économique de l'Etat d'Israël et des pays arabes exige que les bourgeoisies israéliennes, les féodaux et les bourgeois des pays arabes développent le chauvinisme et le racisme les plus exacerbés. Ils compriment ainsi les antagonismes sociaux. La guerre est la prolongation de cette politique.

PROLETARIATS UNIS CONTRE BOURGEOISIE

La question de Palestine ne peut recevoir aucune solution progessive ni de la part de la bourgeoisie israélienne ni de la part des bourgoisies et féodaux arabes. Elle ne peut être résolue, comme toutes les autres questions, de façon progressive que par la constitution des Etats-Unis Socialistes du Moyen-Orient à l'issue de la révolution prolétarienne. La théorie de la révolution permanente est une fois de plus confirmée.

Dans les pays arabes et en Israël, le prolétariat a accompli les premiers pas vers cette seule issue possible pour lui. Il doit se constituer en tant que classe indépendante qui lutte dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie, s'organiser en syndicats et en partis de classe rompant tous liens avec leur bourgeoisie et l'impérialisme.

En Israël, il existe certes, des partis se réclamant de la classe ouvrière. Le M.A.P.A.M. emploie à l'occasion une phraséologie révolutionnaire. Mais ils se situent dans le cadre de l'Etat d'Israël qu'ils défendent. Leur indépendance de classe reste formelle. L'Etat d'Israël (l'Etat Juif) est une anomalie historique qui n'existe qu'autant qu'il est appuyé sur l'impérialisme. Affirmer la pérennité de l'Etat d'Israël aboutit nécessairement à se subordonner à la bourgeoisie israélienne et à l'impérialisme.

Dans les pays arabes le « nassérisme » donne l'exemple de l'encadrement de la classe ouvrière par les syndicats intégrés à l'Etat et par le parti gouvernemental unique. Au moyen de ces instruments et avec la complicité des P.C. le prolétariat est subordonné à l'Etat bourgeois.

Briser avec le sionisme et l'arabisme implique que s'ouvre une perspective de lutte commune aux prolétariats d'Israël et des Etats Arabes. Seuls des partis se situant sur le programme de la IVe Internationale peuvent l'ouvrir car seuls ils peuvent combattre pour les Etats-Unis Socialistes du Moyen-Orient, en intégrant cette lutte à la lutte des classes internationale.

Mais c'est ici que commencent pour les militants révolutionnaires les véritables problèmes : définir une perspective valable pour les prolétariats de ces pays est

indispensable ; des proclamations aux prolétariats arabes et d'Israël sur les luttes qu'ils devraient engager ne vont pas loin, si ne sont pas comprises les raisons qui font que les prolétariats de ces pays ne sont pas encore parvenus à lutter sur leur plan de classe. La responsabilité en retombe en grande partie sur le mouvement ouvrier des pays économiquement développés : pour ouvrir la voie de la lutte des classes aux prolétariats du Moyen-Orient, il faut d'abord combattre dans son propre pays contre sa propre bourgeoisie, et mettre ainsi en cause l'impérialisme. C'est par là que passe le véritable internationalisme. Sinon on aboutit à s'adapter aux cadres résultant de la domination impérialiste et à chercher dans ce cadre des « solutions » au Moyen-Orient et ailleurs.

Avoir contribué à la constitution de l'Etat d'Israël ou à son renforcement n'est pas incompatible avec la condamnation de l'agression des pays arabes par Israël et le soutien des régimes à la Nasser. En 1956, ouvertement, l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin soutinrent Nasser contre les impérialismes anglais et français et l'Etat d'Israël. Cette fois la position des protagonistes n'apparaît pas de façon aussi évidente et leur jeu n'est pas identique. Officiellement, l'impérialisme français condamne l'agression israélienne, la bureaucratie du Kremlin condamne Israël et appuie Nasser contre elle, tandis que les impérialismes américains et anglais se refusent à une telle condamnation. Ainsi apparaissent les positions des uns et des autres sur le devant de la scène ; de là des conclusions quelque peu rapides : « l'Etat d'Israël a été constitué avec l'appui de l'impérialisme américain, donc l'agression israélienne est une attaque de l'impérialisme, par Etat interposé, pour renverser Nasser ». En passant, on oublie 1956 et on en arrive, pour justifier cette position, à confier au régime de Nasser une mission progressiste : de gré ou de force un destin digne des tragédies antiques le charge d'exprimer un moment donné de la révolution arabe. C'est la théorie de la révolution nationale, et arabe, par dessus le marché. Il faut alors être conséquent et aller jusqu'au bout : non seulement il faut renoncer à développer les antagonismes de classes en Egypte, en Syrie et ailleurs, mais encore au nom de l'unité arabe il faut être pour le contrôle par la bourgeoisie égyptienne et la subordination à ses intérêts de l'ensemble « du monde arabe », non seulement sur Israël mais encore, sur les Druses, les Kurdes, les « peuples » arabes du « monde arabe ». A partir des rapports sociaux existants actuellement « l'unité du monde arabe » n'est concevable (pour autant qu'elle le soit) qu'ainsi. L'appellation de République Arabe Unie résume l'idéologie officielle du régime (qu'il est peu vraisemblable qu'elle puisse jamais réaliser) de Nasser, et les ambitions de la bourgeoisie égyptienne. En supposant qu'elle « règle » à sa façon le sort d'Israël, il y aurait encore de bons jours et de magnifiques combinaisons pour l'impérialisme qui disposerait d'éléments de manœuvres considérables. L'unité arabe sous l'égide de la bourgeoisie égyptienne serait le pillage et l'oppression nationales des peuples d'origine non arabe et également d'origine arabe (1). L'unité des peuples du Moyen-Orient ne peut se réaliser à partir de l'oppression, mais par l'égalité et la coopération, que seul peut établir le prolétariat.

SAUVER NASSER, MENAGER ISRAEL

En attendant, une fois de plus, *tous* les impérialismes y compris l'impérialisme américain, et la bureaucratie du Kremlin coopèrent pour sauver le régime de Nasser de l'effondrement. En outrepassant le rôle que lui assigne l'impérialisme, la bourgeoisie israélienne a failli bousculer le fragile édifice social du Moyen-Orient et déclencher un chaos qui effraie l'impérialisme et la bureaucratie. Elle peut bien mettre K. O. l'armée égyptienne en quelques jours compte tenu de ce qu'est le corps des officiers égyptiens. Elle n'a pas la force de contrôler le Moyen-Orient. Pour y parvenir actuellement Nasser est indispensable, sans quoi ce serait le vide politique ainsi que le disent en parfaite connaissance de cause les politiciens bourgeois les plus conscients. La manœuvre de Nasser démissionnant pour reprendre aussitôt sa démission a été parfaitement comprise. Le journal « Le Monde » résume ce qu'il en est lorsqu'il écrit : « *La guerre du Yemen, la tension croissante avec les Etats-Unis, une gestion souvent discutable, avaient accumulé les difficultés économiques. Le désastre militaire et diplomatique (que Nasser) vient de subir ne peut que les accroître et il aura fort à faire pour remonter la pente... il faut souhaiter que les grandes puissances comprendront qu'elles n'auraient rien à gagner à la confusion générale qui suivrait inévitablement la chute du Raïs.* »

Les motifs de la condamnation par De Gaulle de l'agression par Israël des Etats arabes sont plus complexes. Mais ils s'alimentent néanmoins à la même source. Il sait d'expérience que l'ordre bourgeois et impérialiste au sein des pays économiquement arriérés est d'autant mieux assuré qu'il est garanti par la participation au pouvoir sinon par l'exercice direct du pouvoir par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie indigène. L'homme des accords d'Evian est bien placé. Il connaît la fonction de gardien des intérêts fondamentaux de l'impérialisme que remplissent les « nationalistes » bourgeois et petits bourgeois contre la montée révolutionnaire des masses exploitées. Vendre des avions et des chars à l'Etat d'Israël répond à deux besoins : c'est un excellent marché pour l'industrie d'armement, ensuite cela participe au maintien de l'Etat d'Israël à partir de « l'équilibre » institué par l'impérialisme. Mais précisément cet équilibre doit être maintenu. L'attaque et la victoire israéliennes l'ont remis en cause.

L'impérialisme américain et l'impérialisme anglais sont en situation délicate : il leur faut tenter de sauver Nasser et ils ne peuvent faire perdre la face à la bourgeoisie israélienne.

(1) La débile bourgeoisie égyptienne ne pourrait y parvenir qu'avec l'appui de l'impérialisme et pour le compte de ce dernier.

La guerre entre les Etats arabes et l'Etat d'Israël résulte des contradictions insolubles, conséquences de la domination impérialiste que ne peuvent mettre en cause ni la bourgeoisie israélienne ni les féodaux et bourgeois des pays arabes. L'attaque et la victoire de l'Etat d'Israël loin de les résoudre les a aiguisées. Reconnaître l'Etat d'Israël, accepter le transit des bateaux sous pavillon israélien par le canal de Suez, admettre la main-mise de l'Etat d'Israël sur la Palestine, ne pas remettre en cause la victoire d'Israël, détruit l'idéologie officielle des féodaux et des bourgeoisies arabes, la « justification » du nassérisme : le nationalisme et l'unité de la « nation arabe ». Alors les contradictions de classe comprimées par le nationalisme arabe se révèlent comme étant l'essentiel. Le nationalisme arabe ne peut être nourri que par l'esprit de la revanche. Désavouer l'Etat d'Israël, c'est prendre le risque d'une crise politique qui peut aboutir à la décomposition de l'Etat d'Israël et mettre en cause l'Etat Juif. Il faut que cette guerre et cette victoire apparaissent aux masses de l'Etat d'Israël comme nécessaires et payantes contre la « menace » arabe. Tant que l'impérialisme le pourra, il maintiendra l'Etat juif comme un de ses instruments au Moyen-Orient. Après la guerre, il faut reprendre le même jeu qu'avant la guerre et ce n'est pas facile.

LES ARTISANS DU « COMPROMIS »

Mais l'impérialisme américain dispose d'un atout maître : la bureaucratie du Kremlin. Elle a repris sous d'autres formes la politique qu'elle a pratiquée à Tachkent pour arrêter la guerre entre la bourgeoisie indienne et celle du Pakistan qui risquait en se prolongeant de détruire le fragile équilibre social dans cette région du monde au grand effroi des impérialismes anglais et américain.

Elle s'emploie sans compter à établir un compromis qui sauve la face à Nasser et aux Etats arabes ainsi qu'à la bourgeoisie israélienne. Elle a réclamé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire de l'O.N.U. et l'a obtenue. La majorité des 2/3 est, selon le règlement de l'O.N.U., nécessaire à cette convocation. Il fallait l'accord de fait de l'impérialisme américain qui grâce à ses « clients » permet ou ne permet pas que cette majorité soit réunie. Au cours de cette Assemblée furent affirmées deux choses : il n'existe pas de majorité à l'O.N.U. qui veuille contraindre l'Etat d'Israël à reculer sans condition sur les positions que son armée occupait le 4 juin ; l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin sont d'accord pour contraindre Nasser et les Etats arabes à laisser transiter par le canal de Suez et le golfe d'Akaba les navires israéliens en échange du recul des troupes israéliennes sur les anciennes frontières. La bureaucratie du Kremlin en appelant à l'Assemblée Générale de l'O.N.U. reconnaissait son autorité en la matière. Elle établissait qu'il n'est de règlement possible que sur les propositions communes aux résolutions qui se sont opposées, celle présentée par les prétendus « non engagés » et celle présentée par les Etats latino-américains inspirés par l'impérialisme américain.

Il n'est pas prouvé que ce compromis soit néanmoins acceptable par la bourgeoisie israélienne sans qu'elle paraisse dépouillée de sa victoire, ni que les Etats arabes puissent s'en satisfaire sans que les régimes comme ceux de l'Egypte et de la Syrie en soient ébranlés. La guerre entre l'Etat d'Israël et les Etats arabes a révélé l'impasse du « sionisme » et de « l'arabisme » et mis en route le processus de leur décomposition. Leur dépendance par rapport à l'impérialisme va apparaître de façon plus nette. Non seulement pour autant qu'ils seront contraints de s'aligner sur le compromis dicté par l'impérialisme américain avec l'aide de la bureaucratie du Kremlin mais encore parce qu'ils devront avoir recours, afin de tenter d'atténuer la crise économique renforcée par les conséquences de la guerre, aux crédits de l'Oncle Sam qui ne seront pas gratuits. Déjà le gouvernement de la Libye a repris le pompage du pétrole en affirmant qu'il fournirait du pétrole seulement à l'Espagne, la France, la Turquie, la Grèce, l'Italie (les gouvernements de ces pays n'ayant bien entendu aucun lien avec l'impérialisme américain) et les syndicats libyens ont déclenché une grève générale de trois jours. Le gouvernement libyen est l'éclaireur de la route que se préparent à suivre les gouvernements des pays arabes et de l'Etat d'Israël. Les travailleurs libyens pourraient bien ouvrir celle des travailleurs des pays arabes et de ceux d'Israël.

« PAIX » ET « UNION SACREE »

En attendant, l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin vont s'efforcer d'exploiter à leurs fins la guerre entre l'Etat d'Israël et les pays arabes. « Le monde fut au bord du gouffre de la guerre mondiale. La paix ne fut sauvée que par la modération et la coopération des deux grands, s'établissant à partir des faits, bien qu'ils ne fussent pas d'accord sur les principes. » L'entrevue de Glassboro entre Johnson et Kossyguine symbolise cette coopération.

De deux autres manières le « monde est entraîné au bord du gouffre » : par la guerre au Viet-Nam et la prolifération des armes atomiques. Il faut utiliser, évidemment, la même méthode afin d'éviter le « gouffre ». C'est un « fait » que l'impérialisme américain ne peut pas être jeté à la mer par les ouvriers et les paysans vietnamiens livrés à leurs seules forces. C'est un « fait » que la Chine « excite » le gouvernement du Nord-Vietnam et le Vietcong à poursuivre la lutte. Alors pour nos bons samaritains, sauver la paix, exige que l'on trouve un règlement qui parte de ces « faits ». Or, c'est également un « fait » que la Chine s'efforce de se doter d'armes atomiques. Il faut partir de cet autre « fait » que seule la coalition des « grandes puissances nucléaires » peut la contraindre à y renon-

cer. De tous ces « faits » résulte un « fait » central : la Chine s'oppose à tous « les règlements pacifiques ». Même s'ils ne sont pas d'accord « sur les principes », les « grands » qui ont la responsabilité de la paix dans le monde sont obligés d'avoir une politique commune contre la Chine.

De Gaulle eût bien voulu participer à ce jeu. Pour y parvenir, il a même renchéri à « gauche » de la bureaucratie du Kremlin : « impossible de régler les problèmes du Moyen-Orient sans régler ceux du Viet-Nam, mais encore l'évacuation des troupes U.S. ». Mais l'impérialisme français est bien trop petit pour jouer un rôle à cette échelle. De Gaulle remâche sa rancœur.

Il n'a pourtant pas perdu sur tous les tableaux. Le 6 juin 1967, « L'Humanité » titrait sur toute la page :

« La guerre au Moyen-Orient créée une situation lourde de périls.

« Rétablir la paix par la négociation sur la base de l'indépendance et de l'existence des peuples.

« *Tel doit être l'objectif de tous les Français.* »

« L'union sacrée » pour la défense de la paix était proclamée, c'est-à-dire la subordination de la classe ouvrière à la politique défendant les intérêts du grand capital incarnée par De Gaulle. Ainsi au même instant ou De Gaulle et « L'Humanité » réalisaient l'union sacrée et volaient au secours de la « paix menacée » le parlement gaulliste ratifiait sans coup férir la loi attribuant au gouvernement les pouvoirs spéciaux. Le 17 mai était oublié, enterré. La classe ouvrière était abasourdie par les cris sur la guerre menaçante. « L'union de tous les Français » accomplissait ce « miracle ».

La lutte de classe mondiale est un tout organique. La guerre entre l'Etat d'Israël et les pays arabes et ses conséquences sont une nouvelle facture acquittée par les travailleurs de ces pays parce que sous la domination de l'impérialisme il n'y a pas d'issue au Moyen-Orient. Le point de départ est que les prolétariats des grandes puissances impérialistes n'ont pas réglé son compte à leur propre bourgeoisie. L'impérialisme américain peut écraser et brûler sous les bombes et le napalm les masses ouvrières et paysannes vietnamiennes pour les mêmes raisons. Les menaces qui pèsent sur la Chine peuvent se matérialiser pour des raisons identiques. La bureaucratie du Kremlin et ses agents, tous les pacifistes petits bourgeois, paralysent l'action de classe du prolétariat au nom de la défense de la paix. Ils contribuent au développement de la politique de l'impérialisme. La bureaucratie du Kremlin n'hésite pas éventuellement comme à Tachkent ou au Moyen-Orient, à tenter de résoudre des crises qui proviennent de la domination impérialiste mais qui peuvent être dangereuses pour l'impérialisme parce qu'elles peuvent être à l'origine d'explosions de classes.

A l'inverse, la défense de la Chine, la lutte contre l'intervention de l'impérialisme américain au Viet-Nam, l'ouverture d'une perspective de classe aux travailleurs des pays arabes et de l'Etat d'Israël qui seule les sortira de leur impasse actuelle, sont étroitement dépendantes du développement des luttes des prolétariats des pays économiquement développés contre leur propre bourgeoisie et contre la bureaucratie du Kremlin.

De ce point de vue seulement il est possible d'envisager la solution de tous les problèmes internationaux en se situant sur le terrain de la lutte du prolétariat. Tout se ramène en dernière analyse à ceci : en combattant dans son propre pays pour construire le parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IVe Internationale, participer aux tâches de la reconstruction de la IVe Internationale et de ses partis dans chaque pays. Le réalisme c'est cela.

Roger DUCROS

SERGE SIMON

LA GRÈVE GÉNÉRALE BELGE

(20 DÉCEMBRE 1960 - 20 JANVIER 1961)

Edité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,75 F

Le numéro spécial de LA VÉRITÉ :

ACTUALITÉ ET ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS

Prix : 2 Francs

UN PAS EN AVANT
VERS LE REGROUPEMENT DE L'AVANT-GARDE

Samedi 24 juin, environ 800 jeunes ont participé à l'Assemblée des jeunes contre la déchéance. Dimanche 25 juin, 1.100 militants ouvriers de toutes tendances, rassemblés à l'appel du comité provisoire pour les Assises nationales d'unité d'action, ont suivi avec une attention sérieuse et passionnée les débats où plusieurs dizaines d'orateurs ont apporté l'importante contribution de leur expérience et de leur combat dans la lutte de classes et les organisations.

Nous publions la résolution adoptée le 25 juin à l'unanimité, moins 3 abstentions.

RESOLUTION

1.100 militants ouvriers et jeunes de toutes tendances, rassemblés à Paris le 25 juin à l'appel du comité d'organisation provisoire pour les Assises nationales d'unité d'action saluent l'effort entrepris par les jeunes militants qui le 24 juin ont constitué le comité d'organisation pour la réalisation du front uni de la jeunesse contre l'Etat bourgeois et pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse.

Les 24 et 25 juin, la preuve a été faite que des militants ouvriers de toutes tendances et des jeunes ont pu débattre, dans le respect de la démocratie ouvrière, des principaux problèmes qui confrontent les travailleurs de toutes catégories avec leur avenir.

La preuve a été faite qu'au-delà des barrières de tendances et d'organisations les militants pouvaient prendre les décisions indispensables à l'accomplissement des tâches de défense de la classe ouvrière en lutte contre les empiètements du capital et de l'Etat.

C'est pourquoi, conscients de leurs responsabilités devant leur classe, les militants rassemblés le 25 juin pour les Assises nationales d'unité d'action ont décidé de se constituer **en comité d'alliance ouvrière pour l'indépendance et l'unité de classe du prolétariat.**

***

Le capital et l'Etat sont engagés dans une offensive frontale contre les masses laborieuses.

— C'est le droit à un pouvoir d'achat décent que le capital et l'Etat contestent aux travailleurs de toutes catégories :

- blocage des salaires ;
- hausse massive des tarifs des services publics, des loyers, des prix des objets de consommation ;
- aggravations des cadences.

— C'est le droit au travail que la bourgeoisie et l'Etat entendent contester aux travailleurs de toutes catégories :

- licenciements massifs des ouvriers, employés, techniciens et cadres : des centaines de milliers de salariés et de jeunes, travaillant dans les industries, dans les mines, dans la sidérurgie, les chantiers navals, les industries chimiques et pharmaceutiques, le textile, les bureaux, les chantiers et les usines, seront, dans le cadre des concentrations et de la modernisation, voués au chômage permanent.

— C'est le droit à un métier qualifié que le capital et l'Etat contestent à la jeunesse avec la réforme Fouchet et la loi sur la formation professionnelle.

— Ce sont les libertés, les droits, les garanties, arrachés par les travailleurs dans une lutte de classes plus que séculaire, que le capital et l'Etat entendent détruire pour transformer le prolétariat en une masse informe, exploitable à merci.

— C'est le droit à la santé des travailleurs et de leur famille que le capital et l'Etat entendent contester en démantelant la Sécurité sociale, les régimes d'Allocations familiales et de retraites.

— C'est par l'introduction massive d'une main-d'œuvre immigrée que le capital et l'Etat veulent faire pression sur les travailleurs français pour les amener à accepter des conditions d'exploitation accrue.

***

Les conquêtes les plus prodigieuses de la technique, l'atome et l'automation, ne visent pas à élever le niveau de culture et de civilisation de l'humanité. Entre les mains du capital et de l'Etat, les techniques nouvelles, conquêtes de l'homme sur la nature, n'aboutissent qu'au chômage, à la déqualification, à la décadence et à la déchéance. Elles constituent la plus terrible menace de destruction atomique pesant sur l'humanité.

Les militants ouvriers de toutes tendances, les jeunes rassemblés le 25 juin estiment que sur les mots d'ordre de défense ouvrière le front unique des organisations ouvrières peut et doit se réaliser :

— contre les cadences : intégration des bonis des primes de rendement dans le salaire, suppression du salaire aux pièces sous toutes ses formes ;

— un seul salaire par catégorie ;

— à travail égal, salaire égal ;

— suppression des zones et des abattements d'âge ;

— augmentation égale pour tous, dont le taux sera fixé par les assemblées d'unité d'action rassemblant tous les syndicats et les travailleurs ;
— retour aux 40 heures sans diminution de salaire ;
— convention collective nationale et interprofessionnelle garantissant l'emploi et la qualification contre les conséquences de l'automation et des concentrations ;
— convention collective de l'immigration, garantissant aux travailleurs immigrés les mêmes droits et garanties que ceux arrachés au capital et à l'Etat par les travailleurs français ;
— défense de la Sécurité sociale, des régimes spéciaux de maladie et des retraites ;
— à bas la réforme Fouchet ;
— abrogation immédiate de la loi sur la formation professionnelle ;
— allocations d'études pour les lycéens, les jeunes élèves des C.E.T. et les étudiants ;
— pré-salaire égal au salaire minimum garanti pour les apprentis.

***

Sur ces premières et simples revendications qui répondent aux aspirations de tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières, et principalement la C.G.T., la C.G.T.-F.O., la F.E.N. et l'U.N.E.F., si leurs dirigeants ont effectivement le souci de défendre la classe ouvrière, ont le devoir de réaliser le front unique à tous les échelons.

C'est pour lutter afin que se réalise l'unité d'action, rendue encore plus nécessaire en raison des terribles menaces que font peser les pouvoirs spéciaux sur les libertés, les droits, l'existence même des organisations ouvrières, que les militants rassemblés ont décidé de s'organiser.

On ne marie pas l'eau avec le feu. Il est impossible de prétendre défendre les intérêts ouvriers et participer aux structures de l'Etat policier visant à détruire le mouvement ouvrier.

L'exigence impérieuse du front unique implique la rupture avec tous les organismes mis en place par la bourgeoisie et l'Etat pour aliéner l'indépendance de classe du prolétariat et de ses organisations et le retrait immédiat de ces organisations.

C'est un fait, l'unité d'action ouvrière contre l'exploitation capitaliste ne pourra être scellée que si les travailleurs et les militants garantissent l'indépendance et l'unité de classe du prolétariat et de ses organisations.

Nous, militants ouvriers de toutes tendances, jeunes qui décidons ce jour de nous constituer, à tous les échelons, dans les entreprises, les professions et localement, **en comités d'alliance ouvrière,** déclarons solennellement qu'il n'est pas dans notre intention de nous substituer aux organisations et principalement aux centrales ouvrières pour la réalisation de l'unité d'action, tâche qui, naturellement, incombe aux syndicats.

Les **comités d'alliance ouvrière** s'engagent à lutter, en toutes circonstances, dans leurs organisations pour que le front unique, classe contre classe, devienne l'instrument de la mobilisation de la résistance ouvrière à l'exploitation.

Comme méthode, pour atteindre cet objectif, les militants combattront pour la convocation de conférences d'unité d'action, à tous les échelons, dans les entreprises, les professions et interprofessionnellement, pour que se constitent des comités intersyndicaux et interprofessionnels de résistance aux pouvoirs spéciaux dans le but d'aboutir aux Assises nationales d'unité d'action.

Les militants rassemblés le 25 juin décident de convoquer, d'ici la fin de l'année 1967, une conférence nationale des comités d'alliance ouvrière.

Résolution adoptée à Paris, le 25 juin 1967.

Numéro spécial de LA VÉRITÉ :
LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS
(PRINTEMPS 1963)
Prix : 2 Francs
Passer les commandes
à la Librairie d' « Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10e)

LA LIBRAIRIE D'INFORMATIONS OUVRIÈRES
39, rue du Faubourg-du-Temple
(Métro Goncourt ou République)
EST OUVERTE TOUS LES JOURS
De 16 heures à 20 heures
Et le samedi de 15 heures à 20 heures

La révolution culturelle Chinoise

Il faut prendre toute la mesure de la crise qui secoue la Chine depuis près d'un an. Il s'agit d'événements gigantesques non seulement par l'ampleur numérique des masses mises en mouvement, mais aussi par les problèmes politiques qu'ils posent, par leur signification et leur portée internationale.

A travers la crise qui a d'abord déchiré les sommets de l'état et du parti communiste chinois et qui s'exprime dans la « révolution culturelle », les masses sont intervenues, la classe ouvrière, la jeunesse ouvrière et paysanne ont commencé à se mobiliser pour leurs propres intérêts. La « révolution culturelle » est un moment du développement de la révolution chinoise, un moment que l'on ne peut saisir qu'en l'appréciant en fonction des relations de classe à l'échelle nationale et internationale, en la reliant à toute l'histoire de la révolution chinoise.

Les organisations trotskystes du Comité International pour la reconstruction de la IVe Internationale ne sont pas neutres dans la lutte politique et sociale qui secoue la Chine. A travers l'action pour la reconstruction de la IVe Internationale et de partis révolutionnaires, sections de cette Internationale, à travers la lutte pour la mobilisation des masses, dans chaque pays, contre « **leur** » ennemi — leur bourgeoisie — c'est toutes les conquêtes de la classe ouvrière que les trotskystes défendent et, parmi elles, les acquis colossaux de la révolution chinoise.

Ces conquêtes ne peuvent être défendues que par leur extension et leur approfondissement, dans la perspective d'une lutte internationale pour le renversement du système capitaliste. En Chine, la seule force sociale qui puisse diriger la défense des conquêtes de la révolution, c'est le prolétariat chinois. Etablir la démocratie prolétarienne, briser avec la fiction réactionnaire de la construction du socialisme dans la seule Chine pour retrouver une politique qui relie consciemment la révolution chinoise à la lutte du prolétariat international, telles sont les tâches qu'assigne au prolétariat chinois la défense de la révolution et de ses conquêtes. C'est en fonction de la place du prolétariat chinois, par rapport donc au contenu de classe du conflit présentement exprimé sous la forme de la « révolution culturelle » que les marxistes rejettent comme une trahison de la révolution chinoise une attitude de prétendue neutralité et qu'ils prennent parti, ouvertement et fermement.

D'ailleurs, personne n'est neutre ! L'Union sacrée des grandes occasions s'est constituée contre la « révolution culturelle », contre les barbares « gardes rouges » iconoclastes et sanguinaires. Les défenseurs du « monde libre » dont la généreuse conscience s'accommode aisément du massacre, par centaines de milliers, des ouvriers et des paysans d'Indonésie et de l'extermination scientifique du peuple vietnamien, dénonçaient avec indignation les atteintes à la personne humaine que constituaient l'exhibition de quelques dignitaires du parti, coiffés d'un bonnet d'âne ou l'expulsion de quelques religieuses.

La bureaucratie du Kremlin et ses agences au sein du mouvement ouvrier tiennent leur place dans le chœur. Les complices et les laudateurs de Staline dénoncent à qui mieux mieux « le culte de la personnalité » et versent des larmes sur l'humanisme bafoué. Mascarade où le grotesque le dispute à l'ignoble mais qui répond à une profonde réalité politique. La bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin réagit avec une extrême sensibilité à toute menace de révolution prolétarienne. Elle comprend clairement ce qui est en jeu en Chine. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le parti communiste français a publié un ouvrage de J.E. Vidal, intitulé « Où va la Chine » et Etienne Fajon, membre du bureau politique et directeur de « L'Humanité » l'a préfacé. Il écrit notamment :

« La révolution culturelle recouvre, en fait, une inquiétante opération tournée contre le parti communiste chinois lui-même, opération par laquelle Mao-Tsé-Toung a fait directement appel à l'armée au mois de janvier 1967. Le langage des dirigeants chinois à propos des « gardes rouges » s'apparente à celui qu'utilisait Trotsky quand il faisait appel, en 1923, à la jeune génération étudiante contre la direction léniniste du parti bolchévik, quand il s'efforçait de prouver que la jeunesse étudiante est le baromètre le plus fidèle de la santé du parti. »

Il y a là plus que l'amalgame traditionnel. La référence à Trotsky est un véritable cri d'alarme : les masses chinoises s'en prennent à l'appareil du parti, les conséquences sont incalculables...

Les trotskystes ne sauraient être neutres et le présent article n'est pas un commentaire faussement objectif, mais une tentative d'étayer la nécessaire prise de position des révolutionnaires, par une première analyse du développement de la crise sociale et politique en Chine.

Par bien des aspects les événements qui ont secoué — et secouent encore — la Chine, sont inédits. Un pouvoir qui, en quelque sorte mobilise les masses contre lui-même, une direction qui organise « idéalement », peut-on dire, la jeunesse puis les travailleurs contre ce qui est en fait l'appareil du parti qu'elle est censee diriger, une immense nation qui, depuis des mois, reste paralysée au niveau des décisions politiques... Des dizaines de millions d'hommes ont été mis en mouvement, des manifestations puissantes et parfois violentes se sont succédées, des phénomènes de guerre civile sont apparus, la désintégration du pouvoir central a parfois pu sembler imminente. Et, au bout d'un an de crise, rien n'est résolu : la situation est symbolisée par le fait que l'homme désigné depuis

près d'un an comme l'ennemi n° 1 par les Gardes Rouges, le président de la République, Liou Chao Chi, n'a été que tout récemment attaqué par les publications officielles — et sans être jamais nommé ! — et que ce contre-révolutionnaire, ce Krouchtchev chinois, reste formellement chef de l'état !

Saisissante illustration du caractère profond de la crise politique qui déchire la Chine, de son caractère irrévocable quelles que soient les étapes temporaires de « retour au calme » qui pourraient s'établir. Il ne suffit pas pour l'analyser d'en rester au niveau de son expression la plus aisément saisissable — l'éclatement politique du vieux noyau de dirigeants du parti communiste chinois — et de spéculer à l'infini sur la signification de l'incessant ballet de personnalités dénoncées, puis en apparence revenues en grâce. Pour comprendre le conflit qui oppose la fraction Mao-Lin Piao à la grande majorité de l'appareil dirigeant du parti communiste chinois et de l'état, il faut aller plus loin.

Certes, cette tâche se heurte à la faiblesse de l'information dont on peut présentement disposer. Bien souvent, les volumineux textes officiels semblent rédigés en « code » et s'ils peuvent être déchiffrés à partir d'une interprétation générale, ils ne peuvent par eux-mêmes justifier cette interprétation. Les journaux muraux des « gardes rouges » et des « rebelles révolutionnaires » reflètent au jour le jour la bataille politique qui se livre en Chine. Mais les extraits de ces journaux ne nous sont connus qu'à partir des correspondants étrangers. Nous sommes tributaires de leur choix, de leur interprétation.

Ces difficultés réelles, les contradictions et les confusions qui abondent dans les dépêches venues de Chine, servent d'argument à certains — et en particulier aux révisionnistes anti-trotskystes camouflés sous l'appellation du prétendu « secrétariat unifié » de la IVe Internationale — pour feindre de différer toute prise de position et en réalité condamner la « révolution culturelle » et s'aligner en définitive sur la politique de la bureaucratie du Kremlin.

En fait, si le caractère fragmentaire de l'information accessible interdit une explication complète de tous les aspects et de tous les épisodes de la « révolution culturelle », cette information n'en reste pas moins largement suffisante pour dessiner les grands axes de la crise chinoise, pour définir les tendances sociales qui s'affrontent, pour peu que l'on applique aux événements la méthode marxiste.

Il ne s'agit pas d'un débat obscur entre « sinologues » : les problèmes que la « révolution culturelle » a mis au premier plan ne relèvent pas d'une indéfinissable « spécialité chinoise », mais, répétons-le, de la lutte de classe internationale de la manière dont elle s'est exprimée en Chine à travers la révolution chinoise. C'est pourquoi, la première partie de cet article est consacrée à quelques aspects et à quelques moments essentiels de l'évolution de la Chine depuis 1949 qui ont préparé et qui expliquent la crise actuelle (1).

Aux sources de la « Révolution culturelle »

1. L'épisode des « cent fleurs » et les contradictions de la société chinoise.

La victoire du Parti communiste chinois en 1949, guidant et contrôlant le déferlement révolutionnaire des masses paysannes, amorçait une transformation radicale de la Chine. Au lendemain du renversement du régime impuissant et corrompu de Tchang-Kaï-Chek, Mao-Tsé-Toung et les autres dirigeants du P.C.C. se référaient encore à leur conception de la « démocratie nouvelle ». Ils envisageaient une période de développement capitaliste, de « collaboration organique » avec la bourgeoisie nationale. Mais les réalités de classe apparurent plus fortes que ces calculs. Très vite, la République populaire de Chine dut faire face militairement à l'impérialisme (guerre de Corée) et en même temps la révolution s'approfondit à l'intérieur : la réalisation des tâches les plus urgentes, la reconstruction de l'économie, exigea la rupture sur tous les terrains avec la bourgeoisie nationale, son expropriation ainsi que l'extension violente à toute la Chine de la réforme agraire et la destruction de fond en comble de ce qui demeurait de l'appareil d'état légué par le Kuomintang. La mobilisation révolutionnaire des masses — y compris des masses urbaines — constitua le moteur de cette transformation, bien que cette mobilisation à chaque étape, ait été strictement contrôlée par le parti communiste chinois.

L'état produit par ce processus révolutionnaire qui défend les nouveaux rapports de propriété contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale est un **état ouvrier** au sens où ce terme est appliqué à l'U.R.S.S. dans la définition trotskyste d' « état ouvrier dégénéré ». La caractéristique politique fondamentale née de la dégénérescence en U.R.S.S. — l'existence d'une bureaucratie soustraite à tout contrôle des travailleurs, exerçant seule le pouvoir politique, c'est-à-dire assurant seule la direction de l'état, le « possédant » en quelque sorte — se trouve à l'origine même de la constitution du nouvel état en Chine, non comme résultat d'une contre-révolution politique victorieuse, mais comme conséquence du monopole politique exercé par le P.C.C. et de la forme prise par la révolution chinoise à chaque étape de son développement.

On ne peut assimiler la bureaucratie chinoise à la bureaucratie du Kremlin. Les différences sont évidentes :

— La différenciation sociale en Chine est bien moindre que celle existant en U.R.S.S. et la cristallisation de la bureaucratie comme couche socialement privilégiée beaucoup moins avancée.

— Mais surtout, la bureaucratie chinoise n'a pas

eu, pour imposer son pouvoir, à écraser la démocratie prolétarienne, à détruire le parti révolutionnaire. Le monopole politique dont a bénéficié l'appareil du P.C.C. reposait sur l'adhésion des masses. Dans cette mesure, les relations existant entre les masses ouvrières et paysannes de Chine et l'appareil du P.C.C. au pouvoir sont profondément différentes de celles qui existent entre la bureaucratie stalinienne et les masses. Et c'est là un point essentiel pour analyser la crise actuelle.

Lancée dans la tentative de construire le « socialisme dans la seule Chine », la direction bureaucratique du P.C.C., reprenant dans des conditions incomparablement plus difficiles internationalement et nationalement le cours stalinien de l'industrialisation à outrance, ne pouvait que s'opposer en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. Elle détériorait ainsi les relations qu'elle entretenait avec les masses sans toutefois les modifier radicalement puisqu'elle n'avait pas encore eu à se heurter à elles.

Le premier heurt eut lieu au printemps de 1957, lors de la période dite des « cent fleurs ». Les dirigeants chinois avaient compris le caractère aigu des contradictions qui déchiraient la société chinoise. Forts de leur enracinement dans les masses, ils escomptaient les réduire par un « dialogue contrôlé » avec les travailleurs. La base théorique de cette politique est donnée en particulier dans le discours de Mao-Tsé-Toung du 27 février 1957 **« sur la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple »** qui aborde la question des conflits sociaux dans une société de transition, en particulier des conflits « entre peuple et gouvernement » qui peuvent s'exprimer par la grève.

Chou-En-Lai, recevant une délégation russe, faisait en avril 1957 la déclaration suivante : « Les murs de Pékin sont hauts et risquent bien de séparer les chefs des masses. Ils ont pourtant le mérite de leur fournir un refuge temporaire quand les masses se soulèvent contre les bureaucrates. Ce n'est pas un refuge sûr. Si nous n'en finissons pas avec le bureaucratisme, les enfants que voici abattront les murs de Pékin. »

Il y a dix ans que Chou-En-Lai disait cela et les petits « pionniers » qui sans doute remettaient les fleurs à la délégation de la « grande alliée socialiste » sont devenus gardes rouges ou rebelles révolutionnaires...

En 1957, c'est très vite que Chou-En-Lai et toute la direction du P.C.C. choisirent les hautes murailles de la répression. L'autorisation de la critique révélait en effet que la « méthode correcte » pour régler les contradictions entre la classe ouvrière et la bureaucratie ne pouvait être que la destruction révolutionnaire de la bureaucratie. Dans les positions d'une avant-garde, les luttes des travailleurs polonais et hongrois trouvaient leur prolongement en Chine.

Certes, la période des « cent fleurs » révéla aussi à quel point, dans la Chine sous-développée et isolée, les tendances à la restauration capitaliste demeuraient un danger réel. Mais l'écrasement effectif de ces tendances ne pouvait être que le fait de la classe ouvrière, nécessitant l'instauration de la démocratie prolétarienne.

Ebauchant le programme de la lutte pour la démocratie prolétarienne, une véritable « opposition communiste » s'affirma dont les porte-paroles ont été des universitaires responsables du P.C. comme Hsuch I et Yen Wen-Chieh, membres du P.C. depuis 1938, des journalistes communistes, des étudiants comme Lin Hsi-Ling, 21 ans, étudiante à l'Université du Peuple, volontaire — à 13 ans — dans l'Armée rouge.

Tous dénoncent la transformation du parti en un appareil omnipotent, élevé au-dessus des masses. Ils parlent des « empereurs locaux » des comités du parti, imbus de leur toute puissance. L'un d'eux écrit : « On dit que le parti s'éloigne des masses. Il serait plus exact de dire que les masses s'éloignent de lui », et le professeur Ko-Pei-Tchi, de l'Université de Pékin, affirme : « J'ai la conviction que les rapports actuels entre le parti et la masse sont diamétralement opposés à ceux que nous avons connus avant la libération... Les membres du parti et les cadres sont des profiteurs. Avant, ils portaient des chaussures éculées, maintenant ils roulent en voiture et ils prétendent que le niveau de vie s'est élevé. »

Les opposants ouvrent la perspective d'une « régénération » du parti. Il ne pourra retrouver son rôle d'avant-garde que s'il renonce à ses privilèges pour rassembler d'authentiques communistes. Pour Tchang-Po-Tcheng, professeur de l'école normale de Pékin, la Chine a besoin d'une « seconde révolution contre la nouvelle oppression ».

Cette seconde révolution, c'est l'étudiante Lin Hsi-Ling qui devait le plus clairement en esquisser le programme, retrouvant comme les révolutionnaires polonais et hongrois les conclusions de Léon Trotsky. Nous citons ici les passages de l'article de F. Manuel qui lui est consacré :

« Il était pourtant réservé à une étudiante de 21 ans de formuler, en pleine Chine de 1957, le programme révolutionnaire le plus conséquent. Les « outrances » de Lin Hsi-Ling, écrit le « Journal de la Jeunesse » (12 juillet) « ont fait fureur parmi les jeunes de tout le pays ». Le silence longtemps maintenu sur elle, la déformation dans l'exposé de ses idées, n'ont pu empêcher que l'étudiante de Pékin ne soit connue dans la Chine entière, ses discours et ses articles commentés avec passion dans toutes les universités.

Aux Editions EDI :

POLOGNE-HONGRIE 1956

Recueil de documents choisis, traduits et présentés par

PIERRE BROUÉ - JEAN-JACQUES MARIE
BALAZS NAGY

Prix : 24,50 F

Passez vos commandes
à la Librairie d' « Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10e)

Pour Lin, « le vrai socialisme est très démocratique ». Il ne peut donc être question de qualifier de socialisme le régime existant en Chine, qui est, tout au plus, « un socialisme construit sur la base du féodalisme ».

Il ne saurait non plus être question de socialisme en U.R.S.S. où, comme en Chine, les classes ont subsisté. S'appuyant sur un texte d'Engels sur l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, et sur la définition du socialisme par Lénine, Lin Hsi-Ling explique l'échec provisoire du socialisme en Russie et en Chine par la tentative de construire le socialisme dans un seul pays sur la base d'un développement économique et culturel insuffisant. C'est cela qui, à ses yeux, explique les trois maux dont souffre le pays : « le bureaucratisme, le subjectivisme et le sectarisme » dénoncés par Mao. Mais c'est aussi pourquoi il faut « considérer comme insuffisants le mouvement de rectification, les méthodes réformistes et les petites concessions au peuple ». Le mal est trop profond et ses racines sont dans le système même, qui juxtapose une base économique correcte et progressive, celle de la « propriété sociale », et une organisation politique réactionnaire : « le parti et l'état sont devenus un appareil bureaucratique qui gouverne le peuple sans démocratie ». C'est donc « la superstructure qu'il faut fondamentalement changer », car les contradictions entre peuple et bureaucratie sont irréconciliables. Le moyen ne peut être le réformisme, mais une « transformation totale » dont la « mobilisation et le soulèvement des masses » seront les outils.

C'est sous l'influence de Lin que s'uniront, à Pékin, les différents groupes révolutionnaires d'étudiants. C'est elle qui animera le journal « Place Publique », s'efforçant de mobiliser l'opinion en alerte pour refouler les « forces conservatrices » du parti et de l'état. Organisatrice d'une « société » dont elle veut faire le « cœur des masses », Lin se consacre d'abord à l'unification des groupes étudiants. Elle n'aura pas le temps d'entamer la tâche d'organisation ouvrière qu'elle s'était fixée. La politique des « Cent Fleurs » se termine déjà...

C'est en juin 1957 qu'ont lieu à Hanyang les manifestations de rues, inspirées par les étudiants, que la presse appellera « le petit incident hongrois ». La période des « Cent Fleurs » se termine, la répression commence. » (2)

En effet, la critique a dépassé les limites tolérables pour l'appareil bureaucratique qui sent son existence mise en question. La répression commence. Dans la vaste campagne de « rectification anti-droitière » qui va faire rage dans toute la Chine, les opposants révolutionnaires seront englobés selon le vieux principe de l'amalgame.

Dix ans après la lutte courageuse de cette avant-garde révolutionnaire, la situation sociale et politique en Chine telle qu'elle s'exprime dans la « révolution culturelle » justifie pleinement leur combat.

Si l'on rappelle les journaux muraux, les thèmes, le ton des jeunes révolutionnaires de 1957, on ne peut manquer d'en trouver un écho dans les événements actuels où s'est posée brutalement la question de « la mobilisation et du soulèvement des masses », comme l'écrivait Lin Hsi-Ling. Un écho à la fois **amplifié,** parce que les critiques d'une avant-garde sont en fait reprises à l'échelle d'un mouvement de masses, et **déformé** parce que ce mouvement reste contrôlé politiquement par une fraction de l'appareil.

La période des « Cent Fleurs » est d'une importance décisive : elle a révélé dans leur réalité les contradictions les plus profondes de la société chinoise et prouvé que, contrairement aux assertions de Mao, la contradiction entre le « peuple et le gouvernement », c'est-à-dire **entre la bureaucratie et les travailleurs** n'était pas « non antagoniste » mais au contraire radicalement antagoniste, exigeant pour être résolue, une nouvelle révolution, la révolution politique...

2° L'évolution de la lutte des classes internationale et la révolution chinoise L'impasse de la construction du socialisme dans la seule Chine.

Au niveau le plus élevé, celui de la conscience politique, de la lutte pour organiser une avant-garde dans une perspective révolutionnaire, la critique des opposants communistes de 1957 traduisait le caractère international de la révolution chinoise, l'unité internationale de la lutte des classes telle qu'elle s'exprimait dans la révolution chinoise.

La filiation des positions mises en avant par les éléments les plus avancés en Chine avec le programme et l'action des révolutionnaires polonais et hongrois est évident, comme il est évident que la révolution hongroise, la crise internationale de l'appareil stalinien sont des facteurs capitaux dans la situation qui s'est alors créée en Chine.

Mais il faut aller plus loin. La montée de la révolution politique en Europe de l'Est, en 1953-1956, est à la fois une expression et un produit d'une nouvelle étape dans la lutte de classes internationale, de nouveaux rapports au sein du mouvement ouvrier international, étape dont la révolution chinoise est précisément un élément constituant.

La révolution chinoise a constitué un facteur décisif de l'évolution de la situation internationale. La victoire du P.C.C. est liée aux rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale à la fin de la seconde guerre mondiale. Mais en même temps qu'elle était un produit de la situation léguée par la guerre, elle représentait un élément essentiel de sa modification.

La défaite subie par l'impérialisme en Chine remettait en question le « statu quo » établi après la guerre. C'est pourquoi la République populaire chinoise qui, dès sa fondation, a dû faire face militairement à l'impérialisme, n'a depuis connu que blocus, isolement, tentatives de provocation.

Le développement de la révolution chinoise, modifiant l'équilibre international, remettait en cause les bases sur lesquelles repose le pouvoir de la bureaucratie russe. Le contenu du conflit sino-soviétique — qu'il n'est pas question d'analyser dans cet article — c'est l'opposition objective (indépendamment des actes et des intentions de ses dirigeants) de la dynamique de la révolution chinoise, étape de la révolution mondiale, avec les intérêts de la bureaucratie russe, **couche conservatrice et contre-révolutionnaire, attachée à un équilibre des forces que la révolution chinoise remet en question.**

Aussi, c'est d'une manière tout à fait déterminée que s'exprime le caractère utopique et réactionnaire de la tentative de construire le « socialisme dans la seule Chine ». Il ne s'agit nullement d'une répétition, différente seulement dans les détails, de l'expérience de l'U.R.S.S. La Chine se trouve dans une situation internationale profondément différente de celle que connut l'U.R.S.S. avant la seconde guerre mondiale.

C'est à chaque moment et de façon immédiate que la Chine se heurte aux contradictions du « socialisme dans un seul pays ». Les préalables les plus élémentaires — non d'une impossible édification du socialisme dans la seule Chine — mais d'un développement industriel suffisant pour consolider les rapports de propriété issus de la révolution, exigent une véritable coopération internationale, alors que précisément l'impérialisme isole la Chine avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin.

La stratégie de la bureaucratie russe, celle de la « coexistence pacifique », s'exprime dans un front commun avec l'impérialisme contre la révolution chinoise. Ce sont les besoins fondamentaux de l'impérialisme qui dictent le contenu de ce front commun : la nécessité, en dernière analyse, pour l'impérialisme de détruire toutes les conquêtes de la classe ouvrière internationale.

Ainsi, c'est l'existence même de la Chine populaire qui est en question. Produit de la lutte des classes internationale, les victoires de la révolution chinoise seront étendues ou détruites à l'échelle internationale. Encerclée, soumise au chantage nucléaire, isolée économiquement, diplomatiquement, militairement et politiquement, la révolution chinoise est l'un des premiers objectifs de la contre-offensive mondiale de l'impérialisme.

Face à cette situation, quelles ont été les réponses de la direction bureaucratique du Parti communiste chinois ? Elles n'ont nullement consisté en une tentative d'assurer la défense de la révolution chinoise en la reliant aux combats du prolétariat mondial, en partant d'une stratégie et d'une perspective internationales. Au contraire, la dernière décennie de l'histoire de la révolution chinoise a été marquée par des efforts désespérées de la réalisation de la politique de construction du « socialisme dans la seule Chine », efforts qui ont abouti à l'échec, tant sur le terrain du développement de l'industrie et de l'agriculture qu'au niveau international. Cette séparation en une politique « intérieure » et une politique « extérieure » est évidemment artificielle : elle n'est employée ici que pour faciliter un bref rappel de la politique d'ensemble des dirigeants chinois.

« Le grand bond en avant » et ses conséquences

En mai 1958, la direction du Parti communiste chinois inaugurait le « Grand Bond en avant » marqué par la création des « Communes populaires ». Il s'agissait, assurait-on, d'un passage direct et rapide au « communisme », de l'application du principe de « chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Les Communes devaient intégrer en de vastes unités l'industrie, l'agriculture et l'administration. Dans les centres industriels, il fallait battre de nouveaux records de production et, dans les campagnes, éliminer les restes de propriété privée, aboutir à un développement considérable de la production agricole et, **en même temps,** créer une « industrie lourde locale ». Les difficultés de l'industrialisation, la situation internationale de la Chine pouvaient être abolies par une intensification du travail, une pression plus grande exercée sur la paysannerie. C'est à cela finalement que se ramenait l'idéologie justificatrice de Mao, affirmant que le communisme pouvait être atteint par un effort de volonté.

La course à l'industrialisation se transformait en une véritable fuite en avant. Vouloir modifier qualitativement le développement de la production sans élever sa base technologique (c'est-à-dire sans augmenter la productivité) ; imposer à la paysannerie des formes extrêmes de collectivisation sans assurer une mécanisation de l'agriculture qui puisse en faire un véritable pas en avant ; réclamer des masses initiative et dévouement en leur interdisant toute possibilité de contrôle, c'est-à-dire en ne leur imposant que des sacrifices : tout cela ne pouvait aboutir qu'à l'échec.

La direction du Parti communiste chinois était acculée à un profond recul. On renonça aux hauts-fourneaux artisanaux, à l'idée délirante selon laquelle une industrie moderne pouvait se développer à partir « initiatives locales », comme si la construction de cent canots de sauvetage pouvait être l'équivalent de la construction d'un paquebot ; finalement, les Communes subsistèrent comme unité administrative, mais l'unité de propriété redevint la brigade, l'ancienne coopérative, et les paysans retrouvèrent leur « lopin de terre » individuel tandis que les marchés libres pour les produits agricoles fonctionnaient à nouveau...

Le recul était aussi profond quant au volume de la production tant industrielle qu'agricole. Il fallut reconnaître que les chiffres records proclamés dans l'enthousiasme étaient pour beaucoup des bluffs. Les déséquilibres créés par l'aventure des « Communes Populaires » entraînèrent un recul de la production industrielle. La situation fut dramatiquement aggravée par la suppression de « l'aide » russe et le retrait des techniciens survenu en 1960, ainsi que par une succession de calamités naturelles. En 1961, le comité central devait décider « deux ou trois ans de consolidation » et proclamer que « l'agriculture était le fondement de l'économie nationale ». En d'autres termes, priorité est donnée à l'agriculture tandis que le développement industriel doit marquer le pas. La « construction du socialisme » se poursuit donc, l'industrialisation étant enrayée. D'ailleurs, depuis 1960, Pékin n'a plus publié

de statistiques d'ensemble. Ainsi, le « Grand Bond en avant » débouchait sur une longue retraite.

Les conséquences sociales et politiques de l'épreuve du « Grand Bond en avant » et de son échec ont été profondes. Toutes les couches de la société chinoise en ont été marquées.

La bureaucratie chinoise s'est affermie à travers la période du « Grand Bond », s'affirmant encore plus comme une couche distincte, soustraite à tout contrôle et seule détentrice du pouvoir. Les relations de l'appareil bureaucratique avec la classe ouvrière n'ont pu que se détériorer suivant les lignes qui se dessinaient clairement dès la période des « Cent Fleurs ». Quant à la paysannerie, l'expérience ne pouvait que lui dicter une méfiance, sinon une hostilité croissante au régime.

L'échec de 1958 créa une situation dans laquelle le ralentissement du développement de la production se combinait avec un retour à « l'intéressement matériel » et l'octroi de concessions aux paysans. Ainsi, un sous-produit qui n'augmentait guère était-il partagé de plus en plus inégalement, renforçant l'importance relative des privilèges, accroissant les inégalités sociales.

Cette situation nourrissait le développement des forces restaurationnistes dont l'épisode des « Cent Fleurs » avait souligné les profondes racines qu'elles conservaient dans la Chine arriérée et encerclée. Appuyées sur le rôle social que pouvait jouer une « intelligenztia » administrative que bien des liens unissaient encore au passé où le Kuomintang dirigeait la Chine, ces forces trouvaient leur expression consciente, politique, au sein de la bureaucratie.

Pour les fractions les plus importantes de cette bureaucratie, le maintien et l'accroissement de ses privilèges dans les conditions créées par l'échec d'une folle course à l'industrialisation, au développement autarcique, nécessitaient la recherche d'un compromis avec l'impérialisme et d'une adaptation aux forces pro-capitalistes qui émergeaient de la société chinoise elle-même. Les conditions spécifiques existant en Chine — et surtout la situation internationale dans laquelle ces dernières opéraient — interdisaient un développement comparable à celui de l'U.R.S.S. C'est d'une manière beaucoup plus directe que la défense des intérêts de la bureaucratie conduisait à la capitulation, capitulation qui ouvrirait la voie du rétablissement du capitalisme en Chine, à la contre-révolution.

Ainsi apparaissent les contours de l'affrontement **social** dont la cause actuelle du Parti communiste chinois se manifestant dans « la révolution culturelle n'est que l'expression.

D'ailleurs la crise qui se préparait s'est traduite, dès 1958, dans les sommets du Parti communiste chinois.

Réuni à Wouhan, au début de décembre 1958, en session plénière, le comité central du P.C.C. amorçait l'abandon du « Grand Bond en avant ». En même temps Mao-Tsé-Tung renonçait au poste de Président de la République afin de donner plus de temps « à l'étude des théories marxistes léninistes » : il cédera sa place à Liou Chao-Chi. Dans le cours de la « révolution actuelle », à maintes reprises, on a fait partir de là un complot visant à l'éviction de Mao.

Isolement de la Révolution Chinoise et la faillite de la politique du P.C.C.

Avec la complicité active de la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme a cherché, dans la dernière décennie à aggraver encore l'isolement de la Chine, à renforcer le blocus qui l'étrangle. Ce n'est là qu'une étape dans une stratégie dont le développement, en dernière analyse, conduit à la tentative de détruire les conquêtes de la révolution chinoise.

La direction bureaucratique du Parti Communiste Chinois a cherché à résister en voulant imposer la Chine comme « grande puissance », en pesant pour infléchir la politique de la bureaucratie à son égard.

Le soutien total qu'elle apporta en novembre 1956 à l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers — après une période où elle encouragea Gomulka et où elle se refusa d'abord à caractériser comme une « contre-révolution » le soulèvement des travailleurs hongrois — n'exprime pas seulement un réflexe de conservation bureaucratique face à une révolution prolétarienne. Il s'agissait de consolider à un moment critique la position des dirigeants russes en escomptant qu'ils ne pourraient ensuite que tenir compte des exigences de la Chine. Or, l'écrasement de la révolution hongroise constitua une victoire de l'impérialisme, l'un des facteurs décisifs de la situation dans laquelle la « coexistence pacifique » exprime en fait la reconnaissance des nécessités de l'impérialisme et d'abord de l'impérialisme le plus puissant, celui des Etats-Unis. C'est-à-dire que la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin ne conduit nullement celle-ci à prendre en considération les besoins d'une défense à une collaboration de plus mais la conduit au contraire à une collaboration de plus en plus ouverte avec l'impérialisme contre la révolution chinoise...

La politique de la direction du P.C.C. n'échappera pas à cette contradiction, révélant ainsi son caractère bureaucratique, le fait qu'elle est incapable d'envisager la défense de la révolution chinoise à travers la lutte des classes internationale, à partir d'une perspective internationaliste.

A la conférence des « partis communistes et ouvriers » de novembre 1957, Mao-Tse-Toung pousse à l'adoption d'une politique « plus dure », c'est-à-dire réclame qu'une pression plus forte soit exercée sur

l'impérialisme pour desserrer l'étau qui encercle la Chine. En même temps, il insiste pour que soit réaffirmé le « rôle dirigeant de l'U.R.S.S. », c'est-à-dire qu'il entend donner à Khroutchev, au niveau de l'appareil stalinien international, le rôle de Staline. C'est l'époque d'un accord secret entre la Chine et l'U.R.S.S. d'après lequel cette dernière doit fournir des armes nucléaires à la Chine.

En 1958, pendant l'année du « Grand Bond », les dirigeants chinois se prononcèrent de plus en plus violemment en faveur d'une « stratégie offensive » et leurs désaccords avec Moscou commenceront à apparaître clairement. Derrière le slogan « le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest », la politique internationale que préconisent Mao et les siens n'est en fait qu'un retour à la politique stalinienne de « la guerre froide » mais dans une situation où un tel retour était utopique ; la seule voie, dans le cadre de la politique contre-révolutionnaire et internationalement conservatrice de la bureaucratie, était celle de la « coexistence pacifique ».

Les faits n'allaient pas tarder à l'enseigner à la bureaucratie chinoise. Le 20 juin 1959, l'U.R.S.S. dénonce unilatéralement l'accord nucléaire de 1957. C'est alors que se préparait la rencontre du Camp David entre Khroutchev et Eisenhower qui aura lieu en septembre 1959.

Comme on le sait, le conflit sino-soviétique se développera et s'approfondira au fur et à mesure que, sur tous les terrains, la collaboration de la bureaucratie russe avec l'impérialisme contre la révolution chinoise se fera plus manifeste : la « crise des missiles » à Cuba en octobre 1962, le conflit militaire avec l'Inde dans lequel l'U.R.S.S. se range du côté de Nehru, comme les Etats-Unis, le traité d'août 1963 sur les essais nucléaires, en sont les étapes.

Ce qu'il est important de souligner ici, en relation avec ce que révélera « la révolution culturelle », c'est que dès 1959, au sommet du Parti communiste chinois, un courant s'est prononcé pour une retraite devant la bureaucratie russe. En août 1959, le comité central, réuni en plenum à Louckau, révèle par ses décisions la gravité de la crise ; le maréchal Peng-Te-Huai, membre du Bureau politique et ministre de la Défense nationale, son adjoint, ainsi que le ministre adjoint des Affaires étrangères sont éliminés et dénoncés comme « droitiers ».

Il est intéressant de remarquer que c'est parmi les hauts cadres de l'armée qu'apparaissent les leaders d'un courant capitulard. L'armée chinoise n'est plus celle qui entra dans les villes lors de la chute du Kuomintang ; depuis la guerre de Corée, elle s'est « professionnalisée » et la bureaucratie militaire est devenue une composante très importante de la bureaucratie, l'une de ses couches les plus privilégiées. Pensant en termes de technique et d'armement, dans le cadre de la politique d'ensemble du P.C.C., il est naturel que certains des chefs de l'armée, constatant la faiblesse de la Chine, en concluent qu'elle doit accepter un compromis avec l'U.R.S.S., aux conditions fixées par cette dernière qui demeure, du fait de sa puissance nucléaire, la seule protection sur laquelle la Chine puisse compter.

Dans la crise qui se développera en Chine, l'appareil militaire s'affirmera à la fois comme un enjeu et une force politique. L'armée est un reflet des rapports sociaux, de la réalité d'une société et les modifications de la politique militaire du P.C.C. sont des indications précises quant aux problèmes auxquels sa direction doit faire face.

Les difficultés qui existaient au sommet du P.C.C. ne furent pas réglées par l'éviction de Peng-Te-Huai. On en trouve la preuve dans l'attitude de la délégation chinoise à la seconde conférence des « partis communistes et ouvriers » de 1960 où elle accepta, sans profit aucun, de se rallier à une déclaration finale qui justifiait pleinement la politique de la bureaucratie : la possibilité d'un compromis avec celle-ci était ainsi réservée.

Mais, comme nous l'avons montré, les développements de la situation internationale ne laissaient pas place à un compromis mais exigeaient une capitulation. S'y refusant, la direction du P.C.C. dut entreprendre une « lutte idéologique » contre la bureaucratie du Kremlin et par là-même elle fut contrainte d'intervenir dans le mouvement ouvrier international. Mais elle n'y voyait qu'une force d'appoint, un moyen de pression supplémentaire, à travers l'appareil stalinien international, sur la bureaucratie du Kremlin. Elle spéculait avant tout sur une crise au sein de celle-ci. D'où le caractère forcené de la campagne de réhabilitation de Staline.

En dépit de ses critiques justes de la « coexistence pacifique », le P.C.C. a été incapable de mettre en

A travers ses rubriques régulièrement tenues : Luttes ouvrières et Syndicalisme, les Jeunes dans la société, Politique de l'Etat bourgeois, Capitalisme dans le monde, l'Amérique du Nord, l'Amérique Latine, l'Afrique, le Maghreb, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires, l'Europe, l'Extrême-Orient, etc.

ANALYSES & DOCUMENTS

vous offre deux fois par mois une information documentée, classée et indexée sur l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes dans le monde.

Le but d'ANALYSES & DOCUMENTS est de fournir au militants ouvriers et révolutionnaires :
— une documentation pratique sur fiches, classées en rubriques, permettant de préparer rapidement un exposé ou un article, en appliquant aux faits une méthode dialectique de clarification et d'analyses ;
— un moyen de poser les problèmes concrets et quotidiens de la politique dans un cadre théorique capable d'en éclairer le contenu et les perspectives ;
— les éléments, faits et arguments, leur permettant d'en tirer eux-mêmes les enseignements et le choix raisonné d'un comportement politique.

Spécimen gratuit sur demande

Abonnement annuel (20 numéros) : France, 30 F
Etranger, 40 F
C.C.P. : E.D.I. 18.462-71 PARIS
29, rue Descartes, V^e

avant une *autre* politique dans la mesure où il n'a pas élaboré une stratégie fondée sur l'unité internationale de la lutte des classes, qu'il a au contraire préconisé une rupture de cette unité, la lutte révolutionnaire devenant l'apanage de la seule « zone des tempêtes ». Il s'est contenté de rallier à lui les appareils de certains partis communistes (japonais, nord-coréen, indonésien), les laissant pratiquer « chez eux » la plus opportuniste des politiques pour peu qu'ils dénoncent le révisionnisme moderne. Les P.C. japonais et nord-coréen ont finalement rejoint Moscou, et le Parti communiste chinois est plus isolé que jamais.

Quand au sort tragique du Parti communiste indonésien, dont les militants et les sympathisants ouvriers et paysans ont été massacrés par centaines de milliers, il résume toute la faillite de la politique du P.C.C. dans cette prétendue « zone des tempêtes ». Dans cette zone, le P.C.C. s'est toujours montré prêt à apaiser les tempêtes, c'est-à-dire à chercher des accords à court terme avec les bourgeoisies nationales, en fonction des besoins diplomatiques immédiats de l'état chinois, en sacrifiant les intérêts du mouvement ouvrier de ces pays. Partout, en Afrique comme en Asie, l'offensive de charme chinoise s'est terminée par un échec.

En Indonésie, le soutien à Soekarno a signifié que le Parti communiste chinois a fait mener au Parti communiste d'Indonésie une politique similaire à celle qui valut au P.C.C., en 1927, une sanglante défaite ! Aujourd'hui, le P.C.C. entend faire retomber la responsabilité de la défaite sur certains dirigeants du Parti communiste indonésien. Il reste que les dirigeants chinois ont applaudi jusqu'au bout cette politique de collaboration de classe qui a conduit les masses d'Indonésie à une tragique défaite. Ainsi, le 20 mai 1965, pour le 45e anniversaire de la fondation du P.K.I. (Parti communiste indonésien), Mao-Tse-Toung écrivait à son comité central :

« Ces dernières années en mobilisant les larges masses et s'unissant aux autres forces démocratiques et patriotiques, le P.K.I. a déclenché une lutte révolutionnaire visant à écraser la « Malaysia », produit néo-colonialiste fabriqué conjointement par les impérialistes américains et britanniques, et a apporté un ferme soutien à l'action courageuse entreprise par le président Soekarno et le gouvernement indonésien en décidant le retrait de l'Indonésie des Nations-Unies...

Le Comité central du P.K.I. avec à sa tête le camarade D. N. Aidit, a appliqué et développé de manière habile et créatrice le marxisme-léninisme à la lumière de la pratique révolutionnaire de son propre pays, il a indonésianisé le marxisme-léninisme avec de remarquables succès... »

La crise inévitable

La défaite du prolétariat indonésien en octobre 1965 s'inscrit comme un moment de l'offensive contre-révolutionnaire lancée par l'impérialisme, offensive qui décime les masses ouvrières et paysannes du Vietnam laissées seules face à un déchaînement sans précédent de moyens de destruction, offensive qui vise la Chine et qui trouve la direction du Parti Communiste Chinois impuissante...

La crise qui mûrit depuis des années dans les sommets du Parti et qui exprime les constructions politiques et sociales de l'actuelle société chinoise en même temps que la situation internationale dans laquelle se trouve la Chine, ne peut qu'éclater.

La combinaison des facteurs nationaux et internationaux évoqués dans cet article ne peut que pousser au développement d'un courant politique qui, devant l'impasse actuelle, s'oriente vers la capitulation devant l'impérialisme et la bureaucratie. Il ne s'agit pas d'un « courant d'idées » mais d'une force politique qui prend ses racines dans la bureaucratie elle-même, dans les courants restaurationnistes qu'elle nourrit.

La fraction de l'appareil qui refusera un cours menant à la capitulation ne pourra qu'être isolée, et si elle veut résister, devra s'appuyer sur les masses, prendre le risque de les mobiliser, ne serait-ce que de manière limitée...

Ainsi le retour en arrière qui a été fait éclaire-t-il les causes, le mécanisme de la « révolution culturelle ». Il ne s'agit pas d'un phénomène mystérieux ou incompréhensible. Il peut être analysé en termes de classe et ses formes elles-mêmes sont dictées par tout le développement antérieur de la révolution chinoise, par la manière dont a été renversé le régime bourgeois, par les rapports noués alors entre les masses et le P.C.C.

La seconde partie de cet article sera consacrée au développement de la crise politique et sociale en Chine et à ses perspectives.

(*A suivre*)

François FORGUE.

(1) Cf. **Le conflit sino-russe** in « La Vérité », n° 529.
(2) Cf. **Informations Internationales**, n° 1.

AUTOMATION ET RÉVOLUTION

Edité par Informations Ouvrières

Prix : 2 Francs

◆

LA DÉFENSE DES 22 DES A.C.N. DE NANTES

Edité par Informations Ouvrières

Prix : 2 Francs

NOTRE MERE STRUCTURE... QUI ETES AUX CIEUX

C'est avec une vive impatience que j'avais ouvert le numéro de novembre 1966 des « Temps Modernes », consacré aux « problèmes du structuralisme ». Je m'étais dit que j'allais enfin apprendre ce que c'est au juste que le structuralisme. Hélas...

J'ai commencé naturellement par le premier article, d'autant qu'il était de M. Jean Pouillon et s'intitulait « Présentation et essai de définition ». Ce titre m'a déjà un peu refroidi : quand on sait de quoi on parle, on arrive en général à le dire, et pas seulement à essayer de le dire.

Quelques lignes plus loin, j'ai appris que « la définition (du structuralisme) reste largement implicite même chez Bourbaki », c'est-à-dire en mathématique. Or le chapitre 4 du livre I des « Eléments de Mathématique » de Bourbaki est précisément intitulé « Structures », et, au § n° 4 de ce chapitre 4, on trouve une définition des structures (plus exactement des « espèces de structures », ceci pour des raisons techniques) qui est une définition, et non un essai de définition. Si d'ailleurs M. Pouillon préfère une définition plus récente, et par conséquent plus algébrique, de ce qu'on entend *en mathématique* par « structure », (quant à « structuralisme », ce vocable n'est pas, jusqu'à ce jour, employé dans cette science) il la trouvera dans l'ouvrage d'Ehresmann, « Catégories et structures », chapitre II, § 1, définition 6 (p. 55). On peut penser ce qu'on veut de ces définitions, elles valent ce qu'elles valent, mais elles ne sont nullement implicites. Elles sont même tout à fait explicites...

Donc, lorsque M. Pouillon parlait de ce que je connais (un peu), il déraillait. Ce n'était pas pour me donner confiance en ce qu'il disait de ce que j'ignore.

Et lorsque j'ai lu, un peu plus loin, que, selon M. Pouillon, « la synchronie n'est évidemment pas la simultanéité, ni la diachronie la simple succession », alors que « synchronie » veut dire assez exactement, en grec, ce que dit en français « simultanéité », et « diachronie » « succession » — et que M. Pouillon, s'il nous dit ce que ne sont « évidemment pas » la synchronie et la diachronie, se garde bien de nous dire ce qu'elles sont — j'ai compris qu'il valait mieux pour moi faire preuve d'humilité, et renoncer à comprendre la structure de M. Pouillon.

Je me suis alors rabattu sur l'article de M. Godelier intitulé « Système, structure et contradiction dans *Le Capital* », article qui avait le double avantage de traiter d'une matière dont j'ai quelque notion, et d'être écrit dans un langage accessible au vulgaire (j'entends par là qu'il m'est accessible).

M. Godelier (althusserien quelque peu dissident, si j'ai bien compris) se propose de « démontrer que la dialectique de Marx n'a rien à voir dans ses principes fondamentaux avec celle de Hegel, parce qu'elles ne renvoient pas à la même notion de contradiction. Les exégèses traditionnelles de Marx s'effondrent à nos yeux... » Relevons, en passant, ce terme d' « exégèses », emprunté à la littérature religieuse... Que Marx ait été avant tout un révolutionnaire ; que d'autres révolutionnaires aient étudié son œuvre comme un « guide pour l'action » et non comme un objet d'étude en soi, voilà ce qui échappe évidemment à M. Godelier, qui serait plutôt, lui, du genre contemplatif...

Il ne lui échappe pas, par contre, que, parmi ces « exégètes traditionnels » de Marx, il faut compter Marx lui-même. M. Godelier se fixe ce noble but : « débarrasser l'œuvre de Marx de ses équivoques ». Quant à un autre de ces « exégètes », un certain Lénine (avec son fameux aphorisme : « On ne peut parfaitement comprendre Le Capital et en particulier son premier chapitre sans avoir étudié à fond et compris *toute* la logique de Hegel. Donc pas un marxiste n'a compris Marx un demi-siècle après lui ! »), M. Godelier s'en débarrasse dédaigneusement : « Lorque Lénine déclare que la dialectique est "la théorie de l'identité des contraires" ou "l'étude de la contradiction dans l'essence même des choses", nous pensons qu'il pose une équivalence abusive entre ces deux définitions ».

En effet, selon M. Godelier, Marx, en dépit de ses équivoques, « décrit deux types de contradiction » du capitalisme. La contradiction entre le capital et le travail, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, est secondaire ; elle est « interne au mode de production capitaliste et disparaît avec lui ». Cette première contradiction, « interne aux rapports de production, *ne contient pas à l'intérieur d'elle-même l'ensemble des conditions de sa propre solution* (c'est M. Godelier qui souligne). En effet, « le rapport capital-travail se présente comme l'élément *invariant* (souligné dans le texte) de la structure économique capitaliste ». Et M. Godelier précise dans son jargon : « L'analyse diachronique des variations compatibles avec la reproduction d'un rapport invariant ne fait apparaître aucune incompatibilité structurale, aucune condition de changement structurel ». Traduisons en français : L'analyse de la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie (qui brille par son absence dans l'exposé, ou, pour parler comme lui, le « discours » de M. Godelier) est celle de « variations compatibles avec la reproduction d'un rapport invariant » ; elle ne fait apparaître aucune « condition de changement structurel », aucune condition d'un renversement révolutionnaire de cette société.

Mais quelle est alors la contradiction « fondamentale » selon M. Godelier ? C'est la contradiction entre « deux structures » — celle des « rapports de production » et celle des « forces productives », qui sont « une réalité

complètement distincte (c'est encore M. Godelier qui souligne) des rapports de production et *irréductible* à ceux-ci... »

Pour Marx, bien sûr, il n'y a pas deux mondes, celui des rapports de production, qui sont sur terre, et celui des forces productives, qui sont au ciel, et règnent sur l'univers. Pour Marx, les forces productives ne se réduisent pas aux « forces de production matérielles », elles sont elles-mêmes un rapport social, elles sont, comme les rapports de production, un produit historiquement conditionné, (c'est-à-dire conditionné par la lutte des classes) de l'activité humaine ; elles sont partie intégrante d'un mode de production déterminé, à la fois le fondement et l'expression culturelle spécifique de ce mode de production.

Pour Marx, en outre, la société ne se réduit pas au « mouvement des catégories ». « Pour la conscience », écrit-il, « le mouvement des catégories apparaît comme l'acte de production réel dont le résultat est le monde... Le tout, tel qu'il apparaît dans l'esprit comme une totalité pensée, est un produit du cerveau pensant, qui s'approprie le monde de la seule façon qu'il lui soit possible, d'une façon qui diffère de l'appropriation de ce monde par l'art, la religion, l'esprit pratique. Après comme avant, le sujet réel subsiste dans son indépendance en dehors de l'esprit ; et cela aussi longtemps que l'esprit a une activité purement spéculative, purement théorique. Par conséquent, dans l'emploi de la méthode théorique aussi, il faut que le sujet, la société, reste constamment présent à l'esprit comme donnée première. » (1)

Pour substituer à la société comme « donnée première » la « structure » de cette société, M. Godelier doit d'ailleurs quelque peu triturer le texte de Marx. Il cite en effet un passage du livre I du Capital, dont il donne lui-même la référence dans l'édition française, t. III p. 155. Voici la fin de la citation de Marx par M. Godelier :

« La structure économique capitaliste est sortie des entrailles de la structure économique féodale. La dissolution de l'une a dégagé les *éléments constitutifs* de l'autre » (ce qui est souligné l'est par M. Godelier, non par Marx).

Mais dans l'édition française (dont le texte, comme l'on sait, a été entièrement revu par Marx), on lit, à la page indiquée par M. Godelier :

« L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre ».

Marx, on le voit, était « équivoque ». Il n'avait pas prévu qu'il fondait le structuralisme. M. Godelier rétorquera sans doute qu'il a rectifié le texte français de Marx à l'aide du texte allemand de Marx, qui représente le plus exactement la pensée de celui-ci. Ce qui serait tout à fait légitime... s'il le disait. Mais reportons-nous au texte allemand du même passage (« Das Kapitale », Dietz Verlag, 1953, I, p. 753). En voici la traduction à peu près littérale :

« La structure économique *de la société* capitaliste est sortie de la structure économique *de la société* féodale. La dissolution de celle-ci a libéré des éléments de celle-là ».

Nous avons souligné les mots omis par M. Godelier dans ses efforts pour dissiper les « équivoques » de Marx. La structure économique *de la société* capitaliste est devenue la « structure économique capitaliste ». Le tour est joué, Marx est devenu structuraliste. Et M. Godelier peut ajouter triomphalement :

« Donc analyser la genèse historique d'une structure, c'est analyser les conditions d'apparition de ses éléments internes, etc. »

Qu'une telle conception, faisant de la « structure » d'une société une entité à part, plus réelle que le réel (et dans laquelle, au surplus, il convient de distinguer deux structures irréductibles dont l'une est, en quelque sorte, le chef d'orchestre clandestin de tout le reste), n'ait rien à voir avec celle de Marx, ni avec le monde où nous vivons, il n'est pas besoin de le montrer davantage. La dialectique de Marx, en plein accord avec celle de Hegel en cela, consiste précisément à voir les contraires à la fois comme identiques et distincts ; c'est la contradiction *interne* à la société, inhérente à cette totalité organique qu'est la société capitaliste, qui est la force motrice, la source du dynamisme de l'histoire (de la lutte des classes) et aboutit à la destruction, au dépassement de cette société, à sa transformation en une autre société (et lui est donc en même temps *externe*). Tout cela est l'A.B.C.... pour les marxistes. Mais, de quoi s'agit-il pour M. Godelier ?

Pour Paul VI comme pour Pie XII (n'en déplaise à M. Garaudy), c'est le dieu de ces messieurs qui fait l'histoire. Pour Hegel, c'est l'Idée, ce « pseudonyme littéraire de dieu ». Pour les évolutionnistes du siècle dernier, c'est la Raison en lutte contre l'ignorance. Pour d'autres, ce sont les francs-maçons, les juifs, la synarchie, voire les jésuites, quelque peu dévalués ces derniers temps. Pour les pseudo-marxistes vulgaires, ce sont les « conditions économiques ».

Pour Marx, par contre, « l'homme fait sa propre histoire », qui est « l'histoire de *luttes de classes* ». Et pour M. Godelier ? Pour M. Godelier, l'histoire, c'est l'histoire de la *lutte des structures*.

Selon lui, la classe ouvrière n'est pas du tout l'élément révolutionnaire de la société capitaliste, car son conflit avec la bourgeoisie est interne aux rapports de production capitalites. L'élément révolutionnaire, ce sont les forces productives, abstraitement conçues comme une « réalité complètement distincte des rapports de production, réalité qui a ses conditions internes de développement et sa temporalité propres ».

Le tour est joué. « L'homme vivant et agissant » n'est plus le ressort de l'histoire. La classe ouvrière est frustrée de sa mission historique, au profit de cette nouvelle divinité : *la structure* (des forces productives). On conçoit que la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat préoccupe assez peu M. Godelier. Sainte Structure y pourvoiera.

Gérard BLOCH.

(1) « Contribution à la critique de l'économie politique », Ed. Sociales, pp. 165-166.

La politique internationale du Castrisme : Mirage et Réalité

Le 18 janvier 1967 se déroulait à La Paz et dans les autres villes principales de la Bolivie une série de grandes manifestations universitaires contre une loi autorisant les établissements d'enseignement privé, secondaire ou supérieur, à délivrer des diplômes académiques au même titre que l'Université d'Etat. Décidé à en finir avec l'opposition révolutionnaire organisée, Barrientos prenait prétexte de la participation du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyste), du Parti Communiste prochinois, et du Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationaliste (PRIN) de Juan Léchin, à l'organisation et au déroulement de ces manifestations pour en arrêter et en déporter les dirigeants vers des postes militaires insalubres situés dans la jungle tropicale du Nord-Est du pays. Les communiqués des agences de presse furent à l'époque des plus laconiques, et il a fallu attendre l'arrivée de la lettre que nous publions plus loin pour connaître et les noms des militants arrêtés et les conditions déterminées de leur détention. Parmi les militants arrêtés se trouve en particulier G. Lora, dirigeant du P.O.R. et auteur des principaux écrits théoriques sur la révolution bolivienne.

Le laconisme des agences et ensuite le silence de la presse, même la plus « objective », concernant le sort de ces militants contraste singulièrement avec le concert de protestations que l'arrestation de Régis Debray a déclenché dans les milieux les plus larges de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie intellectuelle française. Au travers de ces protestations, il s'est rapidement formé un bloc s'étendant depuis l'avocat de Salan, Me Le Corroller, le Cardinal Feltin, et MM. Rueff, F. Poncet, Mauriac, Aron, Capitant jusqu'à Aragon et André Stil en passant par M. Duverger, André Schwarz et la rédaction du Nouvel-Observateur. La composition de ce bloc peut paraître à première vue étrange mais elle n'est pas sans importance et reflète en fait les alignements de classe profonds de ce pays. Il n'est en tous les cas pas indifférent de savoir que les représentants idéologiques de la bourgeoisie française aient pris tant de peine à reconnaître avec éclat comme étant un des leurs, celui qui, en tant qu'auteur de « La Révolution dans la Révolution », s'est fait le porte-parole direct de Castro, et a repris en les amplifiant et les développant les attaques que celui-ci avait déjà lancé contre le trotskysme dans son discours de clôture à la Tricontinentale.

Ces attaques ne peuvent pas être passées sous silence, car elles mettent en cause l'existence même du marxisme. Dans un de ses livres, Lora a écrit que « le parti du prolétariat ne peut se former qu'à travers le processus d'émancipation de la classe de toute influence idéologique étrangère et de toute soumission à la tutelle des partis politiques des autres classes. Toute action et toute théorie qui font obstacle à l'évolution dans ce sens sont fondamentalement contre-révolutionnaires ». (1) Parce qu'elle salue précisément en Lora un homme qui a cherché à maintenir vivante une conception intransigeante du parti dans une époque de réaction et de confusionisme intenses, l'O.C.I. se doit aujourd'hui de mener une guerre impitoyable contre les idées dont Debray s'est fait le porteur. En effet, ces idées sont profondément étrangères et hostiles au marxisme et comportent en même temps la subordination politique du prolétariat à des classes ou à des couches sociales dont les intérêts ne sont nullement les siens.

L'article qui suit à un objectif limité. Il ne prétend pas procéder à une réévaluation de l'analyse faite par la section française du Comité International il y a six ans, car cette analyse a été corroborée par les faits et sa mise à jour modifierait très peu la caractérisation de la révolution et de l'Etat cubains qui fut donnée alors. (2) Il entend soumettre à un examen critique les textes récemment publiées de Guévara et de Castro, (3) à en montrer toutes les faiblesses et les dangers, et à mettre fortement en garde les militants ouvriers ou étudiants qui pourraient être disposés à croire Castro et Guévara sur parole lorsqu'ils se déclarent marxistes, à surestimer l'importance de leurs désaccords avec le stalinisme et à suivre ceux qui, à l'instar de Maitan ou Pablo se permettent d'affirmer que les perspectives ouvertes par les Cubains constituent effectivement une voie vers la révolution mondiale.

A la différence des liquidateurs du trotskysme — Pablo, Hansen, Frank, Maitan, Mandel et autres Lequenne — qui cherchent à faire totalement silence sur les attaques de Castro et Debray contre le trotskysme, ou alors à les faire passer pour un « malentendu » sans portée, nous examinerons également dans cet article le contenu exact de ces attaques. Ceci nous permettra de les dénoncer de la façon la plus vigoureuse et de montrer la manière dont elles témoignent des positions politiques et de la nature sociale du castrisme.

UN DEBUT DE CRITIQUE DE LA POLITIQUE DE COEXISTENCE PACIFIQUE

En l'espace de quelques semaines sont parus plusieurs textes qui semblent indiquer un tournant dans la politique internationale du régime castriste. Il s'agit d'abord du discours prononcé par Castro le 13 mars, qui est consacré entièrement à une polémique avec le parti communiste vénézuelien, ensuite du texte de « Che » Guevara intitulé « Créer deux, trois... de nombreux Viet-Nam, voilà le mot d'ordre ! », enfin la déclaration du parti communiste de Cuba en date du 21 mai. Ces deux derniers textes s'étendent longuement sur le sort de la révolution vietnamienne et comportent un début de mise en cause de la politique soviétique de « coexistence pacifique ». C'est ainsi que Guevara écrit dans sa brochure que :

La solidarité du monde progressiste avec le peuple du Viet-Nam ressemble à l'amère ironie que pour les gladiateurs du cirque romain signifiait l'encouragement de la plèbe. Il ne s'agit pas de souhaiter du succès à la victime de l'agression, sinon de partager son sort, de l'accompagner dans la mort ou la victoire. Quand nous analysons la solitude vietnamienne, nous sommes saisis par l'angoisse de ce moment illogique de l'humanité. L'impérialisme américain est coupable d'agression ; ses crimes sont immenses et s'étendent au monde entier. Cela, nous le savons, messieurs ! Mais sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Viet-Nam une partie inviolable du territoire socialiste, en courant, oui, les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais obligeant aussi les impérialistes américains à se décider.

Et le Comité Central du Parti Cubain de demander :

De quelle paix jouissent les Vietnamiens ? Quelle sorte de coexistence l'Etat nord-américain met-il en pratique avec ce peuple ? Que représentent les mots de paix, de sécurité européenne, de coexistence pacifique et autres expressions idylliques de ce style pour les hommes, les femmes, les vieillards, les jeunes et les enfants qui, là-bas, meurent chaque jour, victimes de la technique militaire la plus moderne, et qui voient tomber tant de bombes sur leur Patrie que leur poids dépassera bientôt le poids total de celles qui ont été déversées sur l'Europe pendant la Deuxième Guerre Mondiale et un pouvoir destructeur accumulé supérieur à celui des bombes atomiques qui ont été lancées sur Hiroshima et Nagasaki ?

Cette mise en cause de la politique de coexistence pacifique (qui est faite sous des formes particulières dont nous examinerons plus loin la signification) s'accompagne de critiques indirectes ou d'allusions critiques à de nombreux aspects spécifiques de la politique extérieure du Kremlin. Il en est ainsi par exemple du fait pour l'U.R.S.S. de maintenir des relations diplomatiques et des rapports commerciaux avec des Etats qui pourchassent les révolutionnaires. Castro observe que le gouvernement colombien a arrêté les dirigeants communistes alors même qu'une mission soviétique se trouvait en Colombie pour négocier un accord commercial, et demande tout de suite après : « Que penseraient les révolutionnaires vietnamiens si nous envoyions des délégations au Sud-Vietnam pour traiter avec le gouvernement fantoche de Saïgon ? »

Sur les accords concernant la non-dissémination des armes atomiques, les Cubains procèdent de façon moins allusive. Ils dénoncent ces accords comme l'expression de la volonté de créer un monopole définitif quant à la possession de ces armes au profit de quelques grandes puissances, et ils affirment que « *nous, les révolutionnaires cubains, nous n'avons souscrit et ne souscrirons à aucun accord sur la cessation ou l'interdiction des essais nucléaires ou contre la prolifération des armes de ce type, comme ceux qui ont été concertés sous les auspices des Nations Unies, bien que ceci, dans la réalité de notre actuel développement technique, n'implique pas autre chose qu'une position de principe* ». On doit évidemment louer les dirigeants cubains d'avoir fait une déclaration aussi claire sur ce point, mais observer en même temps qu'il n'y a pas de référence explicite ni à l'U.R.S.S. ni aux accords de Moscou.

Quel sens donner à ces prises de position ? La raison d'être en paraît assez claire. Pour les dirigeants cubains il semble être devenu évident que si les Soviétiques se refusent à défendre de façon efficace le Vietnam, et montrent qu'ils sont parfaitement prêts à sacrifier la révolution des ouvriers et paysans vietnamiens sur l'autel de la coexistence pacifique, ils auront encore moins de scrupules à abandonner Cuba à son sort le jour où les Américains jugeront la situation mûre pour en finir avec le régime castriste. Castro et Guevara se rendent enfin compte que le sort fait aux Vietnamiens préfigure celui qui sera fait — au mieux — aux Cubains. L'intensification progressive de la pression américaine sur Cuba et le rôle joué dans ce processus par le Kremlin et ses agents en Amérique Latine rendent cette interprétation particulièrement plausible.

LE ROLE D'AGENT DE L'IMPERIALISME JOUE PAR LE P.C. VENEZUELIEN

Les Cubains paraissent, en effet, avoir également pris conscience du fait que la bureaucratie soviétique ne se contente pas aujourd'hui d'attendre tranquillement le jour de l'attaque que les U.S.A. lanceront contre eux, mais fait, au contraire, tout en son pouvoir pour le hâter, se servant pour cela non seulement des résultats généraux de sa politique en faveur de l'impérialisme au Vietnam, à Tachkent ou au Moyen-Orient, mais aussi de l'*action directe de ses agents en Amérique Latine*, les partis communistes pro-soviétiques, en particulier celui du Venezuela.

La lecture du discours prononcé par Castro le 13 mars ne laisse aucun doute quant à l'ampleur de la campagne qui a été menée auprès de et par les partis staliniens dans le but de discréditer et isoler le régime castriste, et faciliter son renversement ou sa destruction militaire par les U.S.A. Depuis des mois, dit Castro, les Cubains « *ont supporté en silence une campagne de diffamation* » de la part de la direction du P.C. vénézuélien, auprès des autres partis latino-américains. Au Venezuela même, le parti stalinien s'est fait l'agent le plus abject de l'impérialisme, développant des accusations contre Cuba et contre les maquis pro-castristes dont Castro n'a pas de peine à montrer qu'elles « ne diffèrent en rien de celles du C.I.A. du Département d'Etat, des contre-révolutionnaires » et obligent à caractériser les dirigeants prosoviétiques du parti vénézuélien comme des « complices de l'oligarchie du gouvernement Leoni et de l'impérialisme ». Un assassinat politique récent a en effet donné à la direction du parti stalinien vénézuélien l'occasion d'aller plus loin qu'elle n'était jamais allée auparavant et se faire indicateur de police volontaire pour le compte du gouvernement Léoni, publiant une déclaration où, montre Castro :

« *Elle accuse les combattants guerilleros, affichant l'opportunisme le plus répugnant, faisant le jeu du gouvernement pro-impérialiste et fantoche de Léoni ; elle va presque jusqu'à demander la tête de Douglas Bravo pour l'avoir accusé de la mort de Irribaren. Et cette position, face à des hommes qui combattent héroïquement et font flotter très haut le drapeau de la révolution vénézuélienne, équivaut à avoir demandé leur tête ; de là à demander un fusil à Léoni pour aller liquider Douglas Bravo, il n'y a qu'un pas.* »

Ce type de procédé, tout comme les attaques diffamatoires contre Cuba, constituent de toute évidence une offre de bons services aux oligarchies et aux U.S.A. et s'accompagnent d'une ligne politique de rapprochement avec la « bourgeoisie nationaliste », de « regroupement des gauches » et « d'alliance avec les secteurs nationalistes des forces armées », c'est-à-dire d'un programme que Castro peut caractériser sans peine comme étant purement et simplement collaborationniste et destiné à livrer les révolutionnaires pieds et mains liés à l'impérialisme. De fait, l'appui stalinien au gouvernement Léoni commence déjà à produire ses effets : c'est Léoni qui a été chargé par l'Organisation des Etats Américains de préparer le dossier qui doit servir de couverture légale à une action militaire des U.S.A. contre Cuba.

LES LIMITES ET LES FAIBLESSES DE LA CRITIQUE CUBAINE

Dans son discours, Castro dit que c'est après de longs mois de silence et beaucoup d'hésitations que les dirigeants cubains se sont décidés à porter ces faits à la connaissance des masses cubaines et de l'opinion internationale. C'est également après une longue attente qu'ils se sont finalement exprimés au sujet du Vietnam pour formuler les critiques que nous avons vues plus haut et ouvrir ce qui leur paraît comme l'unique stratégie de

lutte possible, c'est-à-dire « créer deux, trois... de nombreux Vietnam » dans les pays semi-coloniaux, en particulier en Amérique Latine, pour obliger les Américains à combattre sur plusieurs fronts, relâcher leur étreinte sur le Vietnam et finalement épuiser leurs forces. La politique de désespoir que cette perspective exprime, constitue, nous allons le voir, la façon dont des hommes qui sont le dos au mur, mais qui méconnaissent totalement la conception marxiste de l'unité de la lutte des classes mondiale et de l'internationalisme prolétarien, et qui sont incapables de faire une analyse correcte du stalinisme, espèrent non seulement se défendre face à l'impérialisme mais aussi déjouer la menace contre-révolutionnaire que l'U.R.S.S. fait peser sur eux.

Les faiblesses politiques des positions cubaines s'expriment d'ailleurs dans la manière même dont Castro procède encore à l'égard de la bureaucratie du Kremlin. Les critiques qu'il lui adresse sont formulées avec une extraordinaire prudence et révèlent d'autre part un vide théorique absolu concernant la nature du stalinisme et les formes de l'action qu'elle mène pour empêcher l'unité mondiale de la lutte de classe de s'exprimer.

Nous pensons qu'il est correct de dire que les textes parus traduisent le début d'une prise de conscience de la part des dirigeants du péril de plus en plus rapproché et puissant que la politique soviétique fait peser sur eux. Mais en même temps on ne peut être que frappé par l'extraordinaire prudence ou l'extraordinaire timidité des formules employées. L'U.R.S.S. est sans cesse visée, mais il n'est jamais question d'elle que par périphrase ; les accords de non-dissémination sont mis en cause de façon claire mais sans qu'il soit fait mention du Traité de Moscou, et ainsi de suite. Même à l'heure du péril Castro et Guevara se refusent à affronter le stalinisme de face, à l'appeler par son nom et à faire appel clairement devant le mouvement ouvrier international et devant leur propre classe ouvrière. Ils préfèrent essayer encore de manœuvrer et de ruser et maintenir leurs critiques au niveau des considérations morales les plus superficielles de façon à soigneusement éviter un affrontement clair qui les obligerait à fournir des explications plus sérieuses qu'ils n'en donnent aujourd'hui, et surtout à mobiliser leur propre classe ouvrière, s'exposant éventuellement eux-mêmes à la critique et peut-être à l'attaque. Par leur comportement en ce moment de crise, les dirigeants cubains démontrent qu'ils demeurent les dirigeants petit-bourgeois d'un régime nationaliste qui a conclu une alliance avec les staliniens et qu'ils entendent éviter toute mesure ou action susceptibles de secouer trop durement l'appareil qu'ils ont construit avec ceux-ci.

C'est ainsi que là où le Kremlin est directement responsable, c'est seulement son satellite, le parti communiste vénézuélien, qui est mis en cause. C'est ainsi également que là où la situation exige une analyse politique du stalinisme, Castro ne nous offre qu'une diatribe moralisante, dont nous extrayons les principaux passages :

Pour nous, le communisme international est en premier ceci : un mouvement de communistes, un mouvement de révolutionnaires. Et ceux qui ne sont pas des combattants révolutionnaires ne pourront jamais prétendre être communistes !

Nous concevons le marxisme comme une pensée et une action révolutionnaires. Ceux qui ne possèdent pas cet esprit vraiment révolutionnaire ne pourront jamais prétendre être communistes.

N'importe qui peut s'appeler « Aigle » et ne pas avoir une seule plume sur le dos. De la même façon, certains se disent « communistes » et n'ont pas un poil de communiste. Le mouvement communiste international, tel que nous le concevons, n'est pas une église ni une secte religieuse ou maçonnique qui nous oblige à sanctifier n'importe quelle déviation, qui nous oblige à suivre une politique de favoritisme avec toutes sortes de réformistes ou de pseudo-révolutionnaires.

Notre position au sujet des partis communistes sera basée sur des principes strictement révolutionnaires. Nous soutiendrons par-dessus tout les partis qui ont une ligne sans vacillations, sans hésitations, les partis qui, à notre avis, ont une ligne résolument révolutionnaire. Mais les partis qui, retranchés derrière le nom de communiste ou de marxiste, se croient les monopolisateurs du sentiment révolutionnaire — et ce qu'ils sont réellement ce sont les monopolisateurs du réformisme — nous ne les traiterons pas comme des partis révolutionnaires. Et si dans n'importe quel pays, ceux qui prétendent être communistes ne savent pas accomplir leur devoir, nous appuierons ceux qui, bien que sans se dire communistes, agissent comme de véritables communistes dans l'action et dans la lutte.

Seule la nature sociale petite-bourgeoise du régime castriste peut expliquer une manière semblable de s'exprimer, mais il faut en voir clairement les conséquences. Le fait d'attaquer le P.C. vénézuélien là où le P.C. soviétique est en cause et de cantonner les critiques sur le plan de la morale, ne pourra atténuer en rien la volonté du Kremlin de liquider la révolution cubaine si tel est son intérêt, mais servira sûrement à semer la confusion là où la plus grande clarté politique serait indispensable. En agissant ainsi, les dirigeants cubains et tous ceux qui suivent leur ligne ailleurs dans le monde et en particulier en Europe, rendent au stalinisme le plus grand service qu'il est aujourd'hui possible de lui rendre. Loin de défendre les conquêtes et les combats révolutionnaires du prolétariat mondial, cet opportunisme sans principes sur la question du stalinisme contribue en fait à couvrir l'opération de liquidation et de contre-révolution accélérée que celui-ci mène aujourd'hui.

LA DEFENSE DES OUVRIERS ET PAYSANS VIET-NAMIENS EXIGE LA LUTTE IMPITOYABLE CONTRE LE STALINISME

La manière dont la faiblesse et l'ambiguïté des positions cubaines contribue finalement à faire le jeu du stalinisme peut être parfaitement illustrée en analysant plus soigneusement la signification de leur position sur la guerre du Viet-Nam. Sans doute les textes cubains traduisent-ils une angoisse et un malaise qui peuvent paraître assez sincères, mais il est évident en même temps que l'analyse qui leur est sous-jacente révèle une remarquable faiblesse théorique et un désarroi politique qui ne peuvent que faire le jeu du stalinisme, et semer les plus graves illusions quant à l'origine et à l'issue de la crise. La situation au Viet-Nam ne reflète pas « *un moment illogique de l'humanité* » mais exprime brutalement les conséquences impitoyables auxquelles conduit la politique de coexistence pacifique. Ce qu'il faut montrer et que seuls les trotskystes groupés dans le cadre du Comité International ont jusqu'à présent eu la capacité politique de montrer, c'est que l'isolement du Viet-Nam est le résultat d'une politique concertée qui vise à empêcher *coûte que coûte* toute modification dans l'équilibre des classes à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat, car un tel fait serait susceptible de relancer le processus révolutionnaire, porter des coups à l'impérialisme et donc mettre très rapidement en question la position politique de la bureaucratie soviétique elle-même. C'est ainsi que le Manifeste de la IIIe Conférence Internationale du Comité International explique notamment que :

L'agression impérialisme au Viet-Nam est une conséquence des accords de Genève de 1954, frustrant les ouvriers et paysans de leur victoire à Dien-Bien-Phu sur l'impérialisme, partageant le Viet-Nam en deux. Elle ne peut se développer que sous la protection de la politique internationale de la bureaucratie du Kremlin et de la bureaucratie réformiste. L'armement distribué au compte-gouttes par la bureaucraie du Kremlin n'est qu'un alibi. Insuffisant pour permettre une victoire militaire des ouvriers et paysans vietnamiens sur l'impérialisme, il peut servir à la bureaucratie du Kremlin de moyen de pression sur le gouvernement du Nord-Viet-Nam. La guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens est une expression et un facteur de la lutte des classes mondiale. L'éviction de l'impérialisme américain du Vietnam signifierait une retentissante défaite de l'impérialisme. Elle serait un facteur majeur de l'extension de la révolution en Asie. Tout le fragile équilibre péniblement préservé par l'impérialisme en Asie s'effondrerait. Des Indes au Japon, la révolution prolétarienne se propagerait. Complémentairement à sa trahison de Genève en 1954, la bureaucratie du Kremlin s'est faite le courtier direct de l'impérialisme à Tachkent ... Par toute sa politique (...) la bureaucratie du Kremlin tente d'isoler dans un ghetto le proléariat vietnamien. Elle s'efforce d'établir une situation qui permette à l'impérialisme américain de déployer contre les ouvriers et paysans du Vietnam toute sa puissance militaire. (4)

Au nom de cette politique, les partis communistes maintiennent l'ordre à toute force, partout dans le monde et en particulier en Europe. Ils baillonnent la classe ouvrière européenne et permettent ainsi à l'impérialisme de concentrer tous ses coups sur le Viet-Nam. Ce ne sont pas des Etats Généraux pour leViet-Nam ou des manifestations devant les ambassades américaines qui peuvent masquer la profonde complicité politique et diplomatique de l'U.R.S.S. avec les U.S.A., ni surtout le fait qu'en France et en Italie les P.C. démobilisent la classe ouvrière de façon systématique dans ses propres combats de classe, apportant ainsi à l'impérialisme un soutien précieux dans les secteurs les plus vulnérables de ses bastions métropolitains et lui laissant les mains libres au Viet-Nam. Il suffit de voir la manière dont les appareils ont organisé la lutte contre les pouvoirs spéciaux en France et se préparent à livrer la classe ouvrière pieds et mains liés à de Gaulle pour comprendre la nature de l'aide que le stalinisme apporte de façon systématique à l'impérialisme. L'U.R.S.S. cherche la liquidation d'une révolution vietnamienne qui est profondément contraire à ses intérêts et dont la défaite affaiblirait sérieusement la révolution chinoise. Son seul souci, c'est de trouver *les formes et les rythmes qui préserveront le mieux les apparences*, de façon à prolonger cette influence sur la classe ouvrière internationale qui constitue la base essentielle de son existence et de sa puissance.

La capacité de faire une telle analyse suppose bien évidemment la capacité de faire préalablement une analyse scientifique de la nature de la bureaucratie soviétique. Cette bureaucratie est une couche parasitaire qui s'est hissée sur le dos du prolétariat russe pour établir un régime de dictature politique susceptible d'assurer la sauvegarde et la perpétuation de l'ensemble de privilèges qu'elle s'est progressivement attribués. Sa tentative pour « créer le socialisme dans un seul pays » et sa gestion bureaucratique et parasitaire de l'économie ont conduit à une accumulation de contradictions économiques qui aiguisent sans cesse les contradictions sociales, aussi bien en U.R.S.S. que dans les Etats satellites voisins où la bureaucratie instaura en 1947-48 un régime analogue au sien, et créent pour l'U.R.S.S. une menace constante du type de révolution politique dont les soulèvements en Allemagne, en Pologne, et la Révolution Hongroise ont déjà fourni des exemples éclatants. Les conséquences de cette situation sur la politique internationale de la bureaucratie ont été récemment réexpliquées à la lumière de l'évolution politique récente, par Stéphane Just. Dans sa « Défense du Trotskysme », il montre la façon dont :

(en tant que) caste parasitaire (la bureaucratie) redoute, en effet, les conséquences immédiates qu'auraient sur le prolétariat russe la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes économiquement développés ; elle ne peut donc défendre l'U.R.S.S. par les moyens de la lutte des classes internationale. Pire, elle doit, à un certain niveau de la lutte des classes, agir au moyen des instruments politiques qu'elle contrôle, les P.C., pour faire barrage à la révolution prolétarienne, jusques et y compris pour détruire les capacités de combat de la classe ouvrière, dans une situation où, du fait de l'instabilité de la société bourgeoise, toute action d'importance des travailleurs met en cause l'existence du régime bourgeois (...) L'évolution « idéologique » de la bureaucratie et de ses agents internationaux, les dirigeants des P.C., présente le plus grand intérêt à cet égard. Le rejet des thèses de Lénine sur l'état, l'affirmation de la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme ; la proclamation du « goulash » comme but du socialisme ; la transformation de la « coexistence pacifique » stalinienne en coopération pacifique, le dialogue avec l'Eglise catholique, etc., démontrent la puissance des forces pro-bourgeoises à l'intérieur de la bureaucratie. Par crainte de la révolution, par hantise de son propre prolétariat, la bureaucratie du Kremlin recule pas à pas devant l'impérialisme, accentue partout son action contre-révolutionnaire et développe les conditions de la liaison entre l'impérialisme et les forces restaurationnistes qui s'affirme ouvertement en U.R.S.S., sous son patronage. (5)

Il est urgent de comprendre que, participer aujourd'hui de quelque façon que ce soit aux actions-bidon ou aux entreprises de camouflage lancées par le P.C., ou se refuser à faire ou à accepter des analyses qui rendent compte des causes et des conséquences de la politique mondiale du stalinisme pour s'en tenir à son égard à des considérations purement morales, c'est rendre au stalinisme le plus grand des services et finalement contribuer pour sa propre part à l'isolement et à l'écrasement possible des ouvriers et des paysans vietnamiens. Rien ne peut changer aujourd'hui à la vérité implacable que la lutte pour la défense du Viet-Nam et pour la solution révolutionnaire des problèmes non seulement des ouvriers et des paysans d'Amérique Latine, mais de tous les pays, passe par la capacité de faire une analyse politique globale, qui montre les racines profondes du rôle international du stalinisme et permette d'engager partout contre lui une lutte implacable. C'est seulement une telle lutte qui peut en effet libérer la volonté de combat et les énergies révolutionnaires du prolétariat et lui permettre de se porter au secours des ouvriers et des paysans vietnamiens en ébranlant la domination des bourgeoisies européennes. Car celles-ci constituent des garants indis-

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale*)

Edité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

pensables de l'impérialisme au même titre que les U.S.A. et ceux-ci ne pourraient pas se passer longtemps de leur aide pour en assurer la sauvegarde.

Cette affirmation est en contradiction complète avec ce qu'écrivent les dirigeants cubains. Ceux-ci, en effet, ont une théorie bien particulière et complètement anti-marxiste de l'impérialisme qui les conduit vers des perspectives toutes différentes, tournant le dos à l'internationalisme prolétarien et laissant pour compte les combats du prolétariat des pays européens.

UNE CONCEPTION KAUTSKYSTE DE L'IMPERIALISME

Bien que dans un passage de sa brochure Guevara écrive que « l'impérialisme est un système, étape suprême du capitalisme » et qu'il tire ainsi un coup de chapeau à Lénine, en fait la conception de l'impérialisme qui est présentée par Castro et lui se trouve *aux antipodes de la conception léniniste.* Le « système mondial » auquel *eux* se réfèrent est *exclusivement* celui de la domination économique et politique que les U.S.A. exerceraient sur le reste du monde, et la théorie dont ils se servent pour l'analyser se présente comme une combinaison particulière des thèses de Kautsky que Lénine s'était précisément acharné à combattre : la définition de l'impérialisme comme tendance à *l'assujettissement des régions agraires du monde* par les nations capitalistes industrielles et la théorie de l'*ultra-impérialisme* ou du *sur-impérialisme.*

Selon Guevara en effet « le champ fondamental d'exploitation de l'impérialisme embrasse les trois continents arriérés : l'Amérique, l'Asie et l'Afrique », et c'est donc aux peuples de ces trois continents — « les exploités et les sous-développés du monde » — que revient le rôle stratégique central qui est :

d'éliminer les bases de subsistance de l'impérialisme — nos pays opprimés — d'où il tire des capitaux, des matières premières, des techniciens et des ouvriers à bon marché et où il exporte de nouveaux capitaux — des instruments de domination — des armes et toutes sortes d'articles, nous soumettant à une dépendance absolue.

Guevara précise qu'« à envisager la destruction de l'impérialisme, il convient d'identifier sa tête qui n'est autre que les Etats-Unis d'Amérique » et il développe son analyse montrant que la tâche doit être considérée primordialement comme étant de caractère militaire :

Nous devons exécuter une tâche de caractère général, dont le but tactique est de tirer l'ennemi de son élément, l'obligeant à lutter dans des endroits où ses habitudes de vie se heurtent au milieu ambiant. Il ne faut pas sous-estimer l'adversaire ; le soldat américain a des capacités techniques et il est soutenu par des moyens d'une ampleur telle qu'il devient redoutable. Il lui manque essentiellement la motivation idéologique que possèdent à un très haut degré ses plus opiniâtres rivaux d'aujourd'hui : les soldats vietnamiens. Nous pourrons triompher sur cette armée dans la mesure seulement où nous parviendrons à miner son moral. Et celui-ci sera miné à force d'infliger à cette armée des défaites et de lui causer des souffrances répétées.

Guevara nourrit cet ensemble de thèmes d'une analyse qui vise uniquement à déterminer les caractères propres de l'intervention ou de la domination « impérialiste » américaine dans chaque continent et les traits spécifiques que doit y prendre la lutte armée.

Dans tout cela il n'est évidemment pas question presque des combats du prolétariat des pays capitalistes avancés et surtout pas de celui des pays européens. Tout ce que Guevara trouve à dire au sujet de l'Europe tient en ce passage embrouillé et obscur où il est écrit que « *la tâche de la libération attend encore des pays de la vieille Europe, suffisamment développés pour sentir toutes les contradictions du capitalisme, mais si faibles qu'ils ne peuvent pas suivre la voie de l'impérialisme ou s'engager dans cette voie* ». La déclaration du Comité Central du Parti Cubain est heureusement plus explicite :

L'Europe occidentale elle-même est chaque jour plus colonisée économiquement par l'impérialisme yankee. Des millions d'ouvriers européens travaillent pour accroître ses profits. Le capital monopoliste américain acquiert une participation toujours plus grande dans beaucoup des principales industries, et il doit cet accroissement de sa participation non seulement aux dividendes qu'il perçoit en Europe en exploitant des travailleurs ... mais également ... aux ressources bancaires de ces pays ... Et dans toutes les entreprises européennes où la participation yankee est majoritaire ou décisive, il impose — au mépris de la souveraineté de chaque pays — la politique du gouvernement des Etats-Unis. Aucune de ces entreprises industrielles, quel que soit le pays où elles sont établies, n'accepte de vendre ... un produit quelconque aux pays comme la Corée, le Viet-Nam, la Chine ou Cuba auxquels l'impérialisme yankee a imposé ses blocus économiques les plus draconiens ... Il exerce toutes sortes de pressions sur le reste des industries nationales, les menaçant de représailles économiques pour les obliger à participer à sa politique criminelle.

La théorie de l'impérialisme qui se dégage de cet ensemble de textes est fort claire. L'impérialisme est uniquement conçu comme le système de domination mondiale de l'économie américaine qui s'exerce à l'encontre « de tous les autres peuples » ou « au mépris de la souveraineté de tous les autres Etats ». Il n'existerait aucune autre bourgeoisie impérialiste que la bourgeoisie américaine (il faut d'ailleurs souligner que le terme *bourgeoisie* n'est en fait pas utilisé et qu'il est seulement question des « impérialistes », de « l'impérialisme yankee etc.) ». La seule forme d'exploitation qui pèserait sur les ouvriers européens serait celle résultant de la présence de capitaux américains, dont la signification décisive serait en tous les cas ailleurs, dans le fait de permettre à l'impérialisme yankee « d'imposer la participation des Etats européens à la mise en œuvre de sa politique criminelle ».

Ce fatras lamentable, dont on peut simplement dire à la décharge des Cubains qu'ils se sont malheureusement réduits à le colporter aujourd'hui, nous ramène bien en-deça de la théorie marxiste de l'impérialisme telle qu'elle a été formulée par Lénine. La confusion qui règne à ce sujet va nous obliger à rappeler pour le compte de ceux qui n'ont apparemment *pas lu* les textes, ou alors ne les ont *pas compris,* ou alors cherchent délibérément à les *réviser,* sans le dire évidemment et au besoin en les falsifiant, en quoi consiste la théorie léniniste de l'impérialisme, que seuls les trotskystes ont su défendre comme une pièce maîtresse de l'analyse marxiste de la réalité sociale contemporaine et le fondement scientifique de l'internationalisme prolétarien.

L'impérialisme, montre Lénine, « a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme ». Plus précisément il constitue le stade de l'évolution historique où « certaines des qualités essentielles du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs antinomies », du fait de l'achèvement par ce mode de production des tâches historiques qui lui étaient dévolues, à savoir d'une part le développement des forces productives jusqu'au point où s'affirme de part en part la socialisation de la vie économique dans les pays de plein épanouissement du capitalisme, et d'autre part la constitution du marché mondial dont le partage est achevé, la guerre surgit comme moyen essentiel de régler les rivalités des différentes bourgeoisies entre elles. La transormation de certaines des propriétés essentielles du capitalisme en leur contraire comporte, d'autre part, d'abord le déve-

loppement de toute une série de traits parasitaires et de tendances au pourrissement, et ensuite une aggravation de toutes les contradictions du capitalisme déjà mises en évidence par Marx — contradictions entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété, entre le développement tendantiellement illimité des forces productives et le carcan des rapports sociaux bourgeois, etc. Ces tendances au pourrissement et cette aggravation des contradictions allaient évidemment marquer très fortement l'évolution des rapports entre les pays avancés et les pays arriérés de l'impérialisme, mais devait *également* affecter très profondément *la vie économique et sociale et les rapports internes des pays avancés eux-mêmes.* Et, de fait, au XXe siècle, la contradiction toujours plus aiguë entre les forces productives et leur enveloppe bourgeoise a déjà donné lieu à deux guerres particulièrement meurtrières et destructrices entre ces pays. La lutte des classes y a pris une violence sans précédent, et la profondeur des antagonismes et des contradictions y a poussé la bourgeoisie à y instaurer des régimes fascistes. Aujourd'hui de nouveau, en dépit de l'ampleur des destructions et en dépit de la mise en place d'une économie d'armement permanent sur une échelle sans précédent, commencent à se manifester les éléments d'une grave crise de surproduction. Les rapports inter-impérialistes se caractérisent une fois de plus par une concurrence internationale acharnée qui est en train d'obliger chaque bourgeoisie nationale à engager, pour son propre compte et pour préserver sa part du marché mondial, une lutte sans merci contre la classe ouvrière de son pays.

Car à l'encontre des Cubains il faut réaffirmer que l'Etat-Nation demeure le cadre institutionnel fondamental du capitalisme en dépit du caractère international acquis depuis longtemps par les forces productives, et que l'impérialisme comporte toujours l'existence d'une pluralité de bourgeoisies nationales, avec toutes les contradictions, rivalités, tensions et antagonismes de classe que cela comporte. Même si elles sont en danger d'être écrasées par l'avance américaine, les bourgeoisies françaises, anglaises ou allemandes demeurent des classes possédantes et exploiteuses de plein exercice dans leur propre pays et se battent pour participer de plein droit à l'exploitation impérialiste du monde. Ainsi qu'en témoignent leurs textes, les trotskystes ne négligent en rien les conséquences que l'aggravation des contradictions de l'impérialisme ont pour la vie des pays arriérés, mais leurs analyses les conduisent à montrer que « *dans tous les pays économiquement développés, la classe ouvrière n'en est pas moins menacée ... Loin de croître sans fin, le standard de vie des travailleurs des pays capitalistes dominants est à la merci des contradictions sans issue de l'impérialisme. Les prolétariats des pays capitalistes avancés ne constituent pas des prolétariats pour toujours privilégiés par rapport aux autres. Au sein de la « prospérité » capitaliste, les prémisses de leur rejet aux conditions économiques et politiques du stade de l'accumulation primitive du capital s'expriment. La tentative de l'état bourgeois d'intégrer les syndicats n'est rien d'autre qu'une traduction de ces tendances profondes. Dirigée directement contre la capacité d'organisation et de combat des prolétaires (elle) indique que le capitalisme de chaque pays — même de ceux économiquement développés — ne peut survivre qu'en réduisant à merci la classe ouvrière.* » *(6)*

A partir de telles analyses il est possible aux trotskystes de définir une perspective internationale qui accorde un rôle, et même un rôle central, dans la stratégie de la lutte de classes mondiale au prolétariat des pays capitalistes avancés, en particulier à celui d'Europe, où l'étroitesse des frontières nationales et le caractère retardataire des appareils de production doivent rapidement conduire à une exaspération des contradictions et des antagonismes de classe. L'analyse des trotskystes permet en même temps de comprendre pleinement le sens des efforts faits par l'appareil international du stalinisme pour museler le prolétariat européen, mais aussi la nature des mécanismes économiques et politiques qui vont contraindre celui-ci à faire sauter tôt ou tard cet appareil dans le cours de luttes dont l'objet sera *au départ* simplement de défendre des positions acquises que la bourgeoisie veut lui reprendre, mais qui le *conduiront inévitablement* à relancer le processus révolutionnaire mondial et à apporter aux pays arriérés la *seule* forme d'aide décisive, c'est-à-dire l'affaiblissement de l'impérialisme dans ses bastions métropolitains. Dans une telle perspective, l'importance de chaque acte politique susceptible d'accélérer le processus de décomposition du stalinisme prend évidemment son plein relief. De même par opposition s'affirme la nature contre-révolutionnaire de tout acte politique qui, sciemment ou non, tend à éviter ou à contrecarrer ce processus.

LA GUERILLA : SES PERSPECTIVES ET SES FORMES ORGANISATIONNELLES

Fondant toute leur analyse sur une théorie prémarxiste de l'impérialisme, ne cherchant pas à analyser de façon correcte la nature et les conséquences de la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier international et ne cherchant *en aucune façon* à lier le sort de la révolution dans les pays arriérés à la construction de partis révolutionnaires dans les pays avancés, les Cubains en sont réduits à offrir aux ouvriers et aux paysans des pays arriérés *des perspectives totalement désespérées :* celles de détruire l'impérialisme au moyen de la multiplication de foyers de guerre dans ces pays *indépendamment de toute action du prolétariat des pays avancés.*

Le caractère désespéré de cette perspective transparaît très clairement au travers même des textes cubains. C'est à un prix très élevé que les paysans, ouvriers et intellectuels latino-américains vont avoir à payer, si l'on n'y prend garde, la faiblesse des analyses cubaines et le refus de Castro d'affronter le stalinisme franchement. Ecoutons Guevara :

Prendre comme mission tactique la libération graduelle des peuples, un par un ou par groupes, obligeant l'ennemi à soutenir une lutte difficile sur un terrain qui n'est pas le sien ; liquidant ses bases de subsistance qui sont ses territoires dépendants veut dire une guerre longue. Et nous le répétons une fois de plus, une guerre cruelle. Que personne ne se trompe au moment de la déclencher et que personne n'hésite à la déclencher par crainte des conséquences qu'elle peut entraîner pour son peuple. C'est presque la seule espérance de victoire (...) ce sera une longue lutte, sanglante, dont le front se trouvera dans les abris des guérillas, dans les villes, dans les maisons des combattants, où la répression cherchera des victimes faciles parmi leurs proches, dans la population paysanne massacrée, dans les villes et les villages détruits par le bombardement ennemi.

L'instrument privilégié de cette lutte est la guerilla. Le choix de ce moyen déterminé s'accompagne d'une polémique violente contre les formes d'organisation politiques forgées par le marxisme, où s'expriment de nouveau les positions cubaines ainsi que la nature sociale petite-bourgeoise de la direction castriste.

Les thèses sur la guerilla des Cubains, dans lesquelles se résume finalement toute leur « science », se présentent en partie comme la conséquence directe du fait de se donner comme perspective la lutte militaire directe et isolée contre l'impérialisme, mais elles reflètent aussi la préoccupation suivante : *comment parvenir à déjouer*

l'obstacle que constituent les partis staliniens à l'extension de la révolution en Amérique latine sans pratiquer une politique de classe, c'est-à-dire *sans* s'attaquer à l'U.R.S.S. sur un plan général, ni travailler à la construction d'un mouvement révolutionnaire international, et *sans* mobiliser non plus les ouvriers et les paysans latino-américains eux-mêmes. Le dos au mur, Castro n'a finalement qu'une seule réponse : *tenter de rééditer au niveau de l'Amérique latine tout entière l'exploit qu'il a accompli à Cuba,* c'est-à-dire abattre le représentant de l'oligarchie et de l'impérialisme contre la volonté du P.C. local, sans mobiliser pour autant les masses urbaines, ni même réellement les masses paysannes et en établissant avec celles-ci des relations de dirigeant à dirigé de caractère résolument bourgeois.

Substituant systématiquement dans ses rapports avec le stalinisme la manœuvre et la ruse à l'analyse et à l'affrontement politique directs, Castro ne fournit jamais une analyse scientifique et documentée des trahisons et fautes des partis staliniens et des conséquences de leur activité contre-révolutionnaire. Sa position sur la question du parti est fort simple : « Qui, demande-t-il, fera la révolution en Amérique latine, qui ? » et de répondre : « le peuple, les révolutionnaires, avec ou sans parti ». Et Régis Debray de commenter à son tour : « Fidel Castro dit simplement qu'il n'y a pas de révolution sans avant-garde, que cette avant-garde n'est pas nécessairement le parti marxiste-léniniste et que ceux qui veulent faire la révolution ont le droit et le devoir de se constituer en avant-garde indépendamment de ces partis ». (7) C'est-à-dire qu'au lieu de chercher à arracher aux staliniens le droit d'usage d'instruments qu'ils sont parvenus à discréditer profondément aux yeux de nombreux ouvriers, paysans, et intellectuels d'Amérique latine, Castro le leur abandonne, tout comme il leur abandonne le travail politique dans les villes, « ces couveuses tièdes qui infantilisent et embourgeoisent, qui transforment l'homme qui y vit fusse un camarade, en un bourgeois à son insu » ; « ces cimetières de révolutionnaires et de ressources ». (8)

Il est certain d'autre part que la politique stalinienne a visé au cours de ces dernières années à discréditer la guerilla elle-même, en tant que moyen de lutte à utiliser en combinaison avec un travail politique classique. Les P.C. sont entrés dans certains fronts de libération possédant des maquis ou ont même créé leurs propres guerilleros et ont évidemment miné, détruit, sapé cette forme de lutte dont il est pourtant clair, ainsi que Lora l'a montré dans un de ses écrits, qu'elle peut effectivement, placée sous la direction d'un parti marxiste, être le complément naturel d'un travail politique parmi les masses urbaines. Sur ce point également, au lieu d'analyser ces expériences et en venir à une dénonciation directe des partis staliniens, Castro ruse et leur abandonne une partie du terrain. Il réclame pour la guerilla l'indépendance totale. Elle ne doit pas être le bras armé d'un parti ou d'un front de libération, ni se trouver dans la dépendance politique, logistique et militaire d'organisations basées en ville. Il ne doit même pas être question d'organiser la guerilla sur le modèle du parti ou de la flanquer de commissaires politiques quelconques. Dans la conception castriste la guerilla se développe *en opposition* radicale au parti pour devenir un instrument politique autonome et même la forme d'existence de « l'avant-garde » spécifique à l'Amérique latine. Debray traduit la pensée de Castro sur ce point en énonçant le principe suivant : « l'armée populaire sera le noyau du parti et non l'inverse ».

Le programme de cette armée est très vague ; il contient au mieux des indications générales concernant la lutte conre l'impérialisme, l'indépendance nationale, la réforme agraire. La question des frontières politiques séparant les « révolutionnaires » qui sont membres de cette année, des militants d'autres formations politiques, est tranchée uniquement par le fait de prendre le maquis et rejoindre l'armée rebelle. Debray donne des précisions fort utiles à cet égard. Il écrit :

Remarquons que nulle part la guerilla n'a prétendu à former un nouveau Parti ; elle vise bien plutôt à effacer en son sein toutes distinctions de Partis ou de doctrines entre les combattants. Ce qui unifie, c'est la guerre et ses objectifs politiques immédiats. Le mouvement guerillero commence par faire l'unité chez lui, autour des tâches militaires les plus urgentes, qui sont déjà des tâches politiques : l'unité des sans-parti et de tous les Partis représentés chez les guerilleros. La plus décisive des définitions politiques, c'est l'appartenance à la guerilla, aux Forces Armées de Libération. Ainsi, peu à peu, cette petite armée fait l'unité par la base de tous les Partis, au fur et à mesure qu'elle croît et qu'elle remporte ses premières victoires. Finalement, la future Armée du Peuple engendrera le Parti dont elle aurait dû être théoriquement l'instrument : pour l'essentiel, le Parti c'est elle. (9)

Curieux parti en vérité dont toute la vie doit nécessairement — et c'est normal — se plier au caractère militaire de l'action de guerilla, et où si « l'on doit naturellement encourager et développer les réunions de discussion politique et idéologique parmi les combattants », il faut surtout éviter de laisser à ceux-ci le droit de décider quoi que ce soit dans le domaine militaire et aussi fatalement dans le domaine politique.

Le type de relations qui s'établit entre les combattants et leurs dirigeants militaires et politiques (dont Che Guevara souhaite qu'ils « soient réunis, si possible, en une seule personne ») et aussi entre ces dirigeants et les masses est fort bien décrit par Debray, qui n'en éprouve nulle gêne, dans un passage hallucinant où souffle un esprit parfaitement mystique :

L'alliance ouvrière-paysanne trouve souvent son trait d'union dans un groupe de révolutionnaires d'extraction bourgeoise, où se recrute une bonne partie du commandement guerillero.

Telle est la loi des « équivalences-substitutions » en pays de quelque manière colonisé : une classe ouvrière trop peu nombreuse, ou gagnée par l'influence de son aristocratie syndicale réformiste, une paysannerie isolée et humiliée acceptent ce groupe d'origine petite-bourgeoise comme Direction Politique. Au cours de la lutte qui les réveille et les mobilise, il se produit une sorte de délégation de pouvoirs provisoire. A l'inverse, pour assumer cette mission, ce vicariat historique, et ne pas usurper une fonction qui n'est que consentie, cette petite-bourgeoisie progressiste doit, selon l'expression de Cabral, « se suicider comme classe pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifié avec les aspirations les plus profondes de son peuple ». Le lieu et le moment les plus favorables de ce suicide, c'est l'action guerillera.

Ici le verbe politique se fait brusquement chair. L'idéal révolutionnaire émerge de l'ombre incolore des formules et prend corps en pleine lumière. Cette incarnation est une surprise, et quand ceux qui l'ont vécue veulent la décrire — en Chine, au Vietnam, à Cuba, dans tant de pays — ils la crient plus qu'ils ne la disent. (10)

L'expérience prouve que cette « délégation de pouvoirs » ne prend pas fin avec la victoire, mais que la direction nationaliste d'origine petite-bourgeoise institutionnalise le type de rapport qu'elle a établi entre le « peuple » et elle dans les maquis et organise un régime qui ne porte évidemment aucune trace des institutions de la dictature du prolétariat et de la démocratie des conseils ou des soviets. Le « parti » dont la guerilla constituait le noyau s'institue en *parti unique* et établit entre les masses et lui des rapports qui doivent être qualifiés de *rapports d'appareil* quel que soit le soin que la direction prenne à éviter de « se couper des masses » et à « aller au peuple ». Il est bien évident qu'un tel

parti n'a aucun mal, ainsi qu'en témoigne l'expérience cubaine, à fusionner avec le P.C. local, le seul problème étant celui d'apprendre ensuite à des staliniens endurcis comme Escalante, la manière de voiler leur véritable nature et de « servir le peuple ».

Pour la direction nationaliste, descendue de la montagne vers la plaine et la ville qu'elle honnit, la victoire sur le gouvernement oligarchique marque le début d'une phase nouvelle où *la politique reprend tous ses droits.* Après la grande aventure des maquis *elle se retrouve dans un monde dominé par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne et dont l'évolution est gouvernée par des lois économiques et politiques qui sont compréhensibles uniquement lorsqu'on est muni des instruments d'analyse forgés par le marxisme.* Faute de posséder ces instruments et donc de connaître ces lois, la direction nationaliste se trouve contrainte à devenir l'otage de ceux que l'on combattait la veille et à agir comme l'agent inconscient de la contre-révolution.

Dans son discours, Castro a la prétention d'affirmer que : *tout véritable révolutionnaire qui est animé par un esprit révolutionnaire, une vocation révolutionnaire parviendra toujours au marxisme ! Ce qui compte ce sont les révolutionnaires, ceux qui sont capables de faire la révolution et de se développer dans la théorie révolutionnaire. Souvent c'est la pratique qui précède la théorie.*

C'est seulement l'époque de contre-révolution politique et idéologique à l'échelle mondiale et la révision acharnée et systématique du marxisme qui l'accompagne, qui permettent à Castro de tenir de tels propos. Pour leur part les trotskystes français, membres du Comité International pour la reconstruction de la IVe Internationale les récus nt formellement. Tout le comportement des Cubains depuis 1959, leur absence totale d'analyse et leur goût de l'improvisation, la façon enfin dont aujourd'hui ils tentent encore de jouer au plus fin avec le stalinisme au lieu de le combattre, témoigne de la manière la plus explicite qui soit contre de telles prétentions. Aujourd'hui comme hier, il n'y a *pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire,* et celle-ci doit être cherchée dans le programme de Transition de la IVe Internationale qui constitue le seul lien de continuité avec Lénine et la révolution d'Octobre dans le monde actuel.

LA SIGNIFICATION ET LE CONTENU DES ATTAQUES CONTRE LE TROTSKYSME

Arrivés à ce point, nous sommes en mesure d'examiner les attaques lancées contre le trotskysme par Castro dans son discours de clôture à la Conférence Tricontinentale et par Debray dans son livre.

Ces attaques se caractérisent par leur violence et, particulièrement dans le cas du discours de Castro, leur aspect grossièrement calomnieux. Cette violence est particulièrement frappante et significative lorsqu'on la compare avec les formules prudentes et allusives qui sont employées pour parler de la politique stalinienne. Elle paraît exprimer deux choses : premièrement une tentative grossière et désespérée de la part de Castro pour essayer de se racheter auprès de ses puissants alliés staliniens, faire oublier et pardonner ses critiques à leur égard ; deuxièmement la colère et le dépit d'un homme, ou plutôt de tout un appareil à Cuba et de toute une tendance politique en Amérique latine, à l'égard de militants et d'organisations dont certaines se sont permises d'émettre des réserves, sinon des critiques à l'égard du castrisme, et dont d'autres ont tenté, fût-ce de façon déformée en raison de la destruction organisationnelle qu'a subi la IVe Internationale à partir de 1952, de se battre systématiquement sur des positions de classe.

L'histoire des attaques castristes contre le trotskysme est déjà longue. Elle n'a pas été seulement verbale et a comporté des épisodes de répression directe, qui jettent une lumière singulièrement crue sur la nature du régime castriste, et méritent ainsi d'être rappelés à l'intention de jeunes camarades venus récemment à l'activité militante et qui pourraient ne pas les connaître. Jusqu'en 1961 il existait à Cuba une organisation trotskyste légale, le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Cuba, affilié alors au S.I. qui publiait un journal « Voz Proletaria ». Dès 1960, il avait subi des attaques staliniennes de type classique de la part du P.C. local (le P.S.P.) qui l'accusait d'être chargé par l'impérialisme américain d'attaquer la révolution à partir de positions gauchistes. Les trotskystes étaient traités d'hitlériens, de provocateurs, etc.

Le rapprochement de Castro avec l'U.R.S.S., la fusion de son mouvement avec le parti stalinien et la mise en place d'un appareil de parti unique devaient immédiatement conduire les castristes à s'aligner sur les positions staliniennes et à engager la répression contre le POR cubain. C'est l'époque où Castro blanchit la politique contre-révolutionnaire des staliniens cubains, affirme qu'ils ont constitué une « force révolutionnaire décisive », salue « l'apport de ces cadres de vieux militants éduqués dans le socialisme » et s'excuse d'avoir été en désaccord avec eux « parce que politiquement illétré du fait de ses origines de classe ». Dans ces conditions il ne pouvait plus être question de tolérer l'existence d'une organisation avançant des mots d'ordre de classe et prête à se porter en faux contre une telle interprétation des choses. En mai 1961, « Voz Proletaria » est saisie et les militants du P.O.R. arrêtés. L'occasion de cette saisie est fort révélatrice. « Voz Proletaria » venait de consacrer un numéro au « Premier Mai Socialiste ». Il lançait les mots d'ordre d'Assemblée Constituante Révolutionnaire », de « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans (soviets) » de « Démocratie prolétarienne et syndicale, contre le sectarisme bureaucratique ». La lecture de l'article qui suivait ces mots d'ordre révélait que le journal se faisait l'écho de « la critique et du mécontentement contre les erreurs et les excès bureaucratiques dans le gouvernement, les syndicats, la planification et l'administration de l'économie, dans le contrôle absolutiste de la presse et des autres moyens d'expression ». Les remèdes proposés, l'élection de conseils ouvriers et paysans, d'une constituante révolutionnaire par des délégués des ouvriers, des paysans, des soldats, des miliciens, des étudiants, etc. étaient présentés par le journal comme la « consolidation de l'Etat ouvrier », la réponse révolutionnaire aux accusations de l'impérialisme. Cette propagande pour la mise en place à Cuba des institutions de la dictature du prolétariat et de la démocratie soviétique dont l'existence aurait donné aux masses un rôle politique autrement décisif que celui des figurants dans les grands rallyes castristes, était évidemment inacceptable pour des hommes qui avaient une conception d'appareil de leurs rapports avec les masses et qui venaient de s'allier avec l'ennemi acharné et le fossoyeur de la démocratie prolétarienne. Et effectivement pour justifier la saisie du journal et l'arrestation de militants du P.O.R., Guevara affirmait le 13 août 1961 au journal chilien « Ultima Hora » que ces mesures s'imposaient par le fait qu'il « n'était pas prudent de laisser continuer le trotskysme appeler à la subversion ». Puis venait la calomnie, Guevara expliquant que le trotskysme « est né à Guantanamo », près de la célèbre base américaine,

et que cette proximité géographique justifiait amplement la mesure !

En consacrant l'essentiel de son discours de clôture à la Conférence Tricontinentale de janvier 1966 à une longue diatribe calomnieuse contre le trotskysme, Castro a confirmé que pour les dirigeants cubains, le trotskysme demeure le principal ennemi politique, un ennemi indestructible qui « resurgit aujourd'hui de plusieurs côtés » et se trouve « partout et nulle part ». Le prétexte des attaques de Castro fut une série d'articles (notamment ceux écrits par Adolfo Gilly, trotskyste mexicain aujourd'hui en prison dans son pays) faisant état des divergences survenues entre Guevara et Castro et qui auraient motivé le départ de celui-là de Cuba. Les articles de Gilly, qui partaient d'ailleurs d'un postulat théorique favorable à Cuba — et qui n'est pas le nôtre — à savoir que Cuba serait un Etat ouvrier, étaient fortement documentés et la violence même des attaques de Castro indiquaient que les analyses de Gilly portaient juste.

Au-delà de ce prétexte, il y avait et il demeure, le fond de l'opposition farouche des cubains envers le trotskysme. Si l'on veut chercher au-delà des formules fumeuses du livre de Debray ce qui est reproché au trotskysme on trouve ceci : les trotskystes « donnent de l'importance au programme politique » des différents partis et les jugent en premier lieu sur leur programme ; ils avancent des mots d'ordre de classe qui rendent généralement impossible tout compromis avec une aile quelconque de la bourgeoisie ; ils attachent de l'importance aux syndicats en tant que forme d'organisation fondamentale de la classe et donc au travail qu'il y a à mener dans ces syndicats comme dans les autres organisations de masse (organisations ou syndicats universitaires par exemple) ; ils « croient en la bonté naturelle des travailleurs » et pensent plus précisément que l'émancipation des travailleurs ne peut être en dernier ressort que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que ceux-ci ont une expérience historique à acquérir que personne ne peut acquérir à leur place ; ils mettent en avant la nécessité et le rôle central du parti révolutionnaire indépendant du prolétariat en tant qu'instrument de lutte ; enfin ils ne nient pas le rôle de la guerilla, mais la subordonnent à tout le reste, c'est-à-dire à l'existence et à l'autorité du parti et à l'éducation et à la mobilisation des masses ouvrières et paysannes sur un plan de classe.

Les castristes reprochent en somme aux trotskystes d'être... des trotskystes ! et d'être munis d'un programme fondé sur l'expérience historique vivante du marxisme et de se battre sur une ligne politique bien différente de la leur. Ils trouvent également insupportable aussi bien l'attitude intransigeante que le trotskyste adopte à l'égard du stalinisme que la critique incessante à laquelle il soumet la propre politique castriste.

Il ne suffit évidemment pas à Debray - Castro de montrer que la politique trotskyste est diamétralement opposée à la leur, mais encore qu'elle est erronée et néfaste. Pour celà il faut trouver des exemples qui le prouvent. L'action des trotskystes en Bolivie en constituerait soi-disant une. Examinons donc l'analyse qu'on nous propose et voyons un peu ce qu'elle vaut.

LES COMBATS DU PROLETARIAT BOLIVIEN ET L'ACTION DE L'AVANT-GARDE TROTSKYSTE : INTERPRETATION CASTRISTE ET INTERPRETATION MARXISTE

Ce qui est reproché aux trotskystes boliviens, dans le livre de Debray (on notera bien que le P.O.R. n'est *pas mentionné une seule fois,* encore moins son principal dirigeant et théoricien G. Lora, et qu'aucun des textes pourtant très nombreux du P.O.R. n'est cité), est finalement fort simple. *Premièrement,* et de façon générale d'avoir toujours considéré que la force motrice de la révolution bolivienne se trouvait dans la force concentrée du prolétariat minier massée dans la zone étroite du bassin minier aux noms célèbres de Siglo Veinte, Catavi, Colquiri, etc., et donc qu'il importait de travailler au sein de la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolivienne) puissante organisation de masse des travailleurs afin d'y dégager l'avant-garde révolutionnaire et l'organiser à la fois dans le cadre d'un courant syndical se battant à partir de bases pragmatiques claires pour une politique indépendante de classe, et dans le cadre du parti révolutionnaire lui-même. *Deuxièmement,* d'avoir toujours considéré les conquêtes que le prolétariat avait arraché au cours de la révolution de 1952 et qui avaient représenté pendant plusieurs années les éléments d'un double pouvoir face à l'appareil d'Etat bourgeois aux mains du M.N.R. — administration ouvrière directe des mines nationalisées et surtout existence de milices ouvrières armées contrôlant les bassins — comme constituant des positions à défendre à tout prix, et à utiliser à la fois comme point de départ des luttes futures et comme base de la mobilisation présente du prolétariat sur son front de classe. *Troisièmement,* d'avoir appelé en mai 1965 à la grève générale illimitée comme riposte à l'arrestation par Barreintos du secrétaire général de la C.O.B., provoquant ainsi une attaque en règle de l'armée, dotée de moyens modernes et encadrée de « conseillers » américains, contre les bassins miniers, ce qui aurait conduit, selon ce que suggère Debray-Castro, au massacre de plusieurs centaines de mineurs, à la destruction de leurs organisations et au démantèlement définitif de leurs milices.

Le point de vue castriste est le suivant : « Il est difficile de répéter 1952 en 1965 » ; (11) la grève générale insurrectionnelle est un suicide, [« la dynamite ne peut rien contre une mitrailleuse 30 quand on la lance à la main, les fusils sont vieux, à répétition, de la guerre du Chaco. Peu de balles, cela coûte cher. Et que peut-on contre l'aviation ? Pour détruire une armée il en faut une autre, ce qui suppose entraînement, discipline et des armes. La fraternité et le courage ne font pas une armée : voir l'Espagne, voir la Commune de Paris... »] ; la seule réponse efficace à la situation, c'est de « doter les forces populaires (notion bien castriste s'il en fût !) d'un détachement armé, organiquement indépendant de la population civile, libérée des tâches de défense civile, et visant la conquête du pouvoir politique », cette mesure constituant à en croire Debray « le critère décisif qui distingue sur ce point phraséologie et théorie révolutionnaire ». Tout cela mérite quelques commentaires.

La première observation qu'il paraît nécessaire de faire concerne la manière dont Debray présente les faits. A le lire on pourrait croire que les mineurs avaient été définitivement écrasés en 1965. Or les nouvelles en provenance de Bolivie indiquent au contraire qu'ils sont toujours organisés et armés et capables de soutenir des combats armés contre Barrientos pour qui ils demeurent le foyer d'opposition le plus dangereux. Peut-être la grève générale de 1965 a-t-elle donc eu des conséquences moins désastreuses que celles suggérées par Debray ? Mais ceci nous oblige alors à demander si celui-ci est un calomniateur conscient ou simplement un mauvais journaliste.

La seconde observation concerne l'idée que Debray se fait des processus qui gouvernent la vie politique de la classe ouvrière et le contexte dans lequel elle doit livrer ses combats. C'est ainsi que selon lui, c'était une erreur d'appeler à la grève générale en 1965 puisque celle-ci était condamnée d'avance. Or, les militants ouvriers savent parfaitement bien qu'il n'est pas toujours, ou même très rarement, permis à la classe ouvrière de choisir le moment le plus adéquat, du point de vue d'une stratégie

idéale, pour se battre. Elle est souvent obligée de se battre au moment choisi par la bourgeoisie. 1965 en Bolivie était un tel moment. Il succédait à une longue évolution où lentement la bourgeoisie locale appuyée et guidée par les américains avait sapé les positions ouvrières. A chaque étape de cette évolution le P.O.R., sous la plume de Lora, a patiemment expliqué aux ouvriers ce qui se passait et ce que serait l'étape suivante. A chaque étape, le P.O.R. a dénoncé la politique collaborationniste et opportuniste de Lechin, qui fut vice-président de l'Etat avant de chercher à collaborer avec Barrientos au lendemain du coup d'Etat. A chaque étape le P.O.R. a montré la dégradation progressive des rapports de force entre les classes. Le prolétariat a compris seulement lorsqu'il était trop tard et a donc été obligé de se battre à l'heure choisie par la bourgeoisie. Il n'en reste pas moins qu'à moins de se nier consciemment en tant que classe, le prolétariat était obligé de livrer bataille tôt ou tard et que le P.O.R. se devait de l'appeler à réagir, même en sachant combien les chances de succès étaient devenues minces.

La troisième observation concerne la place que ce prolétariat minier fortement concentré, encore armé et organisé, traversé de courants politiques, soit authentiquement ouvriers, soit révolutionnaires, et possédant maintenant un capital d'expériences politiques et militaires très important, doit occuper dans la stratégie révolutionnaire bolivienne. Faut-il le laisser pour compte ? Même Debray paraît se rendre compte qu'une telle position serait absurde puisqu'il écrit que « dans le cadre d'une insurrection générale combinée entre les diverses mines, La Paz, et certaines régions rurales, si cette insurrection vient couronner une longue guerre d'usure menée ailleurs et par d'autres moyens, les mineurs organisés dans des syndicats révolutionnaires peuvent jouer un rôle décisif. » Mais alors il faut poser la question : comment et dans quel cadre les mineurs doivent-ils être organisés, comment procéder pour s'assurer que les syndicats aient une direction révolutionnaire (la formule « syndicats révolutionnaires » est bien ambigüe et méconnaît la signification exacte des syndicats) ? Comment combiner leur combat avec l'action militaire d'une guerilla ? La réponse s'impose évidemment d'elle-même et contredit la totalité des positions castristes : seul le parti révolutionnaire, profondément enraciné dans le prolétariat minier et luttant politiquement pour s'affirmer comme sa direction peut accomplir cet ensemble de tâches. En l'absence d'un tel parti le prolétariat minier considérera avec méfiance ou hostilité l'ouverture de maquis. Il marchera seul ou alors il ne marchera pas du tout, mais on peut être sûr qu'il ne marchera pas sous les ordres d'une organisation militaire nationaliste construite en dehors de lui et ne possédant aucun lien organique avec lui.

La dernière observation nous ramène à certaines de nos explications antérieures. A aucun moment des analyses de Debray ou d'aucun castriste il n'est question du rapport des forces entre les classes, à l'échelle internationale et de l'influence qu'il peut avoir sur la lutte des classes dans un pays donné, et notamment dans un pays arriéré. Même lorsque Debray-Castro examinent les échecs subis par les maquis se battant sur la stratégie et la tactique castristes (échecs qui sont jugés comme « vraiment peu de choses, si on les mesure à une période de temps aussi minime », ce qui constraste singulièrement avec la sévérité des jugements prononcés contre les échecs trotskystes !) il n'est jamais question du contexte international, caractérisé aujourd'hui par l'offensive généralisée de l'impérialisme, qui exploite à son avantage la situation que le recul pas à pas de la bureaucratie soviétique crée pour les combats de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre partout dans le monde. Nous n'hésitons pas à affirmer que tant que cette évolution n'aura pas été renversée par l'action du prolétariat, brisant totalement l'emprise de la bureaucratie soit en Europe (ce qui comprend évidemment l'Europe Orientale et l'U.R.S.S.) soit en Chine, il est malheureusement fort improbable que l'on assiste où que ce soit dans les pays arriérés au triomphe complet d'un mouvement révolutionnaire, fut-il dirigé par la meilleure direction possible.

Cela n'implique évidemment pas que les révolutionnaires peuvent se croiser les bras et attendre. La lutte des classes ne connaît pas d'interruption. Il faut être présent dans tous les combats que livre le prolétariat, car il s'agit du seul moyen que le parti révolutionnaire a pour tisser des liens profonds avec lui et pour dégager patiemment l'avant-garde qu'il organise dans le cadre de l'organisation marxiste. Si cela n'est pas fait, les combats décisifs ne pourront jamais être gagnés, même dans un contexte plus favorable. Or, c'est à cette tâche que le P.O.R. et son dirigeant Lora se sont attachés depuis 20 ans, permettant à la résolution du Comité International d'affirmer qu'ils « sont l'authentique direction du prolétariat bolivien ». Dans une période réaction et de profonde confusion, l'action du P.O.R. a sauvegardé le fil de la continuité historique du trotskyste, c'est-à-dire du marxisme révolutionnaire, en Amérique latine. Au-delà de l'emprise temporaire du castrisme sur certaines couches de la petite bourgeoisie, le mouvement révolutionnaire latino-américain sera nécessairement conduit tôt ou tard à renouer avec cette tradition — *la seule qui puisse la conduire à la victoire.*

Etienne LAURENT.

---

(1) V. G. Lora « Perspectivas de la Revolución Boliviana ». Ed. Masas, La Paz 1964, p. 23.
(2) V. l'article de F. Rodriguez dans La Vérité, Automne 1961 (n° 522), « La révolution cubaine, première étape ? » et surtout le n°4 de Informations Internationales 1961 (supplément ronéotypé à La Vérité) contenant un « projet de rapport sur la révolution cubaine », dont nous nous sommes servis en particulier pour la rédaction de la dernière partie de cet article. Pour les positions de la S.L.L., consulter les numéros 1 et 2 du volume 2 (1965) de « Fourth International », qui comprennent l'échange de correspondance entre la S.L.L. et le S.W.P. au sujet de l'analyse de la révolution cubaine, et un article de John Castle « Marxism and the Cuban Revolution ».
(3) Ainsi que les propos tenus par Debray dans son livre dans la mesure où ils expriment les positions de Castro.
(4) V. La Vérité, n° 533, juillet-septembre 1966, p. 35-37.
(5) V. La Vérité, numéro spécial 530-531, septembre 1965, p. 78-79 et p. 97-98.
(6) La Vérité, n° 533, p. 29-30.
(7) V. R. Debray, « Révolution dans la Révolution », Maspéro, 1967, p. 103.
(8) Idem. pp. 70-75.
(9) V. Debray, op. cit., p. 112.
(10) V. Debray, op. cit., p. 120-121.
(11) Mais apparemment pas difficile de répéter une aventure victorieuse du type Sierra Maestra !

BALASZ NAGY

LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST EN 1956

Edité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F

S. O. S. BOLIVIE

L'arrestation de Régis Debray par les sbires de Barrientos a levé le voile sur la répression féroce qui sévit en Bolivie. Militants révolutionnaires, nous affirmons notre solidarité avec Régis Debray face aux menaces que fait peser sur lui le régime de Barrientos mais — et cela n'a rien à voir avec les attaques de Debray contre le trotskysme — nous devons dénoncer la discrimination entre Régis Debray, autour duquel s'est réalisée une véritable union sacrée de De Gaulle et du nonce apostolique à *L'Humanité*, et les militants ouvriers boliviens condamnés à mort plus ou moins rapide dans les camps d'extermination depuis janvier. Le choix effectué en faveur du fameux philosophe ambulant anti-trotskyste au détriment des militants authentiquement ouvriers de Bolivie qui se battent depuis des années dans leur classe contre l'impérialisme et non dans les conférences de tout poil a un sens politique profond.

***

Nous recevons cet appel angoissé de nos amis boliviens qui, de Buenos Aires, nous transmettent l'information suivante sur le sort des détenus politiques en Bolivie.

Buenos Aires, 29 mars 1967.

« Depuis le 18 janvier 1967, 23 prisonniers politiques boliviens se voient condamnés à une mort lente, cruelle et inexorable dans des camps où ils furent confinés par le gouvernement du général Barrientos. Des amis nous ont écrit pour dénoncer ces atrocités et pour demander notre aide. Il ne faut pas que le silence aide les plans des assassins !

Les détenus appartiennent à différents partis politiques et ont un long passé de lutte dans les syndicats combatifs de la Bolivie. C'est pour cette raison que le gouvernement Barrientos les a condamnés à une mort lente dans un enfer où les maladies et la faim auront vite fait de les exterminer.

Les endroits où le gouvernement les a exilés sont des postes militaires, en plein milieu de la forêt vierge, entourés de marais, peuplés de crocodiles et de piranas. Les villages les plus près sont à 120 et 200 kilomètres à travers une forêt impénétrable qui, mieux qu'une barrière de barbelés, rend leur fuite impossible. S'aventurer dans cette forêt c'est, pour celui qui le tente, aller à l'encontre d'une mort certaine. Toutes les semaines, un avion amène la relève des gardes et repart aussitôt ; car cette zone inspire une peur justifiée par les innombrables maladies infectieuses qui y règnent.

Le « meilleur » de ces postes, c'est Ixiamas car là, il existe un village de 300 habitants, des demi-sauvages qui vivent uniquement de la chasse aux tigres. L'alimentation consiste exclusivement de bananes, des fois avec beaucoup de chance, on peut chasser quelque chauve-souris qui vole dans les anciennes églises, datant des temps des « réduits » jésuites. Les huttes, construites de terre glaise et de paille, pullulent de tarantules et de vipères qui font de nombreuses victimes parmi les détenus en proie également à un insecte dont la piqûre occasionne des pustules qui, rapidement, pourrissent la chair, le malade meurt dans les 48 heures. L'air est rempli de mosquitos, de « jéjénes » et de « tabanos » qui empêchent le travail à l'air libre. Aussi les prisonniers ne peuvent-ils même pas sortir pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

Le gouvernement bolivien n'envoie aucun remède contre ces fléaux, aucune nourriture pour ces hommes sous-alimentés. Il faut ajouter à cela qu'il ne permet ni l'envoi de vêtement et de chaussures, ni du nécessaire pour remettre en état les vêtements usés. Et comme les prisonniers sont dépouillés du moindre objet personnel, ils se trouvent, peu de temps après leur arrivée dans ces camps de concentation, demi-nus et souffrent sans pouvoir se défendre des terribles inclémences du temps.

N'ayant eu des nouvelles d'eux depuis beaucoup de temps car il leur est interdit d'écrire, personne ne sait combien de ces détenus sont encore vivants. On nous a dit que deux d'entre eux ont été enlevés du camp « étant dans le coma »... Plusieurs autres seraient dans un état désespéré. *Il ne faut donc pas perdre de temps !* Il faut faire appel aux organisations syndicales, politiques, aux intellectuels et à toutes les personnes qui ne veulent pas que les droits humains soient une pure hypocrisie. Demandez-leur d'envoyer des protestations, d'exiger la libération de ces prisonniers, de dénoncer cette mort lente à laquelle on les expose.

Lettres et télégrammes doivent être adressés au Ministère de l'Intérieur de la Bolivie, M. Antonio ARGUEDAS, et au président de la République, le général Barrientos. On peut aussi envoyer des protestations aux journaux locaux, tel que « Presencia », « El Dario » et « El Pueblo » à La Paz, Bolivie.

Il faut exiger que cesse le traitement inhumain des prisonniers. il faut demander qu'on leur envoie immédiatement des aliments et qu'on leur donne les soins médicaux nécessaires.

Il est bien possible que beaucoup d'entre eux soient déjà morts mais la solidarité internationale peut encore sauver la vie des quelques survivants.

Irène MIARAHI,
Monthly Review
Diagonal Norte 760
Buenos Aires
Argentine

Voici la liste des détenus politiques et syndicaux, confinés depuis le 18 janvier 1967 dans la jungle bolivienne :

Village de Pekin, département de Pando : Guillermo LORA, Oscar Zamora MADINACHELLI, Carlo Daza LAVADENZ.

Village de Buenaventura, département de La Paz : Ramiero Velasco ROMERA, Arthur Canipe AHUACHO, Mario Carrasco MARIN.

Village de Santa Rosa Del Abuno, département Bleni : Luis Alberto SALAZAR, José Mario CENTELLAS, Tomas LEVERA.

Village de Ixiamas : Orlando Capriles VILLAZON, Francisco Guzman ARREDONDO, Modesto Teynada CORDILLO, Roberto Vargas RADA, Edwin MOLLER, Raymondo Velasquez DELGADILLO, Carlos Sarrate REICH, Alberto Silles CAMARRA, René Olivares GAUA, José Galdo BERRIOS, César ALTAMIRANO, Juan Alberto ORTIZ, Nufio Chavez ORTIZ et Carlos Quint MONTESINOS.

AU PRESIDENT BARRIENTOS
REPUBLIQUE DE BOLIVIE — LA PAZ

« Fédération Education Nationale exprime intense émotion 400.000 enseignants français suite informations concernant conditions répression militants syndicalistes Bolivie — Stop — Demande amélioration conditions détention paraissant effroyables — Stop — Sollicite respect justice humanitaire et sauvegarde vies menacées. »

Signé : MARANGE, Secrétaire général.

Il faut sauver Guillermo Lora

DECLARATION DU COMITE INTERNATIONAL SUR LA REPRESSION EN BOLIVIE

A l'instar des gouvernements du Pérou, d'Indonésie et de tant d'autres pays, le gouvernement du général Barrientos engage une politique systématique d'extermination des militants de la classe ouvrière bolivienne.

Guillermo Lora, le plus connu et le plus représentatif des militants exilés dans la jungle bolivienne, est un dirigeant bien connu du fameux syndicat des mineurs boliviens. Il dirige le Parti Ouvrier Révolutionnaire qui se situe sur le programme de fondation de la Quatrième Internationale élaboré en 1938 par L. Trotsky.

Depuis l'éclatement de la révolution bolivienne en 1952, sous la direction de Guillermo Lora, le P.O.R. ne cesse de combattre pour un gouvernement ouvrier et paysan instaurant la dictature du prolétariat, reliant les développements révolutionnaires en Bolivie à ceux de l'Amérique Latine et du monde. Il dénonce la politique de l'organisation petite-bourgeoise, le Mouvement National Révolutionnaire, qui pratique une politique d'équilibre entre les classes en Bolivie et se refuse à rompre avec l'impérialisme.

En effet, la politique de Paz Esterrenzo conduisit la Bolivie à la faillite économique, renforçant la dépendance à l'égard de l'impérialisme. Elle exigea la lutte contre les masses ouvrières et les paysans pauvres, la destruction de leur conquête : la gestion des mines fut retirée aux mineurs, au profit d'une gestion étatique bourgeoise, la réforme agraire ne fut pas réalisée. Longtemps l'armement des mineurs, principale force du prolétariat bolivien, obligea à la prudence les couches les plus réactionnaires s'abritant au sein du M.N.R. Mais la politique suivie par l'appareil de la C.O.B. (centrale syndicale ouvrière bolivienne) sous l'influence de Juan Lechin ne mit jamais en cause le pouvoir d'Etat, stérilisant de ce fait la combativité de l'action du prolétariat bolivien.

C'est du sein même du M.N.R. que surgirent le général Barrientos et sa clique militaire. Le général Barrientos, membre de la fraction militaire du M.N.R., fut autorisé par Paz Esterrenzo à demander l'« aide technique » du Pentagone pour reconstituer l'armée de métier. Il fut d'abord adjoint de Paz comme vice-président et s'empara ensuite du pouvoir par le coup d'Etat du 4 novembre 1964. Le coup d'Etat fut précédé d'une profonde agitation ouvrière. Son but fut de prévenir une situation révolutionnaire et de passer à une répression à outrance des masses.

Avec la différence résultant des caractéristiques spécifiques de chaque pays, les traits principaux qui ont marqué le développement de la lutte des classes dans de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique Latine, en Indonésie et récemment en Grèce marquent le développement de la lutte de classes en Bolivie. Partout la politique petite-bourgeoise, pratiquée soit par les dirigeants petits bourgeois eux-mêmes, soit par les appareils réformistes ou staliniens, soit par une conjugaison des politiciens des cliques petites-bourgeoises eux mêmes, soit par les appareils, désarme politiquement le prolétariat. Cette politique, utilisée par l'impérialisme et la grande bourgeoisie tant qu'elle parvient à endiguer le prolétariat, est de toute façon nécessaire à la contre-révolution pour fourbir ces armes. C'est derrière elle que se préparent les coups d'Etat militaires, la répression sanglante de la classe ouvrière, la destruction des organisations du prolétariat, l'emprisonnement et la liquidation physique des militants du mouvement ouvrier ainsi que finalement de tous les militants attachés aux libertés démocratiques.

C'est l'honneur du P.O.R. d'avoir lutté au cours de toutes ces années de luttes révolutionnaires en Bolivie sur le programme de la IVe Internationale, d'avoir refusé de s'intégrer au sein du M.N.R. ainsi que voulaient le lui imposer les dirigeants de l'organisation internationale pabliste, les Pablo, Mandel, Franck, Hansen et compagnie, en 1956, qui provoquèrent une scission en son sein, n'hésitant pas ainsi à tenter de détruire le P.O.R. alors que lui seul pouvait orienter la lutte du prolétariat bolivien et prévenir la sanglante contre-révolution.

L'impérialisme et le gouvernement Barrientos à son service savent qu'il faut détruire le P.O.R. et liquider physiquement les dirigeants de ce parti, dont Guillermo Lora, s'ils veulent assurer la perpétuation de leur domination sur le peuple de Bolivie. Certes, G. Lora et les dirigeants du P.O.R. ne sont pas les seules victimes de la répression, internés dans la jungle bolivienne et menacés d'extermination — mais ils sont l'authentique direction politique du prolétariat bolivien, indispensable pour qu'il puisse engager victorieusement le combat contre la junte militaire contre-révolutionnaire du général Barrientos.

Tandis que la presse mondiale mène grand bruit autour du cas de Régis Debray, arrêté et menacé par le gouvernement bolivien, mais en dehors de la lutte réelle du prolétariat bolivien, elle reste à peu près muette au sujet de la répression qui s'abat sur G. Lora et ses camarades dirigeants du P.O.R. et sur ce parti. De propos délibéré, elle brouille les cartes.

Le Comité international de la IVe Internationale appelle à protester contre la détention de G. Lora et des internés de la jungle bolivienne. Il appelle à lutter pour la garantie de leurs droits et de leurs libertés, pour leur libération. Il appelle en particulier les organisations syndicales, les partis ouvriers, les militants de ces organisations à organiser la protestation par les moyens de la lutte de classes. La solidarité internationale du prolétariat doit s'exercer. Sauver Guillermo Lora et ses compagnons, c'est défendre, pour toutes les victimes de la répression de la clique dirigeante, leurs droits aux libertés démocratiques parce qu'ils sont les plus menacés et qu'ils incarnent la révolution bolivienne lourdement frappée.

STÉPHANE JUST

DÉFENSE DU TROTSKYSME

(Le révisionnisme, liquidateur de la IVe Internationale - La lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 5 Francs

L'ACTUALITE DU PROGRAMME DE TRANSITION

PREFACE

« L'édition hongroise du Programme de Transition ».

Lorsque la révolution hongroise brisa, il y a dix ans, le pouvoir de la bureaucratie, les ouvriers, les paysans travailleurs, les intellectuels et la jeunesse ne savaient rien sur la IVe Internationale. Son programme leur était inconnu. Ainsi, la ressemblance, l'identité même entre ce Programme et leurs revendications spontanées est-elle étonnante.

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. — écrit le Programme de Transition — commencera sans aucun doute, sous le drapeau de la *lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique*. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes formes de travail ! ». C'est en réalité ainsi que commença la fermentation aboutissant à la révolution de 1956. Depuis 1953 déjà de plus en plus ouvertement s'élevaient des protestations contre les magasins et les sanatoriums destinés à la caste dirigeante, contre tous ses privilèges, et contre les normes, le stakhanovisme et l'émulation du travail. Le premier acte de la révolution fut l'augmentation des plus bas salaires. Et toute une série des revendications de 1956 firent écho au Programme rédigé vingt années auparavant. Si nous continuons sa citation, la coïncidence entre les principes de la IVe Internationale et la pratique de la révolution hongroise devient plus éclatante.

Le Programme revendique : « *... la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassés des soviets.* Dans les Soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kholkhoziens du rang, des paysans et des soldats rouges. La démocratisation des Soviets est inconcevable sans *la légalisation des partis soviétiques*. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques. »

La révolution hongroise créa le système des conseils sans bureaucrates dans lequel la majorité des travailleurs hongrois prit position pour la législation des partis qui reconnaissent la transformation décisive du caractère socialiste de la Hongrie et la plus grande conquête de 1956, le système des conseils.

Nous lisons dans le Programme : « *Révision de l'économie planifiée* de haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! » Et nous trouvons également cette revendication, presque mot pour mot, dans le programme de tous les conseils, comités, organes populaires de la révolution de 1956.

« *Réorganisation des kholkhozes* en accord avec la volonté des kholkhoziens et selon leurs intérêts ! », continue le Programme. Depuis 1953, l'Opposition exprima de la même façon l'intérêt des paysans pour la réorganisation de l'agriculture collectivisée, ce qui fut réalisé en 1956 avec le plus grand naturel par les paysans : ils liquidèrent les fermes collectives organisées par la contrainte qui avaient fait faillite, mais maintinrent celles qui étaient « en accord avec leur volonté » et qui fonctionnèrent « selon leurs intérêts ».

Quelle est l'origine de cette coïncidence singulière et étonnante entre le 56 hongrois et le Programme de la IVe Internationale rédigé par Léon Trotsky, assassiné en 1940 par Staline, bien avant la naissance de la « démocratie populaire » hongroise, avant même la deuxième Guerre Mondiale, en 1938.

Un programme de parti ne peut être comparé à un programme de gouvernement. Le programme politique n'est pas un programme de travail, mais le résumé des expériences politiques d'une classe, accumulées au cours de ses luttes, la systématisation de ses principes de base et de ses buts essentiels. Le Programme de la IVe Internationale englobe les expériences politiques de la classe ouvrière. Sur cette base, il fixe les principes de sa lutte et ses buts dans une période historique donnée.

Des ouvriers hongrois pourraient poser la question : pourquoi avons-nous besoin de ce Programme, puisque la social-démocratie formula, il y a longtemps, le programme politique des ouvriers ? En fait le Programme de la IVe Internationale résume les expériences de la classe ouvrière aussi à l'égard de la social-démocratie dont il montre que, depuis 1914, celle-ci est devenue une partie organique du système capitaliste. Son programme renonce aux buts indépendants de la classe ouvrière, car il appelle les ouvriers à accepter le système bourgeois, sous prétexte de défendre la démocratie. Est-il besoin de donner des exemples plus clairs que la politique anti-ouvrière du gouvernement Wilson en Angleterre, le programme et la pratique de la social-démocratie allemande et de la S.F.I.O. en France ?

D'autres pourraient avancer que puisque les partis communistes, eux, s'opposent au capitalisme, un nouveau programme n'est pas nécessaire. Le programme léniniste formula, il est vrai, les expériences et les buts de la lutte pour le renversement du capitalisme mondial. Mais depuis la mort de Lénine, la classe ouvrière a acquis des expériences politiques d'importance historique. L'Union Soviétique née de la Révolution d'Octobre 1917 est restée seule, et dans ce pays isolé et arriéré, le premier état ouvrier des soviets dégénéra. Le pouvoir d'une caste bureaucratique, privilégiée se forma, qui sous la forme du stalinisme édifia un régime réactionnaire anti-ouvrier à l'intérieur du pays et, à l'échelle internationale, il livra la classe ouvrière à la bourgeoisie, et trahit ses révolutions. Les programmes élaborés par le parti bolchévique de Lénine et par les quatre premiers congrès de l'Internationale

Communiste ne pouvaient pas prévoir cette évolution. Il fallait résumer les expériences de la dégénérescence de l'Union Soviétique et des partis communistes. Expériences qui démontrèrent que la politique du parti communiste devenant anti-ouvrière à l'intérieur de l'U.R.S.S., est aussi anti-ouvrière dans le système capitaliste et sert à le maintenir. Voici le point de départ fondamental du Programme de la IVe Internationale qui formule ainsi la conclusion principale des expériences des quarante dernières années : « La situation politique mondiale se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Le « léninisme » et le « trotskysme » se distinguent par le seul fait que ce dernier tire les leçons de la faillite monstrueuse, du stalinisme dans son ensemble — analyse ses racines, ses causes et ses méthodes — et qu'il part en guerre contre lui pour résoudre « la crise de la direction du prolétariat ». Tous deux sont les analyses marxistes de leur époque, plus exactement : le marxisme. Mais la tâche du Programme élaboré par Trotsky ne fut pas seulement d'épurer le programme léniniste de toutes les falsifications et trahisons staliniennes, mais aussi d'appliquer le marxisme à l'Union Soviétique elle-même.

Le marxisme est une méthode universelle. L'analyse et la critique de classe doivent être appliquées à l'U.R.S.S. et aux prétendues « démocraties populaires ». Ce programme formula les expériences de la classe ouvrière internationale, dans les conditions nouvelles de la dégénérescence de l'Union Soviétique et des partis communistes, du développement, des causes et des conséquences du stalinisme — voilà pourquoi il put rédiger les revendications de la révolution de 1956 — vingt ans avant !

Le mouvement spontané de la classe ouvrière et du peuple hongrois prit la voie même que l'analyse marxiste consciente résumait dans le Programme. Parce que celui-ci exprime les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière internationale une et indivisible, autrement dit, parce que c'est un programme marxiste. A la lumière de ce fait il devient clair que l'opposition communiste groupée autour d'Imre Nagy, — par suite de son éducation stalinienne — ne fut pas marxiste, car elle ne mesura dans ses tentatives que la « situation donnée » créée par le stalinisme lui-même, et ne fonda pas son activité sur les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière. Les ouvriers d'avant-garde et socialistes hongrois doivent réviser, dans leur lutte, en pratique, les expériences de ce passé — et du présent — par l'analyse marxiste des véritables problèmes du socialisme et des tâches qui en découlent. C'est ainsi que nous arrivons à un seul processus — il faut qu'il y en ait qu'un — celui de l'assimilation et de l'application du Programme avec celui de l'analyse de nos faiblesses du passé, de leur élimination.

L'opposition communiste hongroise formée entre 1953 et 1956 pensa — et avec elle l'auteur de ces lignes — qu'elle pourrait réaliser ses buts graduellement, par des réformes successives. Mais parmi les leçons importantes de 1956, enseignées par la classe ouvrière hongroise, nous avons appris que pour la réalisation de ces revendications, la révolution des ouvriers, de tous les travailleurs est indispensable. 1956 montra combien l'activité de l'Opposition fut confuse au cours de la révolution à laquelle, cependant la conduisit logiquement son propre programme quelque inconséquent qu'il fut. La cause de ce désarroi fut que l'Opposition ne clarifia pas ce que Trotsky avait formulé vingt ans auparavant et qui devint la plus importante leçon de 1956 : « Il est impossible de réaliser ce programme — lisons-nous dans le Programme lui-même — sans le renversement de la bureaucratie... Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. » Ce que l'Opposition communiste hongroise ne sut pas clarifier, ce qui eut pour conséquence que la révolution la trouva non préparée, fut clairement défini dans le programme marxiste de la classe ouvrière internationale.

La directive que donne le Programme de la IVe Internationale, en tant que tâche centrale de la classe ouvrière découlant de ses expériences, c'est de résoudre la crise de sa direction. En d'autres termes, de construire le parti ouvrier marxiste contre les partis « dirigeants » staliniens et sociaux-démocrates, pour les remplacer. Etant donné que l'opposition de 1956 — faute de préparation marxiste — ne pouvait pas élaborer un programme révolutionnaire correct, elle ne pouvait pas non plus subordonner son activité à la seule tâche décisive, à la construction du parti ouvrier marxiste indépendant. Or, 1956 démontra clairement que sa plus grande faiblesse fut précisément l'absence d'un tel parti regroupant efficacement les meilleures forces révolutionnaires.

Mais la conclusion et l'inconséquence de l'Opposition avaient aussi une autre origine. Elle regardait les pays occidentaux également à travers les lunettes déformées de son éducation stalinienne : ou bien comme le règne incontesté de la bourgeoisie, ou — du moins — d'après l'activité des partis staliniens occidentaux. Ainsi, elle ne vit pas que si la méthode marxiste est universelle, la classe ouvrière internationale aussi est une et indivisible, et que l'universalité du marxisme est indissolublement liée à l'unité internationale de la classe ouvrière. L'Opposition ne sachant pas clarifier son rôle et ses tâches, elle ne se rendit pas compte non plus que son alliée est la classe ouvrière internationale qui, par sa position fondamentale est confrontée à la sainte alliance de l'impérialisme mondial et du stalinisme. A ses conceptions il manquait l'idée fondamentale du Programme, à savoir qu'il n'y a pas de blocs délimités par les frontières, mais, la classe ouvrière internationale

Pour le regroupement de l'avant-garde,
Pour œuvrer à la construction de l'organisation révolutionnaire, une arme :

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Paraît tous les mois sur 16 pages
(accompagné d'un supplément hebdomadaire ronéotypé)

ABONNEMENTS :

(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément ronéotypé hebdomadaire) :

12 numéros : 9 Francs

FER ROUGE

« Toute l'eau de la mer ne suffirait pas à laver une tache de sang intellectuelle. »

Cette phrase des Poésies d'Isidore Ducasse, il arriva plusieurs fois à André Breton de la prendre à son compte. L'une des dernières fois que je sache c'était au cours de ses Entretiens radiophoniques (1952), alors qu'il évoquait l'assassinat de Léon Trotsky.

Le 28 septembre 1966 mourait André Breton.

Le 1er juin 1967 Aragon publiait dans les Lettres Françaises (n° 1185) un long article qui allait se poursuivre dans le numéro suivant et intitulé : Lautréamont et nous. Nous, c'est-à-dire Aragon et André Breton.

Ce morceau est à lire. Sans conteste un des plus beaux échantillons que je connaisse d'hypocrisie guépéoutiste et de « sensiblerie » papelarde : la vieille peau qui verse une larme sur les jardins de sa jeunesse... Un demi-siècle — pensez ! dont trente-cinq ans de bons et loyaux services dans les rangs du P.C.F. à se faire l'instrument des pires canailleries contre-révolutionnaires. De cette période comme il dirait, s'il osait, du culte de la personnalité, pas un mot.

Oubliée la servilité (qui continue !) du polichinelle à gages applaudissant à la mise à mort de tous les vieux compagnons de Lénine.

Oublié aussi le poète de la Grande Gaîté et le chroniqueur du Traité du Style devenu le Paillasse (Eluard dixit) patriote de toutes les calembredaines tricolores chères à Thorez et compagnie.

Or, qui ne se souvient des mots — comme une cravache — qui servirent à André Breton pour fustiger inlassablement les renégats de tout poil dont Aragon demeure un des plus achevés spécimens ? Et il le sait bien, le faisan, qui ne se serait jamais permis (la preuve !) d'écrire une seule demi-ligne de celles qu'il vient de commettre, du vivant de l'auteur de Flagrant délit !

Il faut lire, vraiment, ces pages où le chienlit le dispute à la sénilité ravageuse — ah ! le drôle. « ... Les lettres qui suivent sont de celles qu'il m'est difficile, et même impossible, de recopier. Ne pas savoir où tu es... Moi je ne lui disais pas combien il me manquait... » Et lucide avec ça : « ... parce que je suis bien capable aujourd'hui de trahir, à le traduire, ce que j'ai pensé ». On croit rêver — non ?

« On est prié de ne pas interpréter cette phrase comme une plaisanterie visant l'éminent esprit qu'est M. Lévy-Strauss : l'auteur ne partage aucunement les points de vue exprimés ici et là à son sujet par ses amis politiques. C'est regrettable mais c'est comme ça. Toujours la pratique de la contradiction. »

Il faut dire que la contradiction et, mieux encore, la contradiction de la contradiction, reviennent souvent. Et pour cause. Le parallèle est bien tentant. Tellement qu'il est bien difficile, connaissant Aragon, de ne pas le soupçonner d'avoir bâti une bonne partie de son texte à expliquer, analyser, justifier la « contradiction » entre les Chants de Maldoror et les Poésies d'Isidore Ducasse, comte de Lautréamont, avec, sous-jacente, en permanence, l'intention de justifier la contradiction d'une toute autre nature entre Aragon, ami de jeunesse d'André Breton et surréaliste, et Aragon, membre du C.C. du P.C.F.

Au nom de quoi direz-vous ? Faites confiance au mandarin des Lettres Françaises : il ne doute de rien. Pas même de se souvenir du Paysan de Paris qu'il fut, théoricien alors du scandale pour le scandale, de l'épate-bourgeois dont à l'époque Breton avait dû faire justice.

Aujourd'hui ça lui revient comme une mauvaise fièvre et c'est bien pratique. C'est pourquoi son texte se termine par ces mots en post-scriptum :

« Tout doit être scandaleux... A la bonne vôtre. »

Il suffisait d'y penser : Aragon a trahi et s'est vendu au nom du droit à la contradiction de la contradiction et au nom du scandale. La contradiction des larbins et le scandale de ceux qui sacrifient la vérité à leur carrière. C'est un mélange assez banal.

G.-L. VALMER,

L'ACTUALITÉ DU PROGRAMME DE TRANSITION (suite)

d'un côté et la bourgeoisie avec son allié stalinien de l'autre. Tel est l'antagonisme fondamental de notre époque que nous enseigne le marxisme ! Toute autre affirmation sert à opprimer les travailleurs.

Il n'y a pas de marxisme sans pratique révolutionnaire. Il n'y a donc pas de classe ouvrière internationale sans Internationale. Le Programme élaboré par Léon Trotsky est l'expression de l'unité de la lutte mondiale de la classe ouvrière, parce qu'il lie organiquement la lutte des ouvriers des pays capitalistes pour la révolution socialiste à celle des ouvriers des pays sous la domination de la bureaucratie pour le renversement de son pouvoir, pour le pouvoir des conseil, pour le socialisme. Cette unité n'est pas une compréhension théorique quelconque, mais le Programme du parti mondial de la classe ouvrière, celui de la IVe Internationale.

Les leçons de 1956 et les expériences d'aujourd'hui démontrent la nécessité de la construction du parti ouvrier marxiste hongrois. Mais cette lutte doit être menée de pair avec le combat mené pour la reconstruction de la IVe Internationale. Les ouvriers d'avant-garde et les ouvriers socialistes hongrois ne peuvent réaliser cette tâche difficile avec succès que dans la mesure où ils comprennent les expériences, la situation, les tâches historiques et immédiates de la classe ouvrière internationale et donc hongroise, en y adaptant leur lutte. Le moyen de cette compréhension c'est le Programme.

Paris, octobre 1966.

Balazs NAGY.

MICHEL VARGA

OU VA L'U.R.S.S. ?

(Aux sources du conflit sino-russe)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 3,50 F

La lettre d'Ignace REISS au Comité central du P.C.U.S.

LE 30e ANNIVERSAIRE D'UN CRIME STALINIEN : *L'ASSASSINAT D'IGNACE REISS.*

Il y a trente ans, le 4 septembre 1937, on retrouvait, sur la route de Chamblandes, non loin de Lausanne, le cadavre d'un inconnu criblé de balles de mitraillette. Il s'agissait d'un militant communiste d'origine polonaise, membre du Parti Communiste de l'U.R.S.S., haut fonctionnaire du Service secret à l'étranger du Commissariat du Peuple à l'Intérieur, décoré de l'Ordre du Drapeau Rouge, Ignace Reiss. L'enquête menée simultanément par la police suisse et la police française devait aboutir rapidement à identifier les auteurs de ce crime politique qui devait cependant demeurer impuni... Staline réglait ses comptes.

Celui d'Ignace Reiss était particulièrement chargé. Reiss, d'origine juive, né en Pologne, en 1899 faisait ses études à Vienne lorsque, dans l'élan d'enthousiasme qui suivit la Révolution russe, il devint communiste. Il milita clandestinement en Pologne, où il fut condamné à cinq années de réclusion, puis en Allemagne, notamment dans la Ruhr, et en Autriche. Comme des centaines de jeunes gens de sa génération, ce militant de l'Internationale remarqué pour son intelligence exceptionnelle et son dévouement à toute épreuve, fut recruté par les Services secrets, la Guépéou : il devint, sous le pseudonyme de Ludwig, l'un des dirigeant de ces services en Europe occidentale, où il résida notamment en Hollande et en France. Il fut pendant des années un soldat du communisme, discipliné, certain de la justesse de la cause révolutionnaire qu'il croyait servir. Peu à peu, cependant, la réalité stalinienne lui ouvrit les yeux. La chasse aux opposants dans les années 1930, puis les arrestations en masse des vieux bolchéviks, les Procès de Moscou et le massacre de la vieille garde des révolutionnaires enfin, firent de lui un adversaire déterminé de Staline. C'est en juillet 1937 qu'il prit sa décision : rompre publiquement avec le stalinisme contre-révolutionnaire. Il écrivit alors à l'adresse de la légation de l'U.R.S.S. la lettre suivante :

Au comité central du P.C. de l'U.R.S.S.

La lettre que je vous écris aujourd'hui, j'aurais dû l'écrire il y a longtemps déjà, le jour où les Seize furent massacrés dans les caves de la Loubianka sur l'ordre du « Père des Peuples. (1)

Je me suis tu alors. Je n'ai pas élevé la voix lors des assassinats qui ont suivi, et il en résulte pour moi une lourde responsabilité. Ma faute est grande, mais je m'efforcerai de la réparer, de la réparer promptement et d'alléger ainsi ma conscience.

Jusqu'à ce moment, j'ai marché avec vous. Je ne ferai pas un pas de plus. Nos chemins divergent ! Celui qui se tait maintenant devient le complice de Staline, trahit la classe ouvrière, trahit le socialisme.

Je milite pour le socialisme depuis ma vingtième année. Je ne veux pas, sur le seuil de la quarantaine, vivre des faveurs d'un Ejov. (2)

J'ai derrière moi, seize années de travail illégal. Ce n'est pas peu, mais il me reste assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de tout recommencer. De sauver le socialisme. La lutte s'est engagée il y a longtemps. Je veux y prendre ma place. (3)

Le bruit que l'on fait autour des exploits d'aviateurs survolant le pôle (4) devrait couvrir les plaintes et les cris des victimes torturées dans les caves à la Loubianka, à Svobodnaja, à Minsk, à Kiev, à Leningrad, à Tiflis. On n'arrivera pas à couvrir cette plainte. La parole, la parole de vérité est plus forte que le ronflement des moteurs les plus puissants.

Il est vrai que les recordmen de l'aviation toucheront les cœurs des ladies américaines et de la jeunesse des deux continents intoxiqués de sports plus facilement que nous n'arriverons à conquérir l'opinion internationale et à émouvoir la conscience du monde. Que l'on ne s'y trompe pas pourtant, la vérité s'ouvrira un chemin, le jour du jugement est beaucoup plus proche qu'on ne le croit au Kremlin. Le jour où le socialisme international jugera les crimes commis depuis dix ans n'est pas loin. Rien ne sera oublié, rien ne sera pardonné. L'histoire est sévère. Le chef génial, le Père des Peuples, le soleil du socialisme (5) rendra des comptes. Pour la révolution chinoise vaincue (6) pour le plébiscite rouge en Allemagne (7), pour la défaite du prolétariat allemand, pour le social-fascisme (8) et le front populaire, pour les confidences qu'il a faites à M. Howard (9), pour son approbation prévenante à M .Laval (10) — toutes choses géniales !

Ce procès-là sera jugé au grand jour et bien des témoins morts et vivants y comparaîtront. Tous parleront et cette fois diront la vérité, toute la vérité. Tous comparaîtront — les calomniés et les innocents fusillés — et le mouvement ouvrier international les réhabilitera, ces Kamenev et ces Mratchkovski, ces Smirnov et ces Mouralov, et les Drobnis, les Sérébriakov, les Mdivani, les Okoudjava, les Racovski et les Andrès Nin, « espions et agents de l'ennemi, saboteurs et agents de la Gestapo ! (11)

Pour que l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier international ne succombent pas sous la contre-révolution et le fascisme, la classe ouvrière doit venir à bout de Staline et du stalinisme. Ce mélange du pire opportunisme, dénué de principes, avec le mensonge et le sang, menace d'em-

poisonner le monde et jusqu'aux dernières forces de la classe ouvrière.

Lutte sans merci contre le stalinisme ! Opposer au front populaire la lutte des classes ; à l'action des comités, opposer l'intervention ouvrière dans la révolution espagnole, voilà ce qu'il faut aujourd'hui.

A bas le mensonge du socialisme dans un seul pays ! Retour à l'internationalisme de Lénine !

Ni la IIe ni la IIIe Internationale ne sont capables d'accomplir cette mission historique ; corrompues et désagrégées, elles ne peuvent qu'empêcher la classe ouvrière de combattre ; elles ne peuvent que remplir des fonctions de police au service de la bourgeoisie. Ironie de l'histoire ! La bourgeoisie fournissait naguère elle-même les Cavaignac (12) et les Galliffet (13), les Trépov et les Wrangel (14) ; aujourd'hui, c'est sous la glorieuse direction des deux Internationales que les prolétaires eux-mêmes se font les bourreaux de leurs camarades. La bourgeoisie peut vaquer tranquillement à ses affaires : l'ordre et la tranquillité règnent ; il y a encore des Noske (15) et des Ejov, des Negrin et des Diaz (16). Staline est leur chef et Feuchtwanger leur Homère (17) !

Non, je n'en peux plus. Je reprends ma liberté. Je reviens à Lénine, à sa doctrine et à son action.

Mes faibles forces, j'entends les consacrer à la cause de Lénine. Je veux combattre, car seule notre victoire — la victoire de la révolution prolétarienne — libèrera l'humanité du capitalisme et l'U.R.S.S. du stalinisme.

En avant donc, vers de nouveaux combats ! Pour la IVe Internationale !

Le 17 juillet 1937.

LUDWIG (Ignace REISS).

P.-S. — *En 1928, j'ai été décoré de l'ordre du Drapeau rouge, pour services rendus à la révolution prolétarienne. Je vous renvoie cette décoration, ci-jointe. Il serait contraire à ma dignité de la porter en même temps que les bourreaux des hommes les meilleurs de la classe ouvrière de Russie. (Les* Izvestia *ont publié dans les deux dernières semaines des listes de nouveaux décorés dont les mérites sont pudiquement passés sous silence : ce sont les hommes qui ont exécuté les sentences de mort prononcées contre les vieux bolcheviks.)*

En signant ce texte, le communiste Reiss avait signé son arrêt de mort. Caché en Suisse, il s'efforce de prendre contact avec le mouvement révolutionnaire en Occident, accepte de rencontrer le 6 septembre à Reims le révolutionnaire hollandais Sneevliet (18), l'écrivain Victor Serge et le fils de Trotsky, Léon Sedov. Mais les tueurs ont retrouvé sa trace (19) : il est abattu à Chamblandes dans la nuit du 3 au 4 septembre. L'*Humanité* écrira que les agents de la Gestapo règlent entre eux leurs comptes...

L'enquête devait rapidement aboutir par l'arrestation de plusieurs comparses et l'identification des organisateurs du crime (20) : de hauts fonctionnaires de la Guépéou, membres de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Paris, dont deux avaient déjà regagné Moscou. La troisième, Lydia Grosovskaja, était arrêtée le 17 décembre 1937 par la police française, à la demande de la justice suisse, aux fins d'extradition. Trois jours plus tard, et sans que la presse ait publié la nouvelle de son arrestation, elle était mise en liberté provisoire moyennant versement d'une caution de 50.000 francs, sur proposition de l'avocat général près de la Chambre des Mises en Accusation, représentant le garde des sceaux, le socialiste Vincent Auriol. L'information de sa mise en liberté ne devait être connue que le 13 janvier 1938 ; le 24 janvier enfin, Mme Grosovskaja échappait pour toujours à la « surveillance » de la police française. L'affaire Reiss était définitivement étouffée et le crime de Chamblandes impuni.

Quelques jours plus tard, les députés du groupe parlementaire communiste votaient à la Chambre des députés pour l'investiture du gouvernement « de Front populaire » dirigé par le radical Chautemps... Les députés élus par les travailleurs remerciaient les politiciens bourgeois des services rendus aux tueurs staliniens : les loups ne se mangent pas entre eux.

(1) Les « Seize » sont les condamnés du premier procès de Moscou, en août 1936, dont Zinoviev, Kamenev, Smirnov. Le « père des peuples » était l'une des expressions consacrées à Staline par la presse stalinienne, la Loubianka l'une des prisons de la Guépéou à Moscou.

(2) Obscur bureaucrate jusque-là, Nicolas Ejov venait, par la faveur de Staline, d'être nommé en septembre 1936 à la tête des services secrets et de la police politique. C'est lui qui allait diriger la grande purge appelée par les Russes « Ejovtchina ».

(3) Reiss fait ici allusion au combat mené par Trotsky avec l'Opposition internationale.

(4) Du 12 au 14 juillet 1937, l'équipage soviétique Gromov, Daniline et Youmatchev, avait réalisé la liaison aérienne Moscou-Los Angeles par le pôle Nord. La presse stalinienne et la presse bourgeoise accordaient évidemment plus de place à cet exploit qu'aux informations sur la répression déclenchée en Espagne républicaine contre les révolutionnaires.

(5) Autres épithètes couramment utilisées pour Staline dans la presse stalinienne.

(6) Staline en 1926-27 avait obstinément défendu contre l'opposition de gauche, la nécessité d'une alliance étroite avec Tchang Kaï-chek qui devait en définitive massacrer les communistes chinois et étrangler la deuxième Révolution chinoise.

(7) Au mois d'avril 1931, le parti communiste allemand avait appelé à voter dans le referendum prussien avec les nazis contre les socialistes. Il avait baptisé « plébiscite rouge » cette opération qui marqua une étape importante dans la marche d'Hitler au pouvoir. Trotsky et l'opposition de gauche avaient dénoncé le caractère contre-révolutionnaire de cette politique inspirée par Staline.

(8) Toujours sur les directives de Staline, le parti communiste allemand s'était refusé au front unique avec les social-démocrates qu'il traitait de « social-fascistes » et considérait comme le danger numéro un, plus grave que le danger nazi.

(9) Déclarations rassurantes faites à un magnat de la presse américaine, sur la détermination de l'U.R.S.S. de ne pas « exporter la révolution »...

(10) Déclaration au lendemain du pacte franco-soviétique, suivant laquelle Staline « comprenait et approuvait » la politique de « défense nationale » du gouvernement de droite présidé par Pierre Laval : elle fut le signal de l'abandon par le P.C. de tous ses mots d'ordre et de toute action antimilitariste, de son ralliement à l'union sacrée...

(11) Andrès Nin, dirigeant du P.O.U.M. espagnol et ancien dirigeant du P.C. et de l'opposition de gauche, fut enlevé et assassiné en 1937 en Espagne par des agents du Guépéou. Les Russes mentionnés sont tous de vieux bolcheviks victimes des procès publics de Moscou ou de procès à huis clos, exécutés en U.R.S.S.

(12) Le général Cavaignac avait dirigé la répression contre l'insurrection ouvrière de juin 1848.

(13) Le général de Galliffet était l'un des bourreaux de la Commune.

(14) Le général Trepov dirigea la répression contre les travailleurs lors de la Révolution de 1905 ; le général Wrangel fut l'un des chefs des « Blancs » pendant la guerre civile russe.

(15) Le social-démocrate Noske, ministre de la Guerre en décembre 1918 lança les Corps francs contre les ouvriers et écrasa le prolétariat allemand.

(16) José Diaz était le secrétaire général du P.C. espagnol et Negrin, le chef socialiste du gouvernement républicain espagnol qui, en cette année 1937, laissait la Guépéou organiser en Espagne l'assassinat des révolutionnaires étrangers et espagnols.

(17) L'écrivain « de gauche » Lion Feuchtwanger, à la suite d'un séjour à Moscou, avait écrit un livre à la gloire de Staline où il justifiait les Procès de Moscou.

(18) Sneevliet (1883-1942) était un pionnier du mouvement communiste et syndical hollandais, et avait été envoyé par l'Internationale en Chine lors de la fondation du P.C. sous le nom de Maring. Oppositionnel, il était en désaccord avec Trotsky. Il a été fusillé par les Allemands le 13 avril 1942.

(19) A la fois par une ancienne camarade de travail de Reiss, Gertrude Schildbach qui servit d'« appât », et par un agent des services secrets de Staline, Marc Zborowski, infiltré dans le mouvement trotskyste et collaborateur de Léon Sedov. Zborowski enseigne aujourd'hui l'anthropologie aux Etats-Unis après avoir dénoncé lors de la période du Maccarthysme ses camarades de « réseau »...

(20) L'enquête devait prouver que Léon Sedov était également l'objet d'une filature continue de la part de cette « équipe » qui disposait d'ailleurs de fonds illimités. Sedov lui-même a vraisemblablement été victime d'un crime mieux exécuté.

SPORT et POLITIQUE

L'idée courante est que le sport est neutre, c'est-à-dire indépendant d'un objectif politique. Cette idée de de la neutralité est exploitée autant par la bourgeoisie, que par le P.C. et les réformistes. Le but de cet article est de montrer au contraire que tout mouvement sportif est politique, et que la détermination politique du sport ne peut s'expliquer en dehors des antagonismes de classe. Il s'avère en effet que la neutralité cache un contrôle et une politique effective de classe de la bourgeoisie, politique radicalement opposée aux intérêts de la classe ouvrière. Les révolutionnaires ne peuvent se dispenser d'avoir, eux aussi, un point de vue de classe sur le sport. C'est ce qu'a affirmé l'Internationale Communiste en 1921 en créant l'Internationale rouge du sport. Le but de cet article est de renouer avec cette tradition qui se fixait comme objectif : ramener le mouvement sportif ouvrier dans la voie de la lutte de classe révolutionnaire.

LES FEDERATIONS BOURGEOISES

La bourgeoisie organise et contrôle le sport par les fédérations sportives qu'elle s'est employée à créer dans le but d'attirer à elle et de tenir sous son influence les jeunes ouvriers. Par là elle s'assure un contrôle sur les loisirs et en même temps elle s'en sert dans un but de classe bien net : préparer la jeunesse pour l'armée bourgeoise, exciter le nationalisme et le chauvinisme, former des cadres de combat contre le prolétariat. A l'intérieur de ces fédérations la politique de la bourgeoisie est de dégager et d'entretenir une élite de champions auxquels sont donnés de nombreux avantages. Cette élite, par ses performances a pour rôle de susciter la vocation sportive de la jeunesse ouvrière. Comme l'exprime très bien la doctrine gouvernementale du sport rédigée par la commission Borotra : « Le champion est un exemple, il attire les jeunes... l'expérience prouve de façon formelle que les performances de l'élite suscitent toujours une passion renouvelée à l'égard des activités sportives... Un champion non seulement illustre son sport mais il le crée... »

Le rôle des fédérations bourgeoise apparaît donc clairement : utiliser une élite afin d'attirer et d'encadrer une masse d'ouvriers auxquels on laisse croire qu'ils peuvent accéder aux sommets. Ouvrons ici une première parenthèse. Lorsque Waldeck Rochet déclarait dans un discours à Vitry-sur-Seine, le 27 septembre 1964 : « Nous souhaitons de tout cœur des succès aux représentants de la France aux Jeux Olympiques de Tokyo », il souhaitait par là que les succès obtenus par l'élite, attire un grand nombre d'ouvriers à la pratique du sport dans les Fédérations bourgeoises et les éloigner ainsi de leur propre classe.

La masse des pratiquants est liée à l'élite, par une structuration en catégories, qui permet à chaque sportif de se situer à tout moment par rapport au champion.

La promotion sociale est le hochet qu'on agite pour attirer les ouvriers. Le rapport Borotra est sur ce point encore très significatif :

« Le sport favorise l'apparition, à côté de la hiérarchie de tous les jours, subie par la plupart, d'une hiérarchie parallèle qui ignore la première et garantit à certains les chances que la société moderne leur refuse.

En leur permettant, comme joueurs et dirigeants d'en appeler par leur activité sportive, d'infériorités souvent trop marquées dans d'autres domaines, il leur donne une possibilité de réussite, une possibilité de victoire. Il leur offre une occasion d'exercer des responsabilités en un mot une chance d'être plus libre. »

Mais justement les chances d'accéder au sommet de la hiérarchie sportive sont extrêmement réduites. Quelle que soit la masse des participants ce sera toujours une infime minorité qui y accédera. Ainsi tout le système hiérarchique que représente une fédération sportive bourgeoise fonctionne par rapport à son seul sommet, et repose sur des avantages qui ne sont pas donnés mais qu'on laisse espérer à la grande majorité des pratiquants.

Il est clair qu'une telle politique consciente de la part de la bourgeoisie s'adresse à la classe ouvrière. A ce propos, il est faux de déclarer comme le fait Rouyer dans « Recherches internationales à la lumière du Marxisme » que la bourgeoisie pratiquait (et pratique encore) le sport pour elle-même et que c'est sous la pression des forces démocratiques qu'elle a été obligée d'en ouvrir la pratique aux ouvriers. Si le sport

est l'apanage politique de la bourgeoisie du fait qu'elle l'organise et le contrôle, il ne l'a jamais été en tant qu'apanage de pratique. En 1924, l'Internationale rouge du sport déclarait :

« Plus de 95 % des membres des organisations sportives bourgeoises se composent de prolétaires. Que signifie cela sinon qu'une minorité de gens, leurs pires ennemis, forment, par le canal du sport, de la masse écrasante de la jeunesse une masse indifférente, qui par cette indifférence est extrêmement favorable à la bourgeoisie. »

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports

On comprend l'intérêt actuel de l'état bourgeois français vis-à-vis du sport. Le nouveau Ministère de la Jeunesse et du Sport ne se propose pas d'autre objectif que d'utiliser le sport pour encadrer la jeunesse. Cette prise en main de la jeunesse à laquelle on convie les dirigeants sportifs, les C.R.S., et même les enseignants de l'éducation physique dont on remet par là en cause le statut d'éducateurs, se fait par le sport contrôlé et organisé par les fédérations bourgeoises. C'est pourquoi le nouveau Ministère n'a jamais autant manifesté le désir de surveiller l'activité sportive voire d'intervenir directement dans certaines fédérations, mais c'est pourquoi aussi il n'a jamais donné autant d'avantages à l'élite afin qu'elle soit capable de rivaliser avec l'étranger. Les champions deviennent des athlètes de l'Etat. En effet pour que leurs performances ne soient pas trop pâles au niveau international puisque c'est à ce niveau que se situe l'appréciation, il faut leur permettre de suivre un entraînement journalier et leur assurer leur « avenir ». A ce propos nous pouvons dire que les buts de la compétition internationale et son intérêt ne sont pas du tout une comparaison des différents potentiels sportifs des différents pays, puisque contrairement à ce que pensent les dirigeants du P.C. l'élite n'est pas le produit de la masse mais plutôt l'inverse, ces compétitions internationales, donc, ont pour but essentiel de servir à développer le nationalisme à l'intérieur de chaque pays particulier. Nous pouvons même ajouter qu'à partir du moment où l'U.R.S.S. s'est alignée dans les compétitions internationales elle avait besoin elle même de développer un certain chauvinisme et s'appuyait donc plutôt sur le nationalisme que sur l'internationalisme.

En résumé, la bourgeoisie, en contrôlant le besoin d'activité physique des ouvriers, en organisant ses propres fédérations où la masse des sportifs est liée par un système hiérarchique fondé sur le record, cherche à éloigner les ouvriers de leur propre classe et à leur proposer des buts conformes à ses propres intérêts : individualisme, chauvinisme, nationalisme, militarisme, etc.

Naissance d'une politique ouvrière en sport.

La vie de l'ouvrier dans les conditions du système capitaliste conduit à son épuisement physique. C'est comme conséquence de l'exploitation capitaliste et des conditions de vie des ouvriers que naît le danger d'une dégénérescence corporelle du prolétariat. Aussi l'une des tâches les plus immédiates des travailleurs doit être la lutte contre cette dégénérescence. Le prolétariat doit trouver les moyens de s'entretenir physiquement, il doit prende toutes les mesures immédiates qui vont dans le sens de la lutte contre sa dégradation. Le sport est un moyen qui lui permet de récupérer ses forces et la santé, à la condition qu'il ait une finalité éducative. Le sport bourgeois va à l'encontre du besoin de récupération des ouvriers. Le système hiérarchique fondé sur le record ne peut avoir la finalité éducative que les ouvriers veulent lui donner. La recherche de la performance conduit nécessairement à la spécialisation, à l'entraînement fractionné, au surmenage. C'est pourquoi le prolétariat a senti la nécessité d'organiser lui-même la lutte contre sa dégénérescence physique et d'opposer au sport bourgeois le sport ouvrier. Déjà au niveau de ce simple intérêt immédiat nous voyons que le sport n'est pas neutre.

Le sport ouvrier est né au début du siècle au sein des Université populaires, universités créées par le prolétariat où l'on s'efforçait d'élever le niveau culturel de la classe ouvrière tout en lui facilitant l'apprentissage d'un métier ou son perfectionnement. Rapidement le parti socialiste français s'intéressa au sport et entreprit de créer la première Fédération sportive ouvrière face aux Fédérations bourgeoises. Le 6 décembre 1907 naissait « la Fédération sportive athlétique socialiste ». Les avantages de cette création étaient indiqués par un article du 13 novembre 1907 dans *L'Humanité* :

« 1° Développer la force musculaire et purifier les poumons de la jeunesse prolétarienne.

2° Donner aux jeunes gens des distractions saines et agréables ce qui serait un palliatif à l'alcoolisme et aux mauvaises fréquentations.

3° Amener au Parti des jeunes camarades.

4° Faire de la réclame, si nous pouvons nous exprimer ainsi pour le Parti.

5° Développer parmi les jeunes socialistes l'esprit d'association et d'organisation. »

Vu les conditions de la classe ouvrière à cette époque la politique du Parti Socialiste était une réponse immédiate au besoin urgent de lutter contre la dégénérescence physique et en ce sens elle jouait un rôle positif qui s'inscrivait dans la perspective de Jaurès : « développer un immense effort d'éducation et d'organisation du prolétariat. »

Mais en le posant uniquement au niveau de la simple pratique c'est-à-dire de la gestion et de l'organisation pour les ouvriers d'un système sportif, elle laissait à la bourgeoisie les mains libres pour organiser les fédérations où elle voulait attirer les ouvriers. Cette politique apparaît encore nettement dans un article de Renaudel du 15 février 1911 « ... il y a le sport des socialistes et si le sport est pratiqué par des hommes de toutes les classes sociales, il n'en reste pas moins que la classe ouvrière peut avoir la légitime ambition sur ce point comme sur beaucoup d'autres, de se suffire à elle-même, pour employer une expression mise à toutes sortes de sauces... »

La position de Renaudel et du Parti Socialiste est une position réformiste. Elle fait de l'activité sportive une fin en elle-même. Bien que cette politique répondît à des besoins immédiats, elle ne les intégrait pas dans les intérêts généraux du prolétariat. Elle faisait du

domaine sportif, un domaine isolé, séparé de l'organisation de classe. Nous verrons plus loin que l'Internationale rouge du sport développait au contraire l'idée d'un sport rouge, c'est-à-dire d'une activité physique du prolétariat liée à la lutte révolutionnaire.

En 1913 à Gand fut fondée : « La Fédération ouvrière internationale pour le sport et l'éducation physique ». Mais cette jeune internationale fut noyée par la première Guerre Mondiale, ses dirigeants étant partout à la tête du social-patriotisme. En 1919 naquit en France la Fédération Sportive du Travail (F.S.T.). Elle était aux mains des réformistes. Cette même année, les Fédérations ouvrières anglaises, françaises et belges tentaient sans succès de reconstruire l'Internationale sportive ouvrière. Celle-ci se créa en 1920, à Lucerne — d'où le nom l'Internationale Sportive de Lucerne (I.S.L.). La Russie soviétique était exclue de cette organisation dirigée par les réformistes. La politique réformiste des dirigeants de cette internationale eut pour conséquences la naissance d'une opposition révolutionnaire au sein des différentes sections nationales. Ces oppositions amenèrent lors du 3e congrès de l'Internationale communiste à Moscou, la création de l' « Union Internationale du sport et de la gymnastique rouges », plus connue sous le nom de l'Internationale Rouge des Sports (I.R.S.) ; la création de l'I.R.S. allait permettre le renforcement et l'élargissement des oppositions révolutionnaires dans les diverses Fédérations ouvrières.

Utilisation du sport à des fins révolutionnaires

Avant d'examiner les divers points de la politique révolutionnaire de l'I.R.S. nous voudrions dire un mot sur une certaine position culturaliste « radicale » contre laquelle il nous faut lutter, parce qu'elle apparaît comme une critique révolutionnaire et n'est en fait qu'un substitut à la lutte contre le contrôle par la bourgeoisie du mouvement sportif. Il s'agit d'un gauchisme abstrait et verbal qui se résume à ce mot d'ordre : « A bas le sport ». L'idée développée est la suivante. Il y a une analogie profonde entre le principe social capitaliste et le dynamisme sportif. « Le destin sportif est un destin capitaliste qu'on le veuille ou non. » Il est logique ensuite d'affirmer : « il ne peut être question dans cette société aliénée de faire du sport un îlot protégé et privilégié d'humanisme et de culture. » Il faut donc rejeter cette forme de « culture du corps fondé sur un principe de réalité aliéné, le principe du rendement » et proposer à la place « une culture fondée sur un principe de plaisir ludique. »

Nous pouvons faire deux critiques essentielles à cette position.

1° En ne comprenant pas l'intérêt qu'il y a d'éduquer sportivement et politiquement les ouvriers, elle les rejette par son indifférence vers les organisations bourgeoises.

2° La tâche essentielle du prolétariat en régime capitaliste n'est pas de créer une culture, mais de prendre le pouvoir pour créer une autre culture.

Il y a un intérêt immédiat de la classe ouvrière qui est de lutter contre sa dégénérescence physique. Mais aucune éducation physique ne peut supprimer cette dégénérescence. Celle-ci est inhérente à l'ordre capitaliste. Il faut détruire l'un pour supprimer l'autre. C'est pourquoi l'éducation physique des ouvriers en pays capitaliste doit servir uniquement à renforcer la capacité générale de combat du prolétariat contre la bourgeoisie. Comme l'écrivait justement en 1924 A. Sikmund, Directeur de l'Institut central d'E.P. de Moscou : « les buts finaux de la culture physique sont liés à la lutte des classes et c'est seulement après les résultats de cette lutte que la classe ouvrière aura la possibilité réelle, d'élever ses forces vitales et d'atteindre la perfection de son organisme. »

C'est dans cet ordre d'idée que l'I.R.S. voulait diriger l'E.P. de la jeunesse prolétarienne par le sport. Les principes fondamentaux de l'I.R.S. nous sont donnés par ses statuts :

« Diriger le mouvement sportif prolétarien international sur la voie de la lutte de classe révolutionnaire, afin d'affranchir le prolétariat du joug du capitalisme et de toute oppression, dans le but de développer la force physique et de favoriser l'éducation politique et révolutionnaire des ouvriers. »

Dès sa création elle se battit contre la prétendue « neutralité » sportive avancée par les réformistes en proclamant : « Tout mouvement sportif est politique ». Elle ajoutait : « Le sport actuellement organisé, contrôlé, dirigé par la bourgeoisie et à son profit exclusif et intéressé doit devenir sous notre direction et notre contrôle, grâce à nos méthodes pratique une puissante arme révolutionnaire. » Ainsi la détermination politique du sport ne s'explique pas sans l'existence des classes. Il y a un antagonisme fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat au niveau de l'organisation et du contrôle du sport. En s'emparant de la direction du mouvement sportif, la bourgeoisie s'est donné une arme puissante de conservation et de réaction sociale. En lui disputant cette direction, en ramenant à sa propre classe toute la jeunesse ouvrière, l'I.R.S. en faisait une arme puissante au service du prolétariat. Cela impliquait une lutte sans cesse renouvelée contre les Fédérations bourgeoises. Dans une résolution sur la question française adoptée au 3e congrès de l'I.R.S. il y était dit notamment : « La F.S.T. ne doit pas perdre un seul instant de vue sa tâche principale qui est la lutte implacable contre les organisations sportives bourgeoises. Pour ces fins, il faut que la F.S.T. emploie tous les moyens de combat dont disposent les organisations prolétariennes révolutionnaires. »

Pénétrer au sein des masses, à la faveur du mouvement sportif, l'enrôler dans une organisation de classe lui donnant sa conscience de classe, lutter contre la dégénérescence physique, enfin former les éléments des formations de combat révolutionnaire capables d'entrer en action au service de la révolution, tels étaient les buts de l'I.R.S. : « grâce aux besoins sportifs, disait-elle, et à sa force d'attraction, attirez dans vos Fédération l'ensemble des jeunes ouvriers. Luttez sans répit contre les Fédérations bourgeoises qui essayent de les attirer à elles, grâce à leurs méthodes sportives les éloignent et en font des adversaires des intérêts de leur propre classe dans le combat quotidien. Développez en eux le sentiment de fraternité ouvrière et la haine de l'exploiteur jouisseur et fainéant. Vous n'avez rien à attendre de la société capitaliste. »

En bref, le mot d'ordre de l'I.R.S. était : « Rassembler les sportifs ouvriers de tous les pays dans une grande Internationale révolutionnaire, lutter contre les méthodes du sport bourgeois, mettre le sport au service du mouvement ouvrier révolutionnaire. »

Du sportif ouvrier au travailleur sportif.

En France, nous l'avons vu, la F.S.T. était aux mains des réformistes. Mais au congrès de Montreuil du 22 juillet 1923 les partisans de l'I.R.S. détenaient la majorité. Les réformistes firent scission et créèrent l'U.S.S.G.T. (Union des Société Sportives et Gymniques du Travail) fidèle à la politique de l'Internationale de Lucerne. Pendant plus de dix ans les deux Internationales sportives ouvrières luttèrent chacune de leur côté, l'I.S.L. refusant systématiquement les propositions de l'I.R.S.

Partout, dans les pays d'Europe c'est le reflux de la vague révolutionnaire. La IIIe Internationale va s'engager dans une voie contre-révolutionnaire entraînant dans son sillage l'I.R.S. qui va abandonner son orientation antérieure et s'engager dans la voie de la collaboration avec les Fédérations bourgeoises. Le tournant de la nouvelle politique de l'I.R.S. se manifestera de façon particulièrement claire à l'occasion du rapprochement de la F.S.T. et l'U.S.S.G.T. en 1934. C'est dans la lutte contre le facisme que les deux Fédérations se rapprochent. Le 21 février 1934 sous le titre : « les sportifs de France ne veulent pas du fascisme » le journal de la F.S.T. s'adressant à l'U.S.S.G.T. écrit :

« Et vous sportifs réformistes... votre place est avec la F.S.T., aux côtés des sportifs des grandes Fédérations au sein des comités locaux pour la préparation du Congrès Mondial des Sportifs contre la guerre et le fascisme et ensemble nous arracherons les revendications suivantes :

1° subventions pour tous les petits clubs ;
2° contre la taxe de 15 % sur les recettes ;
3° contre l'augmentation des licences ;
4° pour l'obtention des terrains.

Et ainsi nous servirons les intérêts de toute la classe ouvrière en même temps que les *intérêts sportifs propres.* »

S'il était parfaitement juste de poser le front unique des organisations sportives ouvrières dans la lutte contre le fascisme, ce qui l'était moins c'est qu'elle se faisait dans la perspective d'une alliance avec la bourgeoisie. Cette ligne opportuniste a pour corrolaire des revendications sportives étendues au niveau de toutes les revendications générales. On appelle les travailleurs sportifs à exprimer leurs revendications en tant que sportifs et non pas en tant que travailleurs. Ce qui fait que le mouvement sportif ouvrier au lieu d'être comme auparavant une partie de la lutte de classe, devient une fin en lui-même. D'où la naissance d'un programme propre aux Fédérations sportives ouvrières. C'est sur la base d'un tel programme que se fera la fusion organique en décembre 1934, de la F.S.T. et de l'U.S.S.G.T. La nouvelle Fédération unique « La Fédération Gymnique et Sportive du Travail » (F.S.G.T.) se fixait comme tâche dans la charte constitutive, de prendre « la défense des intérêts sportifs de tous les travailleurs ».

C'est toujours suivant cette ligne opportuniste que la fraction stalinienne de la F.S.G.T. proposera en Novembre 1935 l'adhésion au « comité national des sports » qui est l'organisme politique qui coiffe les différentes Fédérations bourgeoises. A cette époque, l'U.R.S.S. cherche à entrer dans les Fédérations Internationales bourgeoises. Cela n'est évidemment pas étranger au fait que la fraction stalinienne désire entrer au « Comité national des sports ». Il est intéressant de noter que les réformistes de la F.S.G.T. s'opposeront résolument à cette adhésion. La raison essentielle évoquée en faveur de cette adhésion c'est la nécessité d'unir tous les sportifs en vue de la défense de leurs intérêts sportifs propres. A. Delamme écrit le 4 décembre 1935 : « Au sein du C.N.S. il y a des personnalités qui sont disposées à servir *l'intérêt général des sportifs,* nous devons les épauler, nous devons être leur guide », et plus loin il ajoute : « le C.N.S. nous donne la possibilité légale de nous faire connaître de tous les sportifs, notre rôle à l'intérieur de ce comité est de faire appliquer le but qu'il s'était assigné lors de sa constitution c'est-à-dire la défense des intérêts sportifs. »

Ce qui était annoncé dans le programme particulier aux « travailleurs sportifs » se confirme pleinement par l'abandon de la lutte contre les Fédérations bourgeoises. Il y a un intérêt général du sport au-dessus des intérêts de classe. Rousseau n'écrivait-il pas : « il y a une offensive de notre part pour imposer nos propositions qui sont toujours conformes aux intérêts des sportifs. D'ailleurs, nous n'obtenons satisfaction que dans la mesure où la F.S.G.T. est appuyée par une lutte commune avec des membres et des clubs des Fédérations officielles. »

La F.S.G.T. se présente comme une sorte de syndicat des sportifs — syndicat pris ici dans le sens de groupement pour la défense des intérêts particuliers et non pas dans le sens de l'organisation de classe — dont les intérêts généraux sont ceux du sport et non plus ceux de la classe ouvrière.

Cette ligne opportuniste trouvera son achèvement à la Libération par les changements fondamentaux qui seront apportés aux statuts de la F.S.G.T. Celle-ci est désormais « une société qui a pour buts, en pratiquant et développant d'une façon rationnelle les exercices physiques et en utilisant judicieusement les loisirs :

— de préserver et améliorer la santé et les capacités physiques de la jeunesse ;

— d'inculquer à ses adhérents des principes de camaraderie, de discipline et d'honneur ;

— de les préparer à leur rôle de citoyens au service d'une République laïque et démocratique. »

Ces changements de statuts sont l'expression d'une collaboration totale avec les Fédérations bourgeoises. Il n'est pas étonnant que Waldek Rochet déclare dans son discours d'Ivry à propos du retrait de la subvention à la F.S.G.T. : « En effet, rien dans l'activité de cette Fédération qui groupe des centaines de milliers de jeunes ne justifie les mesures discriminatoires dont elle continue à être l'objet. Nous demandons donc que cette grande Fédération reçoive également une subvention en rapport avec son activité et les services éminents qu'elle rend au sport français. »

Par sa collaboration totale au sein du C.N.S. avec les Fédérations bourgeoises, il est vrai que la F.S.G.T. rend des services éminents au sport français, c'est-à-dire au sport bourgeois. Et rien ne justifiant de la part de l'Etat bourgeois le refus de lui verser une subvention, celle-ci a été accordée. Comme elle renonce à lutter contre les Fédérations bourgeoises, le caractère ouvrier de la F.S.G.T. s'estompe au point que ses adhérents ne voient plus la raison de son existence autonome par rapport aux Fédérations bourgeoises et fuient tous vers ces Fédérations.

Nous pouvons enfin dire que face à la politique actuelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports, la F.S.G.T. aura de plus en plus l'attitude de se dresser en syndicat des sportifs qui s'exprime d'ailleurs à travers son orientation actuelle : congrès national du sport, offices municipaux du sport, etc.

***

Tout ce qui précède montre que la lutte contre les Fédérations bourgeoises est ce qui détermine la nécessité immédiate d'une organisation sportive ouvrière. La ligne politique dans le sport, par le contrôle ouvrier sur le sport, n'est qu'un aspect de l'ensemble de la politique ouvrière. A la différence du réformisme, il n'existe pas pour nous de programme des « travailleurs sportifs ». Mais cela ne veut pas dire que nous renonçons à prendre parti sur le sport lui-même, bien entendu en fonction des intérêts de la classe ouvrière. Nous sommes pour revendiquer le droit à l'Education Physique et au sport pour toute la classe ouvrière. Mais cette Education Physique si elle veut rester conforme aux intérêts généraux de la classe n'est pas n'importe quelle Education Physique. Nous avons déjà expliqué que les championnats, les classements en catégorie, le record, ne sont que le produit de la politique bourgeoise. Nous avons non seulement la conviction, mais aussi la preuve, que ce système tend à disparaître dès que le sport est organisé sous le contrôle ouvrier, et dans le but d'une politique ouvrière.

En 1924 le mouvement sportif en U.R.S.S. était organisé sur des bases complètement différentes de celles des pays capitalistes. Les clubs étaient organisés par usine ou par corporation et se trouvaient liés de façon très étroite au mouvement syndical, ce qui permettait dans les leçons d'Education Physique des exercices correctifs des déviations professionnelles. Les clubs eux-mêmes n'étaient pas des organisations uniquement sportives isolées. Ils n'étaient qu'une section dans l'activité multiple des clubs ouvriers, artistiques, culturels. Le travail sportif était aussi lié à tout travail d'éducation des masses.

Les épreuves elles-mêmes étaient organisées de façon différente : pas de championnats individuels, seulement un temps moyen, une performance moyenne par équipe.

A. Sikmund écrivait à cette époque : « le sport collectif prolétarien doit combattre le spécialisme étroit, le professionnalisme malsain et le recordisme en honneur dans le sport bourgeois. Le sportman de profession qui cherche à battre des records est un individu anormal... Le sport collectif prolétarien tend à introduire, au lieu de concours individuels, des concours de groupes. Le sport prolétarien, sans records et sans récompense individuelle est fondé sur la préparation mesurée de l'organisme pour les concours de groupes et les démonstrations publiques. Pour développer le sport parmi les masses, il n'est pas du tout nécessaire que des records soient battus d'une seconde.

L'entraînement sportif démesuré est le signe d'une Education Physique malsaine et superficielle. »

Ce qui est important dans cette organisation du sport en U.R.S.S. en 1924, c'est le lien qui est automatiquement établi entre la situation du travailleur face à la division du travail et la condamnation de la spécialisation sportive comme renforçant les déviations, à laquelle on substitue l'idée d'une préparation physique à une fonction polytechnique.

En U.R.S.S. tant que la direction a été révolutionnaire elle a rejeté le sport bourgeois et a fondé l'I.R.S. ; dès qu'elle a proclamé la théorie du socialisme dans un seul pays et le nationalisme, elle a adopté le sport bourgeois.

Conclusion

Le caractère bourgeois du sport tel qu'il est aujourd'hui pratiqué est évident. Il est nécessaire que les révolutionnaires prennent une position sur ce problème. Le but de cet article est d'ouvrir la discussion qui devrait aboutir rapidement à l'élaboration de thèses. Ces thèses doivent déterminer l'intervention des révolutionnaires particulièrement dans le secteur de la jeunesse.

A paraître :

SPORT ET REVOLUTION

I. — *Sport ouvrier, Sport bourgeois.*
— Contrôle du sport par les fédérations bourgeoises.
— Intervention de l'Etat.
— Naissance du sport ouvrier.

II. — *Sport et révolution et la IIIe Internationale.*
— Le sport rouge.
— Spartakiades - Lutte contre les fédérations bourgeoises.
— Lutte contre le contrôle par les réformistes du sport ouvrier.

III. — *Du sportif ouvrier au travailleur sportif.*
— Naissance de la F.S.G.T.
— Syndicat des sportifs.
— Positions actuelles du P.C. et de la F.S.G.T.

IV. — *Pour un contrôle ouvrier sur le sport.*

V. — *Sport et éducation de l'homme complet.*

Souscrivez : 2 F.

LE GERANT : **PIERRE LAMBERT.**

IMPRIMERIE R. CAVILLON - 93 - CLICHY-SOUS-BOIS